

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail- Patrie

MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION  
TERRITORIALE  
ET DE LA DÉCENTRALISATION

RÉGION DU CENTRE

DÉPARTEMENT DU NYONG ET  
KELLE

COMMUNE DE MAKAK



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace –Work – Fatherland

MINISTRY OF TERRITORIAL  
ADMINISTRATION  
AND DECENTRALIZATION

CENTRE REGION

NYONG ET KELE DIVISION

MAKAK COUNCIL

# PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT (PCD) DE LA COMMUNE DE MAKAK



Réalisé avec



l'appui **Technique** de l'OAL

Siège social : Sis Cabinet CEMA– Route École Publique  
Bastos – Entrée  
Ambassade de Chine  
B.P. 35462 Yaoundé – Tél. (237) 78 70 68 23 / 90 40 70  
23 / 22 80 67 14

l'appui **Financier** du PNDP

B.P 660 Yaoundé  
TEL 222 20 13 90 / 222 20 13 83  
Mail : pndp\_crc\_ce@yahoo.fr



Novembre 2015

## Sommaire

Sommaire .....	i
Résumé .....	iv
Liste des abréviations .....	vii
Liste des tableaux.....	xi
Liste des photos.....	xii
Liste des cartes.....	xiii
Liste des graphiques.....	xiv
Liste des annexes .....	xv
<b>CHAPITRE I :Introduction.....</b>	<b>1</b>
1.1 Contexte et justification .....	2
1.2 Objectifs .....	3
1.3 Structure du document .....	3
<b>CHAPITRE II :MÉTHODOLOGIE .....</b>	<b>4</b>
2.1. Préparation de l'ensemble du processus .....	5
2.1.1. Préparation du DIC .....	5
2.1.2. Préparation du DEUC .....	5
2.1.3. Préparation du DPNV.....	6
2.2. Collecte des informations et traitement.....	7
2.2.1. Collecte et traitement des informations dans le cadre du DIC .....	7
2.2.2. Collecte et traitement des informations dans le cadre du DEUC .....	8
2.2.3. Validation des données et informations collectées dans le cadre du DIC et DEUC ...	8
2.2.4. Collecte et traitement de l'information dans le cadre du DPNV .....	8
2.3. Consolidation des données du diagnostic participatif et cartographie .....	9
2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation.....	10
2.4.1. La planification .....	10
Photo : restitution des travaux de groupe.....	10
2.4.2. La mobilisation des ressources .....	10
2.4.3. La programmation .....	11
2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif .....	11
<b>CHAPITRE III :Présentation sommaire de la commune.....</b>	<b>13</b>
3.1. Localisation de la commune .....	15
3.2. Milieu biophysique .....	15

3.2.1 Le climat .....	15
3.2.2 Les sols.....	16
3.2.3 Relief.....	16
3.2.4. Hydrographie .....	16
3.2.5. Flore et faune.....	16
3.3. Milieu humain .....	17
3.3.1. Profil Historique.....	17
3.3.2. Population de la commune.....	18
3.3.3. Groupes ethniques et relations inter- ethniques .....	18
3.3.4. Religions .....	19
3.3.5. Les principales activités économiques .....	19
3.4. Principaux services de l'espace communal.....	22
3.5. Principales potentialités de la Commune .....	32
Tableau 2 : Potentialités de la Commune.....	32
<b>CHAPITRE IV :Synthèse des résultats des diagnostics.....</b>	<b>34</b>
4.1 Synthèse du DIC .....	35
4.1.1 Gestion des ressources humaines (insister sur les forces et faiblesses) ; .....	35
Tableau x : Forces et faiblesses des ressources humaines .....	35
4.1.2 Gestion des ressources financière (insister sur les forces et faiblesses) ; .....	35
Tableau x : Forces et faiblesses des ressources Financières.....	35
4.1.3 Gestion du patrimoine communal (insister sur les forces et faiblesses) ; .....	36
Tableau x : Forces et faiblesses de la gestion du patrimoine .....	36
4.1.4 Gestion des relations (insister sur les forces et faiblesses) ; .....	36
Tableau x : Forces et faiblesses des relations de la commune Dans la gestion des relations ..	36
4.1.5 Axes de renforcement de la commune (dans les 4 domaines ci-dessus). .....	36
Tableau x : Axes de renforcement de la commune .....	36
4.2. Synthèse des données collectées sur la petite enfance.....	38
4.3. Synthèse des données sur les changements climatiques .....	40
4.4. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur .....	41
Tableau X : Matrice d'identification des principaux problèmes et besoins identifiés par secteur41	
4.5. Tableau de synthèse des 08 microprojets prioritaires [dont 03 économiques et 05 sociaux] par village et au niveau de l'espace urbain. ....	104
Aménagement de la route principale : songmatip-song kan-centre-namale. 04km.....	106
Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP .....	107
installation du réseau électrique BT sur l'axe ; carrefour Eseka- yobolalbert- begdeManguelle12km.....	107

<b>CHAPITRE V :PLANIFICATION STRATEGIQUE .....</b>	<b>116</b>
5.1. Vision et objectifs du PCD .....	117
5.1.1 La réduction de la pauvreté ambiante : .....	117
5.1.2 L'aboutissement de la commune à revenu de classe II : .....	117
5.1.3 Augmentation des services sociaux de base .....	117
<b>CHAPITRE VI :PROGRAMMATION.....</b>	<b>193</b>
6.1. Les Ressources Mobilisables et échéances .....	194
Tableau 18: Tableau des ressources mobilisables à échéance de la commune de DIBANG ..	194
6.2. Ranking des villages de la commune de MAKAK .....	195
6.3 Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires.....	198
Tableau 19: Cadre de Dépenses à Moyen Terme .....	198
6.4. Plan d'investissement annuel (PIA) : 06 Pages max).....	204
Tableau 23 : Plan d'Investissement annuel (PIA) Commune de MAKAK .....	204
<b>CHAPITRE VII :Mécanisme de suivi-évaluation .....</b>	<b>207</b>
7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION .....	208
7.1. <i>Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD</i> .....	208
Tableau 26 : Liste des membres du comité de suivi du PCD de MAKAK .....	209
Tableau 27: Rôle des acteurs de la mise en œuvre du suivi-évaluation .....	210
7.2. <i>Indicateurs de suivi et d'évaluation</i> .....	211
Tableau 28 : Indicateurs de suivi-évaluation des microprojets du PIA.....	211
7.3. <i>Dispositif, outils et fréquence du reporting</i> .....	213
Tableau 29 : Dispositif, outils et fréquence de reporting .....	213
7.4. <i>Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD</i> .....	214
<b>CHAPITRE VIII :Plan de communication .....</b>	<b>215</b>
8.1 Stratégie et esquisse de plan de communication .....	216
Tableau: Plan de communication de la commune de Makak.....	216
Conclusion .....	217
Bibliographie .....	217
Annexes.....	217

## Résumé (2 pages maxi)

Pour assoir la décentralisation, l'état a mis sur pied un programme d'accompagnement des communes qui est exécuté par le PNDP. Ce dernier est chargé de la mobilisation des financements au profit des communes lorsqu'elles répondent aux critères d'éligibilité. Ses interventions vont du financement des projets au renforcement des capacités en passant par le financement des prestations intellectuelles. C'est à ce dernier titre qu'elle a financé l'élaboration des PDC dans sa première phase d'intervention et qu'elle finance l'élaboration des PCD dans celle-ci. L'objectif étant de doter les Communes d'une vision de développement élaborée à l'issue d'un processus participatif.

Éligible en 2008, la Commune de MAKAK a élaboré son PDC. Elle n'a pu l'exécuter du fait de la faible appropriation des compétences en planification et programmation qui lui ont été transférées. Retenue en 2012 dans la phase 2, elle était dans la mouvance de l'actualisation de ce PDC. La mission lancée officiellement le 03 octobre 2014a été confiée au RADA en sa qualité d'organisme d'appui local. L'objectif étant de lui permettre de disposer d'un outil d'impulsion, d'orientation et de mise en œuvre des actions concertées de développement économique, socio-culturel de son territoire, tout en l'arrimant au Document de stratégie pour la Croissance et l'Emploi(DSCE)et à la vision nationale à l'horizon 2035.

Pour y parvenir, l'approche méthodologique adoptée par le RADA a été celle recommandée par le guide méthodologique du MINEPAT. Cinq étapes auront été suffisantes pour dégager le contenu de ce PCD :

- la préparation du processus de planification sur les plans administratif et technique.
- le diagnostic participatif mené au niveau de l'institution communale (DIC), de l'espace urbain (DEUC) et des villages (DPNV) dans vingt-huit secteurs.
- la planification proprement dite par l'élaboration et la validation des cadres logiques sectoriels.
- la mobilisation des ressources par l'inventaire des financements acquis ou à acquérir par la Commune et affectés au projets.
- la programmation des actions retenues et validées par les cadres logiques sectoriels.

La mise en œuvre et le suivi-évaluation n'interviendront qu'à postériori dans la phase d'exécution des projets retenus.

Cette méthodologie a été mise en œuvre avec la participation effective de toutes les parties prenantes à travers les travaux de groupe, l'observation directe, les séances plénières et des interviews semi-structurées.

Les résultats des diagnostics révèlent que la Commune de MAKAK dispose de nombreuses potentialités naturelles et économiques. Toutefois, le déficit en

infrastructures sociales et économiques reste très élevé. Les aspects sociaux environnementaux (ASE) ainsi que l'aspect genre et la petite enfance dans les politiques de développement restent encore faiblement prise en compte. D'une manière générale, les problèmes que rencontre la commune sont :

- La faible production agropastorale ;
- L'accès difficile aux services sociaux de base ;
- L'accès difficile aux titres fonciers ;
- La précarité de l'habitat ;
- Les difficultés d'insertion des jeunes ;
- Le mauvais état des infrastructures routières ;
- La dégradation continue de l'environnement, de la faune et de la flore ;
- Le faible épanouissement de la femme et de la jeune fille ;
- La faible pratique des activités sportives, touristiques, culturelles et commerciales ;
- Le faible développement des petites et moyennes entreprises et des services de transport ;
- Le faible accès aux technologies de l'information et de la communication.

L'analyse des problèmes dans les 30 secteurs considérés a permis d'identifier les causes pertinentes et les axes stratégiques sur lesquels la Commune doit agir pour assurer son développement. Le besoin de financement qui ressort du PCD de MAKAK pour l'ensemble de ces secteurs s'élève à un montant global de 34.746.350.000 FCFA. Un Plan d'Investissement Annuel (PIA) pour l'année 2015 a été élaboré dans les secteurs de l'énergie, de l'éducation de base, des PME/E.S.A, des travaux publics, de l'agriculture et du commerce pour un coût estimatif de 222.391.412 FCFA. Ce financement provient de plusieurs sources : la Commune, le BIP, le MINEPAT et le PNDP.

Pour ce qui est des années 2015, 2016 et 2017, le PCD fait ressortir un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) comptant 24 projets répartis dans 12 Secteurs avec priorité à l'aménagement des routes, la construction des infrastructures scolaires, l'approvisionnement en énergie électrique, à l'appui à l'artisanat et à l'agriculture pour un montant total de 1.544.391.412 FCFA. la perspective de financement sur fonds propres communaux est estimé à 150.352.985 FCFA.

Dans l'optique de la mise en œuvre de ces projets, un cadre sommaire de gestion environnementale, un plan opérationnel en faveur des personnes vulnérables, un plan de passation des marchés et un plan de communication ont été produits.

Toujours pour garantir la mise en œuvre de ce PCD, un dispositif de suivi-évaluation et un comité de suivi ont été mis en place lors de l'atelier de planification.

Enfin, la commune ayant fondé sa vision sur la prospérité économique et la stabilité sociale à l'horizon 2025, entend privilégier la construction des

infrastructures sociales de base, l'appui à l'activité agropastoral et aux PME pour atteindre cette finalité.

## Liste des abréviations

**AGR** : Activités Génératrices de Revenu

**AONO** : Appel d'Offres National Ouvert

**APE** : Association des Parents d'Elèves

**BIP** : Budget d'Investissement Public

**BT** : Basse Tension

**CAC** : Centimes Additionnel Communaux

**CAMPOST** : La Camerounaise des Postes

**CAMTEL** : Cameroon Télécommunications

**CAPAP** : Centre Agropastorale et Piscicole

**CC** : Comité de Concertation

**CCD** : Cadre Communal de Développement

**CDE** : Camerounaise Des Eaux

**CDMT** : Cadre de Dépenses à Moyen Terme

**CEAC** : Centre d'Etude et d'Action Communautaire

**CES** : Collège d'Enseignement Secondaire

**CETIC** : Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial

**CLLS** : Comité Local de Lutte contre le SIDA

**CMA** : Centre Médical d'Arrondissement

**CMPJ** : Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes

**CNJC** : Conseil National de la Jeunesse du Cameroun

**CNPS** : Caisse National de Prévoyance Sociale

**CPM** : Commission de Passation des Marchés

**CSI** : Centre de Santé Intégré

**CSSE** : Comité Communal de Suivi-Evaluation

**CRTV** : Cameroon Radio and Télévision

**CVUC** : Communes et Villes Unies du Cameroun

**DAADER** : Délégation d'arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural

**DAEDUB** : Délégation d'Arrondissement de l'Education de Base

**DAEPIA** : Délégation d'Arrondissement de l'Elevage, pêches et Industries Animales

**DAJEC** : Délégation d'arrondissement de la Jeunesse et de l'Education civique



**DAO** : Dossier d'Appel d'Offres

**DDAS** : Délégation Départementale des Affaires Sociales

**DEUC** : Diagnostic de l'Espace Urbain Communal

**DGD** : Dotation Générale de la Décentralisation

**DIC** : Diagnostic de l'Institution Communal

**DPNV** : Diagnostic Participatif Niveau Village

**DSCE** : Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi

**EIES** : Etude d'Impact Environnemental et Social

**EIP** :

**ELECAM** : Elections du Cameroun

**EPIA** : Élevage, Pêche et Industries Animales

**ENEO** :

**EP** : Ecole Publique

**EPC** : Eglise Presbytérienne du Cameroun

**ESF** : Economie Sociale et Familiale

**EU** : Espace Urbain

**FEICOM** : Fonds Spécial d'Equipeement Intercommunal

**GAR** : Gestion Axée sur les Résultats

**GIC** : Groupes d'Initiative Communautaire

**GIZ** : Deutsche Gesellschaft Internationale für Zusament Arbeit

**GPS** : Global Positionning System

**HIMO** : Haute Intensité de Main D'œuvre

**IRAD** : Institut des Recherches Agronomiques et Démographiques

**IST** : Infection Sexuellement Transmissible

**MINAC** : Ministère des Arts et de la Culture

**MINADER** : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

**MINAS** : Ministère des Affaires Sociales

**MINATD** : Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation

**MINCOM** : Ministère de la Communication

**MINCOMMERCE** : Ministère du Commerce

**MINDCAF** : Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières

**MINEDUB** : Ministère de l'Education de Base

**MINEE** : Ministère de l'Energie et des Mines

**MINEFOP** : Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

**MINEPAT** : Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

**MINEPIA** : Ministère de l'Élevage, des pêches et des Industries Animales

**MINEPDED** : Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement Durable

**MINESEC** : Ministère des Enseignements Secondaires

**MINESUP** : Ministère de l'Enseignement Supérieur

**MINFOF** : Ministère des Forêts et de la Faune

**MINHDU** : Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain

**MINIMIDT** : Ministère de l'Industrie, des Mines et du Développement Technologique

**MINJEC** : Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique

**MINMAP** : Ministère des Marchés Publics

**MINPMEESA** : Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat

**MINPROFF** : Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille

**MINPT** : Ministère des Postes et Télécommunication

**MINRESI** : Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation

**MINSANTE** : Ministère de la Santé Publique

**MINSEP** : Ministère des Sports et de l'Education Physique

**MINTOUL** : Ministère du Tourisme et des Loisirs

**MINTP** : Ministère des Travaux Publics

**MINTRANSPORT** : Ministère du Transport

**MINTSS** : Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale

**MC2** :

**MST** : Maladies Sexuellement Transmissible

**MT** : Moyenne Tension

**MTN** : Mobile Téléphone Network

**NEXTEL** :

**NY** : Nyong et Kelle

**OAL** : Organisme d'Appui Local

**OEV** : Orphelins et Enfants Vulnérables

**OHADA** : Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires

**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**PA** : Personnes Agées

**PADDL** : Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local

**PAJER-U** : Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine

**PCD** : Plan Communal de Développement

**PDC** : Plan de Développement Communal

**PFNL** : Produits Forestier Non Ligneux

**PH** : Personnes Handicapées

**PIA** : Plan d'Investissement Annuel

**PM** : Pour Mémoire

**PME** : Petites et Moyennes Entreprises

**PNDP** : Programme National de Développement Participatif

**PV** : Procès Verbal

**RADA** : Réseau d'Appui pour le Développement en Afrique

**SABC** : Société Anonyme des Brasseries du Cameroun

**SAF** : Service Administratif et Financier

**SAR/SM** :

**SDL** : Service de Développement Local

**SYNCONYK** : Syndicat des Communes du Nyong et Kelle

**TIC** : Techniques de l'Information et de la Communication

**UFA** : Unité Forestière d'Aménagement

**VIH/SIDA** : Virus Immuno Humaine/ Syndrome Immuno Déficitaire Acquis

**ZEF** :

# Liste des tableaux

# Liste des photos

# Liste des cartes

# Liste des graphiques

# Liste des annexes



# CHAPITRE I : INTRODUCTION

## 1.1 Contexte et justification

L'appui au processus de décentralisation, de la gouvernance locale et du renforcement des capacités techniques et administratives des Communes est de plus en plus effectif au Cameroun. Ce processus est sous-tendu par un cadre juridique (notamment La loi N°2004/017 du 22 juillet 2004) à travers lequel le Gouvernement a transféré les compétences particulières et moyens appropriés aux collectivités locales. Ce transfert de ressources et de compétences fait de la Commune un maillon indispensable de la chaîne nationale d'exécution et de la mise en œuvre de la vision de l'Etat du Cameroun à l'horizon 2035 clairement formulée dans le document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) ; vision vers laquelle toutes les actions entreprises par les différents démembrements de l'Etat doivent converger à savoir faire du Cameroun un pays émergent. Le Gouvernement y va de son DSCE sur une décennie et la commune de son PCD d'ici 2025.

La décentralisation est donc devenue un axe fondamental de la promotion du développement, de la démocratie et bonne gouvernance au niveau local. C'est dans cette mouvance que le PNDP, dont la mission est d'accompagner les communes dans ce processus, a opté d'améliorer son mode opératoire. Dans sa deuxième phase, il a intégré plusieurs innovations qui appellent de nouveaux enjeux et défis : quelques réajustements ont été faits dans la conduite du diagnostic participatif ; un accent particulier a été mis sur les aspects liés aux changements climatiques et à la petite enfance ; la formulation du Plan Communal de Développement en tant que document de référence a été revue ; la Commune se trouve désormais dans la position de maître d'ouvrage de tous les projets de développement qui seront réalisés. Il s'agit ici d'une avancée du Programme qui en toute cohérence s'arrime au DSCE.

Éligible au PNDP en 2008, la Commune de MAKAK a élaboré son PDC. Elle n'a pu l'exécuter du fait de la faible appropriation des compétences en planification et programmation qui lui ont été transférées. Retenue en 2012 dans la phase 2, elle est aujourd'hui dans la mouvance de l'actualisation de ce PDC. **La mission a été confiée au RADA en sa qualité d'organisme d'appui local. Lancée officiellement le 03 octobre 2014, elle est arrivée au terme de l'étape du diagnostic participatif. Un rapport a consolidé les données collectées et analysées aux niveaux de l'institution communale, de l'espace urbain et des villages. Le présent document constitue le PCD de MAKAK, finalité du processus entamé depuis la date sus-visée et élaboré sur la base des diagnostics participatifs menés, d'une planification et d'une programmation des actions, d'une mobilisation des ressources, d'une vision communale bien formulée. Son importance fonde sa vocation.**

## 1.2 Objectifs

L'objectif global du PCD est de déterminer la direction du développement communal devant servir de boussole à toutes les actions à envisager dans cette Commune.

C'est en fait un document qui permet à la Commune de matérialiser sa vision de développement en tenant compte de ses potentialités et contraintes.

De manière spécifique, il s'agit de :

- Réaliser la monographie de la Commune
- Mener un diagnostic participatif
- Elaborer une planification stratégique
- Présenter les ressources mobilisables par la Commune
- Programmer les investissements
- Elaborer le cadre socio-environnemental sommaire des investissements du CDMT
- Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD.

## 1.3 Structure du document

Le présent document comprend dix (10) démembrements.

- ❖ Le Résumé;
- ❖ L'Introduction ;
- ❖ La Méthodologie ;
- ❖ La Présentation sommaire de la Commune ;
- ❖ La Synthèse des résultats du Diagnostic
- ❖ La Planification stratégique ;
- ❖ La Programmation ;
- ❖ Le Mécanisme de suivi-évaluation ;
- ❖ le Plan de communication ;
- ❖ la Conclusion ;
- ❖ les Annexes.

## CHAPITRE II : MÉTHODOLOGIE

L'approche méthodologique adoptée pour l'élaboration du PCD de la Commune a tenu compte de la préparation du processus, de la collecte et du traitement des données aux niveaux de l'institution communale, espace urbain et des villages, de la planification, de la mobilisation des ressources et de la programmation, et enfin de la Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

## **2.1. Préparation de l'ensemble du processus**

### **2.1.1. Préparation du DIC**

#### ***a- Préparation administrative :***

La préparation administrative du DIC est passée par :

- l'arrangement des dates de rencontre avec les diverses autorités administratives et municipales de la place (Sous-préfet, Exécutif Communal, Secrétaire Général de la Commune, Receveur Municipal, Comptable Matière ...)
- la rencontre introductive au cours de laquelle :
  - le planning de travail et les horaires ont été arrêtés de commun accord notamment avec les Services de la Commune ;
  - les fiches de collecte des données ont été remises au Secrétaire Général et Personnel Communal identifié.

#### ***b- Préparation technique.***

Le processus de l'élaboration du DIC a commencé par une préparation technique qui a tenu compte de :

- la confection des diverses fiches de collecte des informations remises aux diverses parties prenantes ;
- l'assemblage des divers éléments nécessaires à la conduite du DIC ;
- la répartition des tâches des facilitateurs retenus pour l'intervention ;
- la recherche de la documentation ;
- le rappel du déroulement du processus aux facilitateurs.

### **2.1.2. Préparation du DEUC**

#### ***a- Préparation administrative***

La préparation administrative du DEUC a mis un accent particulier sur les rencontres et entretiens avec le Maire, le Personnel communal, quelques Conseillers municipaux, les Sectoriels de l'Arrondissement, les Chefs des quartiers /villages de l'espace urbain. Il a fallu lors de ces rencontres, s'harmoniser sur la méthode à utiliser pour la collecte des données, s'entendre avec le Maire sur la date de lancement de la mission d'actualisation du PDC,

occasion indiquée pour présenter officiellement les facilitateurs de l'OAL et susciter l'adhésion des parties prenantes au processus.

#### ***b- Préparation technique.***

La préparation technique est passée par :

- la restitution aux facilitateurs du RADA et membres du COPIL, de l'atelier de formation des OAL tenu à Eséka du 23 juin au 05 juillet 2014 par le PNDP ;
- la confection des diverses fiches de collecte des données remises aux diverses parties prenantes identifiées ;
- la responsabilisation des facilitateurs appelés à mener l'activité ;
- la recherche de la documentation.

### **2.1.3. Préparation du DPNV**

Lancée le 03 octobre 2014, la mission d'actualisation du PCD de Makak a connu quelques contraintes/ obstacles qui ont perturbé la programmation initiale du DPNV. Pour remédier à la situation, il a fallu réajuster la préparation question de mener à bien l'activité.

#### ***a- Préparation administrative***

Avant de descendre sur le terrain, le RADA a opté de s'harmoniser avec l'Exécutif municipal et le Comité de pilotage. Dans une rencontre prévue à cet effet, un calendrier de descente a été soumis à l'appréciation des participants à la réunion tenue le 27 février 2015. Celui-ci a été adopté après des échanges enrichissants. Un modèle de correspondance a été proposé à Monsieur le Maire à qui il revenait d'informer les Chefs de villages sur les dates d'organisation des ateliers de diagnostics dans leurs différentes localités. Les correspondances qui seraient ventilées sortiraient les populations de l'impasse, elles qui ont attendu longtemps le démarrage de l'intervention.

Au niveau du cabinet, la Coordination de la mission est restée dans la logique d'apprêter les contrats qui mettraient les facilitateurs en confiance par rapport à leur descente sur le terrain.

#### ***b- Préparation technique***

La préparation technique est restée de la compétence du RADA en sa qualité d'OAL appelé à mener la mission. Pour exécuter le DPNV, qui dans la démarche prescrite se révèle comme une étape très contraignante, il a fallu s'assurer de la disponibilité des facilitateurs. Le RADA a eu cette chance que son intervention coïncidait avec la fin des missions similaires dans d'autres structures. Il a profité de cette situation pour sélectionner seize (16) facilitateurs réputés compétents et expérimentés dans la planification locale.

Avant de se lancer sur le terrain, un atelier de renforcement des capacités a été organisé au siège du cabinet. En une journée, il a été question de réviser tous les outils du DPNV. Les échanges ont été participatifs et enrichissants. Lorsqu'il y avait incompréhension, il s'imposait de faire recours au formateur régional qui réagissait par téléphone. Les quatre équipes constituées à l'issue de l'atelier sont descendues au village zéro le 9 mars 2015.

En terme de matériel didactique, la Coordination de la mission a pris sur elle d'acquérir à temps et à suffisance du papier kraft, markers, bloc-notes, formats A4, stylos, bandes adhésives, etc.

Sur le plan logistique, il a été recommandé aux Chefs d'équipe de prendre les dispositions conformes aux réalités locales ; le transport le plus indiqué ici étant les motos-taxi.

Les ateliers organisés au village zéro ont permis aux facilitateurs de mieux s'outiller techniquement pour mener à bien la mission dans les autres villages. À chaque fin de journée, ils se retrouvaient pour faire le point, question d'améliorer leurs prestations.

### *c- Préparation dans les villages*

Les quatre équipes de facilitateurs ont tenu à respecter leur calendrier de descente dans les villages. Ils y arrivaient la veille de la date callée pour le début des travaux. Le premier contact était avec les Chefs de village. Dans un premier temps, il fallait s'assurer qu'ils avaient reçu la note d'information du Maire qui actualisait celle du Sous-préfet qui avait été ventilée lors de l'atelier de lancement. Quand certains manquements étaient constatés, il revenait aux facilitateurs de faire le porte à porte dans les villages, question de renforcer la sensibilisation des populations. Il s'imposait tout aussi de trouver avec elles le consensus sur l'heure du démarrage des travaux du premier jour.

L'hébergement était assuré ; en cas de difficultés relevées dans la restauration, les Chefs d'équipe prenaient leur responsabilité pour contourner le risque.

## **2.2.Collecte des informations et traitement.**

### **2.2.1. Collecte et traitement des informations dans le cadre du DIC**

La collecte des données et informations a été réalisée en associant toutes les parties prenantes. Un accent particulier a été mis sur:

- la Commune en tant qu'institution (Informations générales et documentations diverses) ;
- l'état des lieux de la Commune (ressources humaines, ressources financières, patrimoine communal, gestion des relations) ;
- les forces et faiblesses de la Commune ;
- les pistes d'actions prioritaires pour le renforcement de l'Institution communale.

Après triangulation des sources d'information, les facilitateurs du RADA ont procédé au dépouillement, traitement et à l'analyse des données collectées pour aboutir aux résultats du diagnostic.

### **2.2.2. Collecte et traitement des informations dans le cadre du DEUC**

Descendus sur le terrain une semaine avant l'atelier de lancement, les facilitateurs du RADA en charge de l'activité ont mené leurs travaux dans le strict respect de la démarche recommandée par le PNDP. Ils ont collecté les données et informations auprès des Sectoriels de l'Arrondissement ; ils ont identifié différents types d'infrastructures de l'espace urbain, et relevé leurs données GPS ; ils ont échangé avec les corps de métier et différentes personnes vulnérables recensés.

### **2.2.3. Validation des données et informations collectées dans le cadre du DIC et DEUC**

L'atelier de restitution du DIC et DEUC a été organisé les 20 et 21 novembre 2014 à Makak. À cette occasion, l'équipe de travail du RADA a soumis à l'appréciation des participants, le résultat de l'analyse des données qui ont été collectées au niveau de l'institution communale et de l'espace urbain. Les échanges ont été constructifs ; les observations faites ont été prises en compte. Étaient présents à l'atelier, l'Adjoint au Sous-préfet, le 1er Adjoint au Maire, le Secrétaire Général de la Commune, les membres du Comité de pilotage, le Personnel de la Commune, les Sectoriels de l'Arrondissement, les corps de métiers.

### **2.2.4. Collecte et traitement de l'information dans le cadre du DPNV**

#### ***α- Collecte des données et informations***

Les facilitateurs du RADA ont tenu à respecter la démarche recommandée par le PNDP pour la collecte des données et informations dans les villages. Ils ont opté pour le déroulement en groupes socio professionnels, mixtes et en plénières des outils tels : la carte du village, le transect, l'interview semi structurée, le profil historique, le profil institutionnel et diagramme de venn, la matrice de captage des problèmes liés aux changements climatiques, la matrice de la petite enfance, le tableau d'analyse simple, le tableau de planification stratégique et opérationnelle, la liste des problèmes reformulés par secteur, etc.

Pour se concentrer profondément dans ce travail **combien contraignant**, la Coordination de la mission a opté de décaler le géoréférencement des infrastructures en le programmant à la sortie des villages. L'intervention cette fois a été confié à deux Chefs d'équipe qui dans leur plan de travail ont couvert les trente-neuf villages en dix jours.



### ***b-Traitement des données et informations collectées***

Pour respecter les délais de travail dans les villages, les facilitateurs étaient obligés de prolonger leur réflexion après les ateliers organisés dans la journée. En termes de traitement des données et informations collectées, il leur revenait de parcourir les outils déroulés, de réajuster les insuffisances constatées, et surtout transposer en manuscrit et en format A4 les éléments confinés sur le papier kraft. Le quatrième jour était l'occasion de tout mettre à jour avant de descendre dans le prochain village. Les manuscrits disponibles étaient récupérés et sécurisés lors de la descente du Superviseur de la mission. Ils étaient soumis à l'appréciation des autres consultants du cabinet disposés à apporter leurs contributions à la réflexion.

### **2.3.Consolidation des données du diagnostic participatif et cartographie**

Au sortir des villages, il a fallu deux semaines de récupération pour que les Chefs d'équipe se retrouvent en atelier, question d'apporter leur contribution à la réflexion portant sur la consolidation du diagnostic mené au niveau de l'institution communale, espace urbain et rural. Les travaux programmés ont été modérés par le Superviseur de la mission. Ils ont ciblé essentiellement les données et informations collectées sur le terrain, ceci au regard des manuscrits disponibles, des rapports des diagnostics des institutions et de l'espace urbain de la Commune. Quelques manquements ont été constatés ; pour remédier à cela, recommandation a été faite aux Chefs d'équipe affectés au géoréférencement des infrastructures de les compléter lorsqu'ils repartiront sur le terrain.

La conception des cartes thématiques et la rédaction du rapport du diagnostic consolidé ont été confiées à deux experts partenaires du cabinet. Dès que toutes les étapes de cette intervention ont été bouclées, un atelier de validation de la réflexion a été programmé le 25 mai 2015. À cette occasion, les quatre Chefs d'équipe et les consultants partenaires se sont retrouvés pour améliorer la réflexion menée. La mouture du rapport consolidé soumise à leur appréciation a fait l'objet de quelques observations. Les échanges ont été constructifs ; quelques points mitigés ont été renvoyés à l'arbitrage du Formateur régional du PNDP. La disponibilité du document produit a motivé la programmation de l'atelier de restitution du diagnostic consolidé.

Cet atelier s'est tenu le 04 Août 2015 au cercle municipal de Makak en présence des sectoriels, du PNDP, de l'exécutif communal, des conseillers municipaux, du CCD, des présidents des comités de concertation et des chefs de village. Quelques observations ont été faites par les parties prenantes. Elles visaient globalement à combler des omissions et à reformuler les projets mal libellés. A la fin de l'atelier, il revenait à l'OAL d'intégrer ces amendements afin de produire un document conforme qui devait servir de base à l'élaboration des cadres logiques sectoriels, socle d'échanges entre participants de l'atelier de planification.

## 2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

Aussitôt les cadres logiques sectoriels élaborés par l'OAL, un atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation a été prévu les 14, 15 et 16 octobre 2015 au cercle municipal de Makak. A cette occasion les sectoriels, le PNDP, l'exécutif communal, le sous-préfet, le SDL, le CCD, les conseillers municipaux, les présidents des comités de concertation et les chefs de villages ont de nouveau été conviés par correspondances dont l'OAL assura la ventilation. Une préparation technique interne préalable a permis à l'équipe de l'OAL d'apprêter les outils (les matrices des ressources mobilisables, du CDMT et du PIA, le tableau de ranking des villages...), le matériel (papier kraft, stylos, markers, formats, bloc-notes, chemises, ciseaux, des bandes adhésives,...) et les kits de travail par groupe (comprenant les cadres logiques par secteur, les besoins consolidés par secteurs, les 08 projets prioritaires des villages et l'espace urbain...).

### 2.4.1. La planification

Première articulation de l'atelier, elle a commencé le 14 et s'est achevée le 15 Août 2015. Les participants ont été répartis en six groupes de travail. Ils'agissait pour chaque groupe d'examiner les cadres logiques pour vérifier la conformité des projets (actions) retenus non seulement au DSCE mais aussi aux normes sectorielles et estimer les coûts de réalisation. Les résultats des travaux de chaque groupe ont été restitués en plénières par un rapporteur désigné à cet effet.



**Photo 1** : Restitution des travaux de groupe

### 2.4.2. La mobilisation des ressources

Elle a logiquement suivi la planification. Car une fois les projets retenus, il faut les réaliser. Et comment donc ? Sur la base des informations fournies par l'exécutif communal, les budgets et autres conventions, il a été consigné dans un tableau des valeurs chiffrées

représentant les montants des financements acquis ou à acquérir provenant non seulement de la commune (ressources propres), de l'Etat (PIP), mais aussi des partenaires tel que le PNDP, le FEICOM...la disponibilité des fonds étant devenu univoque, on pouvait enfin envisager la programmation des actions.

### 2.4.3. La programmation

Elle a consisté à l'élaboration d'un CDMT (cadre de dépense à moyen terme sur trois années 2015, 2016 et 2017) et d'un PIA (plan d'investissement annuel, première années du CDMT) sur la base des ressources mobilisées ou mobilisables. Pour chaque projet choisi, des indicateurs de résultats, des responsables, une période de réalisation (étalée sur au plus trois ans pour le CDMT et sur un an pour le PIA en indiquant lieu d'implantation et de l'intitulé du projet), le coût estimatif et les sources de financement étaient précisés.

Egalement au cours de cet atelier, une vision de la commune a été élaborée. Elle fixe son horizon en 2025. Elle gouvernera la programmation des actions et s'adossera à un mécanisme efficace de suivi-évaluation. Pour qu'elle se réalise.



Photo 2 : participants à l'atelier de planification



Photo 3: groupe de travail à l'atelier de planification

## 2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

En vue de la mise en œuvre du PCD et de la réalisation de la vision de la commune, un Comité de suivi-évaluation a été constitué au terme de l'atelier de planification. Ses missions, préalablement présentées dans un exposé par l'OAL en plénières sont les suivantes :

- Veiller à la réalisation des activités contenues dans le PCD ;
- Assurer la liaison entre le Conseil municipal et les Comités de Concertation dans les villages, particulièrement les villages concernés par la réalisation de projets issus du PCD ;
- Présenter l'état de mise en œuvre du PCD au cours des sessions du Conseil municipal.
- Extraire du PCD tous les projets déjà réalisés pour éviter leur reprise en compte

Il est constitué d'un (01) président, d'un (01) rapporteur et de quatre (04) membres. La fréquence des réunions et la durée du mandat des membres choisis ont été arrêtées en plénière par les conseillers municipaux. Le Maire a entériné la constitution de ce Comité à travers un arrêté municipal.



Photo 4: Installation des membres du comité de suivi-évaluation

**CHAPITRE III :**  
**PRÉSENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE**





PCD Commune de MAKAK

### 3.1. Localisation de la commune

La Commune de Makak couvre une superficie de 1290 kilomètres carrés, soit 129 000 hectares. Elle est limitée :

- Au Nord - Est par les Communes de Bondjock et Matomb ;
- Au Sud par les Communes de Mvengue et Ngomedzap
- Au Sud Est par la Commune d'Akono
- À l'Est par la Commune de Ngoumou;
- Au Sud-ouest par la Commune de Lolodorf ;
- Au Nord-Ouest et à l'Ouest par la Commune d'Eséka

La commune de MAKAK compte 41 villages (MBAHGE, NGOUIMAKONG, MABANDO, MOM II, SONG NTAP, SEPP, BAKOUKOUÉ, LEP LIBONG, BIKOUKOUND, MANGO'O, MBENG, NGOUGOUM I, NGOUGOUM II, MOM GARE, NGOMBAS I, MINKA, BITOUTOUCK, BOUMKOK, MBEMNDJOCK, MABOUN, NGOMBAS II, SONG BAYA, LIKONGUE, MAYOS, NJANTIBDA, LOM, KOUKOUM, MINKOT MBEM, BENG NYONG, MAKAK I, MAKAK II, KAYA, LIBAMBA, MANDOGA, NKONGII, NGWATE, MBOGLOM, MBADJOCK, NGONG, EKOADJOM)

### 3.2. Milieu biophysique

#### 3.2.1 Le climat

La Commune de Makak est soumise à un climat équatorial de type guinéen à quatre saisons d'inégale durée : grande et petite saisons sèches, grande et petite saisons de pluie. Elles s'étalent sur l'année selon le calendrier ci-après :

Mi-août – mi-novembre (03 mois) : Grande saison de pluie, cette période est qualifiée de Grande non par sa durée (qui d'ailleurs est très courte) mais par l'abondance et l'intensité des précipitations.

Mi-juin – mi-juillet (01 mois) : Petite saison sèche,

Mi-mars – mi-juin (02 mois) : Petite saison de pluies,

Mi-novembre – mi-mars (04 mois) : Grande saison sèche.

Toutefois, ce découpage climatique n'est pas figé, des perturbations dues aux changements climatiques viennent souvent bouleverser ce calendrier saisonnier. C'est ainsi qu'on peut observer une variation du calendrier pluvial avec des pluies qui commencent plus tôt que prévu (en Février au lieu de Mars), et une variation des températures avec un allongement des périodes de froid.

Les températures varient en saison sèche entre 23 et 25 degré et en saison pluvieuse entre 27 et 30 degré.

### 3.2.2 Les sols

Les sols les plus rencontrés ici sont des sols hydro morphes, organiques et ferrallitiques. Les premiers se localisent à proximité des lits des principaux cours d'eau et dans certains bas-fonds étendus, tandis que les seconds occupent la quasi-totalité l'espace communal restant. Sur le plan agricole, les cultures de contre saison seront pratiquées en basse altitude et les cultures de rentes et vivrières sur les sols hydro morphes organiques et ferrallitiques.

### 3.2.3 Relief

Le relief de la commune emprunte fortement à la géomorphologie de la région. Il est très accidenté parce qu'essentiellement constitué de vallées, de collines et de montagnes. Cette géomorphologie fournit la justification de l'importance de son réseau hydrographique dont les cours d'eau ont pour lits ces multiples vallées. Elle explique aussi la difficile mobilisation des biens et des personnes

### 3.2.4. Hydrographie

La Commune est arrosée par un réseau hydrographique dont l'ensemble des cours d'eau fait partie du bassin du Nyong avec plusieurs chutes dont la plus importante, d'une hauteur moyenne estimée à quarante mètres (40m) est celle de MPOUME. L'on y rencontre entre autres les RIVIERES LEP LIBONG, GRAND NEGBE, KAYA, LEP LIAA, NDONGO, LIYEGUE, LEP LIPAN, LEP MABEM, LEP TOM, SIBAKON, NLOIBI, LEP NGOUM, NGONG, MAMALE, BOUMLINGOM, NGO BADI, LEP SEE, KELLE, LEP DIKOMBAT, LEP NGROUND, NDJOCK-YAMBI, YAMAKOUBA, LEP DIKOS, TIBIDISSOM, KOYOP, KABO, NGWATE, MBANDJOCK, BAOUM, NKOUMADOUM, MINTAMBA, MBOULE, et bien d'autres de moyenne importance. Il faut aussi noter la présence de part et d'autres de plusieurs sources d'eau naturelles non aménagées et très souvent intarissables. Tous ces cours d'eau constituent les sites de pêche artisanale pour tous les riverains qui y habitent.

### 3.2.5. Flore et faune

La Commune appartient au domaine de la forêt dense équatoriale dont l'écologie dépend essentiellement des influences climatiques, altitudinales et anthropiques. Les ressources fauniques y sont assez importantes malgré les pratiques traditionnelles de chasse.

Flore		
Espèces ligneuses	Produits forestiers non ligneux	Fruitiers
Palmier à huile Cacao	Cola, bitter cola	1. Manguier 2. Safoutier



Flore		
Espèces ligneuses	Produits forestiers non ligneux	Fruitiers
Bubinga Azobe Baobab Arbre tampon Niove Parasolier Doussier Pachiloba Noisetier Fromager Bongo Quinquelibia Moabi	Champignon Mangues sauvages	3. goyavier

**Tableau 1** : Essences floristiques

Malgré sa disparition progressive due soit au braconnage ou à une chasse non réglementée, l'on retrouve encore dans la commune de Makak quelques espèces fauniques terrestre et aquatique, représentées dans le tableau ci-après.

<i>Faune terrestre</i>		<i>Faune aquatique</i>
Grands gibiers	Petits gibiers	
Antilopes Biches Phacochères Varans Mangouste Gorille Sanglier Chimpanzé Serpent boa	Écureuil Hérisson Porc-épic Lièvres Singes Rat	Carpes Silures Poisson courant Tilapia Poisson serpent Crabes Goujons Crustacées

**Tableau 2**: Espèces fauniques

### 3.3. Milieu humain

#### 3.3.1. Profil Historique.

KAK en langue locale désigne un arbre dont les fruits étaient consommés dans le temps par les éléphants. Les populations de NGANDA par MATOMB, dans le souci d'améliorer leur production agricole, ont profité des pistes créées par ces éléphants pour se retrouver dans un espace où ces arbres fruitiers existaient à profusion, d'où le nom MAKAK (plusieurs KAK). Ces populations venues matomb, ngogmapubi, ngoglituba et Eseka étaient de clans Ndok-Béa, Ndok-Poll et Hou-Ndjock. Les principales familles rencontrées dans ces villages sont :Ndok Bea, Ndok Sul, NdokNlet, NdokPoll, NdokNgond, LokSend, Ngem, Pan, Hou-Ndjock, Pygmées. il est important de relever que l'appellation makak est une émanation

du colon qui, pour des raisons d'administration, souvent désignait les territoires du nom d'une de leurs caractéristiques dominantes. Ainsi en a-t-il été de makak comme relevé plus haut. ceci est d'autant plus vrai qu'avant l'arrivée du colon, MAKAK s'appelait **songngoumsoga**.

### 3.3.2. Population de la commune

La population de la Commune de Makak est estimée à 40.000. Elle est plus dense dans l'espace urbain que dans les différents villages. Elle est composée en majorité de jeunes dont l'âge varie entre 0 et 35 ans. On peut également noter en son sein des catégories vulnérables telles les personnes du troisième âge, les handicapés moteurs, les malvoyants, les paralysés, les orphelins du VIH, les enfants dans la rue, les victimes de trafic et abus sexuels, les populations (autochtones) qui se retrouveraient marginalisées et les malades chroniques. La population communale est répartie entre l'espace urbain et les villages tel qu'indiqué dans le tableau ci-après :

	Urbain	Rural	Total
<b>Hommes</b>		11917	
<b>Femmes</b>		11876	
<b>Total</b>		23683	

**Tableau 3:** Répartition de la population dans la commune **Source :** DPNV

### 3.3.3. Groupes ethniques et relations inter- ethniques

La Commune de Makak est un lieu de rencontre de peuples d'origines ethniques diverses. On peut y distinguer les Bassa, populations autochtones dont Les principales familles sont : Ndok Bea, Ndok Sul, NdokNlet, NdokPoll, NdokNgond, LokSend, Ngem, Pan, Hou-Ndjock, Pygmées) ; les Beti ; les Bafia, etc., et certains expatriés tels les frères et sœurs allemands de la congrégation catholique, les ressortissants de la France, Suisse, Japon et de l'Amérique.

Les populations pygmées de la commune sont très instables. Au gré de leurs traditions et considérations coutumières elles s'établissent ou quittent la commune quand ceux-ci (leurs traditions et considérations coutumières) le leur suggèrent. Aussi auraient-ils quitté leur campement quelques temps avant la phase diagnostique des villages à cause du décès d'un de leur patriarche considéré comme signe de malheur.

A ce jour aucun conflit latent ou déclaré, qui mette aux prises ces ethnies, n'a été signalé. Cette intégration constatée justifie à suffisance la cohabitation pacifique des populations dans la Commune.

### 3.3.4. Religions

On en dénombre deux principales, le Christianisme et l'Islam. Néanmoins, les cultes animistes restent fortement ancrés dans les mœurs.

### 3.3.5. Les principales activités économiques

L'économie locale renvoie à toute activité visant à créer des richesses ou apporter une plus-value dans la Commune. Pour ce qui est de la commune de MAKAK, l'économie est dominée par le petit commerce, l'artisanat, l'élevage, l'agriculture, la restauration, l'hébergement et dans une moindre mesure la micro-finance.

#### 3.3.5.1. L'agriculture

L'agriculture dans la Commune de Makak se limite à la production des noix de palme, du cacao, de la banane plantain, du manioc, du maïs, du macabo, des arachides et utilise un outillage rudimentaire. La main d'œuvre utilisée est essentiellement familiale et non rémunérée. Il s'agit ici d'une agriculture extensive à très faible production et dont la consommation est beaucoup plus réservée aux besoins des familles. Elle fait également face à des problèmes tels que l'absence du matériel végétal amélioré, le non respect des techniques culturales, les maladies des plantes.

#### 3.3.5.2. L'élevage et la pêche

L'activité pastorale de l'espace urbain est à la fois bovine avec un cheptel estimé à 85 têtes, ovine avec 205 têtes, caprine avec 255 têtes, porcine avec 245 têtes, avicole avec 2500 poulets de chair et 500 pondeuses. A cet élevage s'ajoute celui des oies, canards, des cobayes qui reste encore embryonnaire.

Il faut également relever que la pisciculture est un pan non négligeable de cet élevage avec des espèces telles que le tilapia, l'hethertis (race locale), et le claris.

Plusieurs obstacles entravent cependant le développement de cette activité à savoir l'absence de marché à bétail, la modestie des moyens financiers des éleveurs, les maladies des bêtes (zoonoses), le coût élevé des produits vétérinaires, pour ne citer que ceux-là.

#### 3.3.5.3. L'Artisanat

Des artisans sont recensés et parsemé dans la Commune ; ils sont pour la plupart des menuisiers, des coiffeurs, des cordonniers, des horlogers, des réparateurs de moto, des bouchers, vanniers, sculpteurs ; ils exercent tant dans les quartiers que sur les places du marché. Dans ce domaine d'activité, l'on retrouve beaucoup plus le personnel temporaire et des jeunes en apprentissage.

#### 3.3.5.4. Le Commerce

La vente des produits agricoles (vivres frais) dans les marchés, des boissons avec deux concessionnaires (SABC, Guinness), des vêtements, des chaussures, de sacs à main,

de médicaments, de gaz domestique, de la quincaillerie, des pièces détachées de moto et véhicules, des produits pétroliers, des produits phytosanitaires et autres produits de première nécessité (savon, sucre, riz, pétrole, papier, allumettes, ...) dans les échoppes et boutiques constitue l'essentiel de l'activité commerciale de l'espace urbain communal.

Le commerce ici est freiné par la vétusté, l'insuffisance et le faible équipement des infrastructures marchandes de la commune, la difficulté de mobilisation des biens et des personnes accentué par le mauvais état du réseau routier et la rareté des moyens de transport, l'absence d'éclairage public dans les marchés et de toilettes...

#### ***3.3.5.5. Les Services bancaires et financiers***

Les banques proprement dites n'existent pas encore dans la commune. La finance est assurée par les établissements de micro finances telles qu'EXPRESS UNION et MC2 dont les services se résument à la collecte de l'épargne, au transfert d'argent et à l'octroi des crédits. Ces entreprises n'ont pour chacune qu'une agence et emploient un maximum de 04 salariés chacune.

#### ***3.3.5.6. Transports***

Le transport inter et intra urbain est aussi très peu développé. Il n'existe pas d'agence de voyage de première catégorie. Le transport interurbain est assuré par des véhicules qui optent récupérer leurs passagers le long de la route. A la fin, le petit espace réservé à la gare routière ne sert pas à grand-chose. Ces transporteurs sont réunis en un syndicat qui jusque-là n'est pas encore légalisé.

Le train dessert également la Commune de Makak où il embarque ou débarque aux gares de Minka, Mom I et Makak.

La desserte à l'intérieur de la Commune est rendue possible par l'activité des moto-taximen qui se recrutent au sein de la population jeune. Ce type de transport contribue, dans une proportion non négligeable, à la résorption du chômage des jeunes.

Le bac est un moyen qui permet la traversée du fleuve Nyong pour atteindre l'ensemble des villages de la commune situés de l'autre côté de celui-ci.

#### ***3.3.5.7. Hébergement et restauration***

Quatre auberges sont identifiées dans la commune précisément dans l'espace urbain. Il s'agit de : Santa Barbara, Beau Séjour et Complexe Touristique NJIKI MPECK, Agri-Club. Au-delà de l'hébergement elles proposent habituellement d'autres services tels que le bar et la restauration. Leur activité facilite le séjour des étrangers et les échanges avec l'extérieur.

En marge de ces auberges, il existe plusieurs restaurants localisés surtout au marché central ; ils n'offrent exclusivement que des repas. A ceux –ci il faut adjoindre les cafeterias.

### ***3.3.5.8. Services informatiques, de maintenance et de communication***

L'on trouve dans la commune et principalement dans la ville communale les secrétariats bureautiques, les call-box, la CAMPOST. Ces services sont beaucoup plus fragilisés par l'instabilité de l'énergie électrique.

### ***3.3.5.9. L'exploitation forestière***

L'exploitation forestière porte principalement sur l'exploitation du bois. On rencontre au sein de la Commune, les petits exploitants généralement des clandestins ou abatteurs individuels qui écument les différents villages. Leurs produits sont destinés à la vente clandestine.

### ***3.3.5.10. Collecte de produits forestiers non ligneux.***

La collecte des produits non ligneux des forêts de la Commune se fait généralement par le ramassage et la cueillette. Les produits non ligneux rencontrés se présentent sous diverses formes. On peut citer : les fruits, les écorces, les feuilles, les insectes. En définitive, on peut affirmer que les forêts de la Commune sont riches en produits forestiers non ligneux, qui sont destinés non seulement à l'auto consommation, mais aussi à la commercialisation et à la pharmacopée traditionnelle.les autres localités de la Commune.



**Photo 1 : Marché de vivres de Makak I (intérieur)**



**Photo 2 : Marché de vivres de Makak (extérieur)**

### 3.4. Principaux services de l'espace communal

secteur	dénomination de l'infrastructure	LOCALISATION	Etat de l'infrastructure	quantité	observations (fonctionnalité, etc)
<b>Agriculture</b>	Délégation d'arrondissement d'agriculture	Espaceurbain	Passable	01	Fonctionnelle, bureau et personnel insuffisants
	Postes agricoles (08)	Ngwate,	Mauvais	01	Fonctionnel
		Bikoukound	Passable	01	Non fonctionnel
		Minka	Passable	01	Fonctionnel
		Mom I	Passable	01	Non fonctionnel (Absence de personnel)
		Boumnikok	Il n'existe aucune infrastructure pour ces postes agricoles portant créés	01	Non fonctionnels
		Sepp		01	
		Bitoutouk		01	
		Bakoukoue		01	
CEAC (centre d'éducation et d'action communautaire)	Ekoadjom	bon	01		
<b>Elevage pêche et industrie animale</b>	Délégation d'arrondissement d'E.P.I.A (01)	Espaceurbain	Mauvais	01	Fonctionnelle bureau et personnel insuffisants

secteur	dénomination de l'infrastructure	LOCALISATION	Etat de l'infrastructure	quantité	observations (fonctionnalité, etc)
	Centre zootechnique et vétérinaire (02)	Espaceurbain	mauvais	01	Fonctionnel
		Minka	Inexistante	01	Non fonctionnel
	CAPAP (Centre agropastoral et piscicole)	Ekoadjom	bon	01	fonctionnel
<b>Santé</b>	Centre médical d'arrondissement C.M.A (01)	Espace Urbain	bon	01	fonctionnel
	C.S.I (04)	Likongue	Mauvais	01	Non fonctionnel, absence de personnel
		Boumnikok	passable	01	Fonctionnels, très peu équipés avec insuffisance de personnel
		Mom I	passable	01	
		Mbeng	passable	01	
	Centre de santé privé(10)	bitoutouk	Excepté Libamba dont les bâtiments sont en bon état, les infrastructures des autres formations hospitalières sont dans un état acceptable (passable)	01	Ces centres de santé privés sont Fonctionnels malgré des carences en équipements, en médicaments et en personnels
		libamba		01	
		mom II		01	
		mbeng		01	
		minka		02	

secteur	dénomination de l'infrastructure	LOCALISATION	Etat de l'infrastructure	quantité	observations (fonctionnalité, etc)
		Ekoadjom		01	
		Espaceurbain		03	
<b>Education de base</b>	Inspection d'arrondissement de l'éducation de base	Espace urbain	passable	01	
	Ecoles primaires publiques	Bakoukoue, Bikoukound, Bitoutouk, Boumkok, Ekoadjom, Kaya (02), Koukoum, Leplibong, Mandoga (Iepmamb), Libamba, Likongue, Lom, Maboun, Mango'o, Mayos, Mbandjock, Mbahgue, Mbemndjock, Mbeng, Mboglom, Minka, Minkot-mbem, Mom I(02), Mom II, Ndjantibda,	A quelques exceptions près, les écoles primaires publiques ont des bâtiments non seulement délabrés mais le plus souvent insuffisant.	39	Toutes les écoles fonctionnent mais connaissent des problèmes de carence en équipement, en personnel et en infrastructures



secteur	dénomination de l'infrastructure	LOCALISATION	Etat de l'infrastructure	quantité	observations (fonctionnalité, etc)
		Ngombas I, Ngong, Ngouimakong,Ngwate(02) Nkongui (02), Sepp, Song-ntap, Song-bay, Espace urbain (04)			
	Ecoles primaires privées	Libamba, Mbeng, minka, mom I, mom II, nkongui, espaceurbain(04)	Toutes les écoles primaires privées sont construites et les bâtiments sont globalement dans un état acceptable	10	Toutes ces écoles sont fonctionnelles. Malgré quelques problèmes d'équipement ou de personnel
	Ecoles maternelles publiques	Bakoukoue, Bitoutouk, Boumkok, Ekoadjom, Koukoum, Libamba, Lom Mbahgue, Mbemndjock, Mbeng, Minka, Mom I, Ngouimakong, Sepp, Espace urbain (03)	Si Les écoles maternelles de l'espace urbain ont des locaux propres ceux des villages dans leur immense majorité n'en ont pas.	18	Toutes les écoles maternelles publiques sont fonctionnelles.il est nécessaire de les doter de bâtiments et des équipement
	Ecoles maternelles privées	Bikoukound, Kaya, Libamba, Minka, mom I, Mom II, Espaceurbain (02)	La quasi-totalité de ces écoles maternelles n'ont pas de bâtiments propres. Ils occupent tantôt les locaux d'une école primaire ou ceux d'un mécène du village	08	Ces écoles sont fonctionnelles, elles doivent être construites et équipées

secteur	dénomination de l'infrastructure	LOCALISATION	Etat de l'infrastructure	quantité	observations (fonctionnalité, etc)
<b>Culture</b>	Foyer culturel (08)	Mom I	passable	01	Il n'existe pas de délégation d'arrondissement dans la commune. En plus de l'achèvement des travaux de construction de certains foyers, le besoins en équipement est une préoccupation qu'ils partagent
		Mboglom	passable	01	
		Nkongui	inachevé	01	
		Mom II	passable	01	
		Ngouimakong	passable	01	
		Ngong	passable	01	
		Mbeng	inachevé	01	
		Espace urbain	mauvais	01	
<b>Promotion de la femme et de la famille</b>	Délégation d'arrondissement de la promotion de la femme et de la famille	Espace urbain	passable	01	Utilisation conjointe des locaux avec le centre social.
<b>Affaires sociales</b>	Centre social	Espace urbain	passable	01	Cohabite avec la délégation d'arrondissement de la promotion de la femme et la Famille
<b>Eau et énergie</b>	CDE	Espace urbain	Bon	01	
	Enéo	Espace urbain	Bon	01	
	Adduction fonctionnelle	Espace urbain	Bon	01	Couverture partielle de l'E.U. A étendre

secteur	dénomination de l'infrastructure	LOCALISATION	Etat de l'infrastructure	quantité	observations (fonctionnalité, etc)
	Adduction fonctionnelle non	Bikoukound	Défectueuse	01	
	Point d'eau fonctionnel (178)	Presque tous les villages et l'espace urbain	Bon	178	Renforcer la participation des populations aux dépenses d'entretien des points d'eau
	Point d'eau fonctionnel (11) non	Bakoukoue	endommagés	01	A réhabiliter
		Mbeng (2)		02	
		Mom I		01	
		Ngwate		01	
		Sepp (2)		02	
		Espaceurbain (2)		02	
		Mbahgue (2)		02	
<b>Enseignement secondaire</b>	Lycée	Espaceurbain (02) Mom I	bon	03	Fonctionnels.  Salles de classe insuffisantes au lycée de Mom I.
	C.E.S	Mbemdjock, Mbeng Minka, Mom I, sepp	bon	05	Fonctionnels.  Insuffisance de salles de classe

secteur	dénomination de l'infrastructure	LOCALISATION	Etat de l'infrastructure	quantité	observations (fonctionnalité, etc)
	Cetic	Boumkok	bon	01	Fonctionnel, Insuffisance de salles de classes
	Colleges privés	Libamba, Ngwate, Espace urbain	bon	03	fonctionnels
<b>Emploi et formation professionnelle</b>	SAR/SM	Mom I	bon	01	Fonctionnel, mais Salles de classe, bâtiments, équipements, et personnel insuffisants
<b>Tourisme</b>	Sites touristiques	Disséminé dans les villages de la commune	Non aménagés	14	A aménager
<b>Foret et faune</b>	Poste forestier et de la faune	Espace urbain	Mauvais	01	A reconstruire
	Foret communal	Canton Longue et Ngond	En cours de création, procédure pendante	01	Limites à déterminer
	Foret communautaires La réserve forestière				
<b>Commerce</b>	Marché	Mom I, Minka, Bakoukoue, Espace urbain (03)	non construits avec des comptoirs de fortune en matériaux provisoires	06	Tous ces marchés sont fonctionnels, mais ils nécessitent d'être construits

secteur	dénomination de l'infrastructure	LOCALISATION	Etat de l'infrastructure	quantité	observations (fonctionnalité, etc)
<b>Jeunesse</b>	Délégation d'arrondissement de la jeunesse et de l'éducation physique	Espace urbain	inexistante	01	A construire
	Centre multifonctionnel de promotion des jeunes Conseil national de la jeunesse	Espace urbain	bon	01	
<b>Transport</b>	Gare ferroviaire	Minka, Mom I, Espace urbain	Bon	03	
	Gare routière	Espace urbain	passable	01	
<b>Poste et télécommunication</b>	Bureau CAMPOST	Espace urbain	Passable	01	Fonctionnel
	Couverture en Reseamtn, orange	Presque tous les villages	Signal faible,		Antennes de relais insuffisants ou de faible puissance
<b>Communication</b>	Couverture par la Crtv radio et télé	Tous les villages	Signal bien reçu		

secteur	dénomination de l'infrastructure	LOCALISATION	Etat de l'infrastructure	quantité	observations (fonctionnalité, etc)
	Couverture par d'autres radios et télé	Tous les villages	Signal bien reçu		Conditionné par l'usage d'un décodeur ou les services d'un câblodistributeur
<b>Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre</b>	Sous-préfecture	Espace urbain	bon	01	
	Mairie	Espace urbain	bon	01	Construit sur un site appartenant à un particulier
	Brigade de gendarmerie	Espace urbain	bon	01	
	Commissariat de sécurité publique	Espace urbain	bon	01	Nouvellement créé
	Commissariat spécial	Espace urbain	bon	01	
	Tribunal de première instance	Espace urbain	Simple hangar	01	A construire
	Centre d'état civil	Espaceurbain, Ngoungoum II, Sepp, Libamba, Boumkok, Ngouimakong, Mom I, Minkot –mbem, Kaya, Ekoadjom, Mboglom, Likongue,mbeng	Certains sont construits d'autres pas. Le domicile de l'officier ou une case de fortune selon les cas en fait office où il n y a pas de locaux propres	13	Construire les centres et les logements d'astreinte Pour sédentariser le personnel

secteur	dénomination de l'infrastructure	LOCALISATION	Etat de l'infrastructure	quantité	observations (fonctionnalité, etc)
	ELECAM	Espace urbain	passable	01	Fonctionnel
	Chefferie de 2° degré	Ndogbea sud (Koukoum),	Bon	03	fonctionnelles
		Liyegue est (Mom I),	Bon		
		longue (Boumnikok)	bon		
	Chefferie de 3° degré	Tous les 40 villages	Globalement dans un état acceptable	40	fonctionnelles

Source : Diagnostics participatifs réalisés dans l'espace géographique en vue de l'élaboration du PCD de la Commune de Makak

### 3.5. Principales potentialités de la Commune

**Tableau 2 : Potentialités de la Commune**

Secteurs	Potentialités
<b>Agriculture</b>	Climat favorable à la pratique des activités agricoles, Présence des grandes plantations de palmier à huile et de cacao, Existence d'un potentiel humain pouvant servir de main d'œuvre pour les activités agricoles, Existence des services d'encadrement, Existence de pressoirs motorisés d'huile de palme.
<b>Elevage, pêche et industrie animale</b>	Climat favorable à la pratique des activités pastorales, Existence de plusieurs rivières, delacs et du fleuve NYONG et du fleuve KELLE, Existence d'étangs piscicoles, Existence de services d'encadrement, Spéculations pastorales diversifiées.
<b>Sante</b>	Existence d'un centre médical d'arrondissement, Existence de plusieurs formations sanitaires publiques et privées, Organisation des campagnes de vaccination et de dépistage.
<b>Education de base</b>	Existence d'une délégation d'arrondissement d'agriculture, Existence de plusieurs écoles primaires et maternelles publiques et privées.
<b>Eau</b>	Présence d'un d'adduction d'eau CDE, Présence de plusieurs forages et puits aménagés, Existence de plusieurs sources aménagés et non aménagés,
<b>Energie</b>	Présence du réseau ENEO de distribution d'énergie électrique, existence de plusieurs cours d'eau et de plusieurs chutes.
<b>Domaine et affaires foncières</b>	Fort potentiel Domanial et foncier
<b>Développement urbain et habitat</b>	Existence d'infrastructures administratives, commerciales, de transports, d'hébergement, de loisirs etc. Réseau routier urbain régulièrement aménagé et en extension Habitat majoritairement en matériaux définitifs
<b>Forêt et faune</b>	Climat favorable au développement de l'agroforesterie, Existence d'un potentiel forestier dans la commune, Existence de réserves forestières Existence de d'un poste forestier chargé de réglementer l'exploitation faunique, Existence d'une faune diversifiée.
<b>Administration territoriale décentralisation et maintien de l'ordre</b>	Présence dans la commune de plusieurs structures des services Déconcentrés de l'Etat qui peuvent être sollicités pour un appui technique à la réalisation des projets de développement, Présence des services de sécurité chargés de maintien de l'ordre dans la commune, Existence des divisions administratives de l'espace géographique communal en villages et quartiers avec à la tête de chaque division une autorité traditionnelle (chefferie de 2 <sup>eme</sup> , 3 <sup>eme</sup> et de quartiers) .Existence des centres d'état civil
<b>Affaires sociales</b>	Existence d'un centre social, Existence des personnes socialement vulnérables (PSV) formées, organisées, entreprenantes et dynamiques.
<b>Promotion de la femme et de la famille</b>	Présence d'une délégation d'arrondissement de la promotion de la femme et de la famille, Potentiel élevé des femmes et des jeunes filles dans la commune, Présence de plusieurs associations féminines dans la commune.
<b>Sport et éducation physique</b>	Présence de quelques infrastructures de sport et de l'éducation physique.
<b>Jeunesse</b>	Potentiel des jeunes très élevés dans la commune, Existence de diverses organisations / associations des jeunes, Existence d'une antenne du Conseil de la jeunesse, Existence d'une délégation d'arrondissement de la jeunesse et l'éducation civique, Existence d'un centre multifonctionnel de promotion des jeunes
<b>Transport</b>	Présence de quelques moyens de transport (car, moto taxi, train), Présence de trois gares ferroviaires, Présence d'une gare routière
<b>Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat</b>	Diversification des activités économiques.



<b>Secteurs</b>	<b>Potentialités</b>
<b>Emploi et formation professionnelle</b>	Présence de 02 structures de formation professionnelle (SAR/SM, centre multifonctionnel de promotion des jeunes) dans la commune, Existence des ressources naturelles qui peuvent servir de source de création d'emploi.
<b>Recherche scientifique et innovation</b>	Conditions naturelles favorables à la réalisation des expérimentations de recherche. Existence de plusieurs domaines d'activité sur lesquelles la recherche peut -être orientée.
<b>Tourisme</b>	Présence des sites touristiques, Existence de plusieurs danses traditionnelles, Commune accessible par voiture comme par train
<b>Culture</b>	Existence d'un patrimoine culturel diversifié (plusieurs communautés vivent dans l'espace communal)
<b>Industrie, mines et développement technologique</b>	Existence des sites de ressources naturelles exploitables (carrières de sable, latérite).
<b>Commerce</b>	Présence des hangars de marchés, Existence des détaillants de toutes sortes de produits de consommation, Fort potentiel des consommateurs dans la commune.
<b>Travail et sécurité sociale</b>	Existence d'un fort potentiel de travailleurs dans le secteur informel.
<b>Postes et télécommunication</b>	Couverture de la commune par les opérateurs de téléphonie mobile MTN et ORANGE
<b>Communication</b>	Journal communal en création, Réception des signaux de plusieurs radios et télévision

**Source** : Diagnostics participatifs réalisés dans l'espace géographique en vue de l'élaboration du PCD de la commune de Makak

## **CHAPITRE IV :** **SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DES DIAGNOSTICS**

## 4.1 Synthèse du DIC

Le diagnostic institutionnel communal dans le cadre l'élaboration du PCD de MAKAK s'est fait sur quatre (04) axes à savoir : la gestion des ressources humaines, la gestion des ressources financières, la gestion du patrimoine et la gestion des relations

### 4.1.1 Gestion des ressources humaines (insister sur les forces et faiblesses) ;

**Tableau x : Forces et faiblesses des ressources humaines**

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>-Conseil municipal démocratiquement élu</li> <li>-Organisation du Conseil municipal conforme au disposition du MINATD</li> <li>-Approche genre respecté dans le Conseil et l'Exécutif municipal</li> <li>-Tenu régulière des Conseil municipal</li> <li>-Formation de base des Conseillers municipaux assez relevés</li> <li>-Conseillers municipaux formés par la GIZ dans le cadre du PADDL</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Inexistence d'un organigramme formelle de la Commune</li> <li>-Absence d'un manuel des procédures de la gestion de la Commune</li> <li>-Mauvais climat de travail</li> <li>-Irrégularité dans l'avancement du personnel permanent</li> <li>-Retard dans le paiement des salaires</li> <li>-Formation de base du personnel permanent très bas</li> <li>-Faible capacité de l'exécutif municipal dans le GAR</li> <li>-Faible implication des Conseillers municipaux dans la communication institutionnelle</li> <li>-Faible intervention des commutations techniques</li> </ul>

### 4.1.2 Gestion des ressources financière (insister sur les forces et faiblesses) ;

**Tableau x : Forces et faiblesses des ressources Financières**

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>-Régularité dans le budget et force administratif</li> <li>-Collaboration sincère entre le Maire et le Receveur municipal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Insuffisances constatées dans l'élaboration</li> <li>-Retard récurrent dans la validation des comptes administratifs</li> <li>-Indisponibilité/inexistante d'un fichier de contribuable</li> <li>-Faible recouvrement des recettes fiscales</li> <li>-Incivisme fiscale des contribuables</li> </ul>

#### 4.1.3 Gestion du patrimoine communal (insister sur les forces et faiblesses) ;

**Tableau x : Forces et faiblesses de la gestion du patrimoine**

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>-Patrimoine immobilier non négligeable</li> <li>-Parfaite organisation de la morgue</li> <li>-Bonne organisation du transport par pirogue</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Faible entretien du patrimoine immobilier</li> <li>-Insuffisance des moyens logistiques (véhicule de fonction, bus, pick-up, camion, pirogue à moteur etc...</li> <li>-Bac régulièrement en panne</li> <li>-Faible valorisation des ressources naturelles et touristiques</li> <li>-Utilisation informel de l'espace urbain (absence de titre foncier)</li> </ul>

#### 4.1.4 Gestion des relations (insister sur les forces et faiblesses) ;

**Tableau x : Forces et faiblesses des relations de la commune Dans la gestion des relations**

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>-Bonne collaboration de l'Exécutif municipal avec la tutelle administrative (Préfet, Sous-Préfet)</li> <li>-Bonne collaboration de l'Exécutif municipal avec les services techniques de l'Arrondissement</li> <li>- Commune affiliée à la CVUC et SYCONYK</li> <li>- Commune en partenariat avec le PNDP, GIZ...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Faible relations avec les autorités traditionnelles et religieuses</li> <li>-Faible relations avec les élites</li> <li>-Faible relations avec les partenaires aux développements (nationaux et étrangers)</li> <li>-Faible communication sur la Commune</li> </ul>

#### 4.1.5 Axes de renforcement de la commune (dans les 4 domaines ci-dessus).

**Tableau x : Axes de renforcement de la commune**

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS PRIORITAIRES	RESPONSABLES
<b>Gestion des ressources humaines</b>		
Le fonctionnement de la Commune en tant qu'institution est amélioré	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Renforcer les capacités des Conseillers municipaux</li> <li>-Suivre et évaluer la stratégie de la Commune</li> <li>-Communiquer avec les populations cibles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Exécutif municipal</li> <li>-Conseil municipal</li> <li>-Autorité traditionnel</li> <li>-Comités de concertation</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Renforcer les capacités de l'Exécutif municipal sur la GAR</li> <li>-Diversifier les cadres de concertations entre l'Exécutif municipal et les acteurs de Développement de la Commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Exécutif municipal</li> <li>-Secrétaire général</li> <li>-Chef de service</li> </ul>

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS PRIORITAIRES	RESPONSABLES
	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Renforcer les capacités des membres de commutations techniques</li> <li>-Étudier les projets identifiés et programmés dans le PCD</li> <li>-Suivre les prestataires dans l'exécution des projets/missions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Exécutif municipal</li> <li>-Commissions techniques</li> <li>-Commission de suivi et évaluation du PCD</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Restructurer l'institution Communal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Exécutif municipal</li> <li>-Secrétaire général</li> </ul>
<b>Gestion des ressources financières</b>		
Les ressources financières de la Commune sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Plaider auprès du gouvernement pour le transfert des ressources dans le cadre de la décentralisation</li> <li>-Assainir les ressources financières de l'institution communale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Exécutif municipal</li> <li>-Receveur municipal</li> <li>-Chef SAF</li> </ul>
<b>Gestion du patrimoine</b>		
Le patrimoine de la Commune est renforcé	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Procéder au lotissement de l'espace urbain</li> <li>-Réhabiliter les bâtiments existants</li> <li>-Construire et équiper un nouvel hôtel de ville</li> <li>-Acquérir les engins de génie civil et autres véhicules de services</li> <li>-Acquérir les livres et autres documents pour la bibliothèque municipale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Exécutif municipal</li> <li>-Commission ad hoc</li> <li>-Commission des grands travaux</li> <li>-Commission de finances</li> <li>-Commission social et affaire culturel</li> </ul>
<b>Gestion des relations</b>		
La Commune diversifie son partenariat	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Renforcer les relations avec les services techniques de l'Arrondissement du Département et de la Région</li> <li>-Renforcer les relations avec les partenaires aux développements</li> <li>-Renforcer les relations avec les autorités traditionnelles, religieuses, la société civile et les élites</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Exécutif municipal</li> <li>-Secrétaire général</li> <li>-Conseillers municipaux</li> </ul>

## 4.2. Synthèse des données collectées sur la petite enfance

Besoins	État des lieux					Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables et partenaires d'exécution
	Nombre total	Nombre couvert	Écart Nombre et %	Justification des écarts	Acteurs en place			
<b>Enregistrement des naissances 0-14ans</b>	7253	4210	3043 58%	Insuffisance des centres d'état civil, éloignement de la Mairie Négligence des parents Faibles revenus	Mairie, responsables établissements scolaires, responsables sanitaires chefs traditionnels, parents	Établir la citoyenneté à tous les enfants de 0 à 14ans et améliorer les conditions de leur scolarisation	Identification des enfants scolarisés sans acte de naissance,; des populations ; Création des passerelles entre les systèmes d'accouchement traditionnels et le système formel de l'état civil; multiplication des centres spéciaux d'état civil Organisation des séances collectives d'audience foraine en vue de la délivrance collective de jugements supplétifs d'actes de naissance ....	Commune Chefferies Parents Directeurs d'écoles
<b>Éducation préscolaire 4-05 ans</b>	1538	608	1030 39%	Insuffisance d'écoles maternelles Mauvaise répartition des écoles	DAMINEDUB Mairie Parents	scolariser tous les enfants de 4 à 5ans au sein de l'espace communal	Création et Construction de 10 nouvelles écoles maternelles	DA MINEDUB Commune ONG Elites
<b>Éducation scolaire 06-14ans</b>	3826,5	2948	878.5 77%	Présence de 45 écoles quelques villages dépourvus en écoles	DAMINEDUB Mairie	scolariser tous les enfants de 6 à 14ans au sein de l'espace communal	Construction des écoles dans les villages dépourvus	DA MINEDUB Commune ONG Elites
<b>Nutrition 0-3 ans</b>	1800	1000	800 55%	Faibles revenus des parents Manque de sensibilisation faible appui en produits nutritifs	CMA, centres de santé, parents	Améliorer la nutrition de l'enfant à travers l'accès à une nourriture variée, de quantité et de qualité suffisante.	Formation des femmes en nutrition infantile équilibrée et saine	MAIRIE ONG MINSANTE
<b>Vaccination (Types de vaccins) 0 - 05 ans</b>	3426,5	2194	926 64%	bonne couverture vaccinale insuffisance de sensibilisation des parents	CMA, chefferies, Mairie, parents	- Assurer à la circonscription communale une meilleure couverture vaccinale. - Renforcer les acquis	Renforcement des campagnes de vaccinations	MAIRIE CMA MINSANTE PARENTS CHEFS

Besoins	État des lieux				Acteurs en place	Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables et partenaires d'exécution
	Nombre total	Nombre couvert	Écart Nombre et %	Justification des écarts				
<b>Prévention du paludisme 6-14 ans</b>	3826,5	2900	956 75%	Forte vulgarisation des moustiquaires imprégnées Utilisation moyenne des moustiquaires	CMA, chefferies, Mairie, parents	Réduire de moitié la charge palustre dans la commune	Assainissement des alentours de maisons Distribution des moustiquaires imprégnées	CMA Service d'hygiène Ménages Parents chefs
<b>Eau, hygiène et assainissement 0-14 ans</b>	7253	4622	2631 63%	Faible respect des conditions d'hygiène Insuffisance de latrines décentes Habitat non organisé Faibles revenus Points d'eau potable insuffisants	CMA, chefferies, Mairie, parents	Créer un environnement social salubre, avec des infrastructures d'approvisionnement en eau fiables et durables.	Construction des forages réhabilitation des puits bâches et sources existants Formation des ménages en potabilisation de l'eau Assainissement des alentours de maisons Aménagement des latrines modernes	Commune ONG Population Elite
<b>VIH/sida, protection spéciale des enfants (OEV) 0-14ans</b>	7253	4500	2753 62.04%	faible dépistage enclavement de certains villages manque d'information insuffisance de centres de santé	Parents CMA, Mairie	Assurer la protection des enfants contre le VIH/SIDA et la prise en charge globale ou partielle des OEV	Sensibilisation et dépister la population Prise en charge des femmes enceintes	CMA Commune ONG

**Tableau 4:** Synthèse de la petite enfant

### 4.3. Synthèse des données sur les changements climatiques

SECTEUR (unité d'exposition)	Tendances des Changements Climatiques	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque	Potentiel local pour résoudre/Capacité d'adaptation	Solutions envisagées
Agriculture	Hausse de la température Vents moyens et violents par endroit	Érosion, Tariissement des cours d'eau, inondations Déforestation, bouleversement des périodes culturales	Diminution des rendements Baisse de revenu Faible prise en charge de la famille	Moyen (disponibilité des terres, déforestation, feux de brousse)	Faible Utilisation des plantes améliorées Pratique de la jachère	Adoption de nouvelles techniques culturales Renforcement du suivi et de la formation des agriculteurs aux techniques modernes
Élevage	Hausse de la température Vents moyens et violent par endroit	Tariissement de cours d'eau Disparition progressive du pâturage Changement de la biodiversité	Diminution des revenus Faible prise en charge de la famille Perte de cheptel Abandon de la pratique	Moyen (élevage domestique)	Faible (déforestation)	Encadrement zootechnique des populations Reboisement
Pêche et aquaculture	Hausse de la température Vents moyens et violents par endroit Recrudescence de fortes pluies	Tariissement de plusieurs cours d'eau en saison sèche Inondation	Diminution des revenus	Moyen (relâchement de la pêche)	Moyen (Exploitation forestière non suivie)	Encadrement zootechnique reboisement
Forêt / faune	Hausse de la température Vents moyens et violents par endroit	Diminution des espèces en présence (flore et faune) déforestation	Diminution des revenus	Élevé (déforestation)	Moyen (Exploitation forestière non suivie, chasse abusive)	Reboisement Limiter les feux de brousse Réglementation de l'exploitation forestière
Santé	Hausse de la température Vents moyens	Augmentation de la vulnérabilité de la population Maladies d'origine hydrique déforestation	Diminution des revenus Diminution des moyens physiques Ralentissement des activités économiques	Moyen	Moyen (Non maîtrise des méthodes de traitement des eaux de boisson, Insuffisance de point d'eau potable)	Assainissement de l'habitat et ses abords. Reboisement
Eau	Hausse de la température Vents moyens	Tariissement des cours d'eau Nappes phréatiques éloignées Inondation	Diminution des revenus Maladies diverses	Elevé (insuffisance d'eau potable)	Faible (Non maîtrise des méthodes de traitement des eaux de boisson, Absence de point d'eau potable)	Construction des forages Aménagement des sources reboisement
Travaux publics	Hausse de la température Vents moyens	Mauvais état de la route érosion	Ralentissement des activités économiques Difficulté de déplacement	Moyen (entretien irrégulier des routes)	Moyen (Réseau routier non entretenu, population non dynamique)	Entretien régulière des principaux axes Investissement humain

Tableau 5 : Matrice de captage des changements climatiques



#### 4.4. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

**Tableau X : Matrice d'identification des principaux problèmes et besoins identifiés par secteur**

##### **SECTEUR 1.AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL**

Problèmes	Causes	Effets	Besoins identifiés	Villages concernés
Difficultés à pratiquer une agriculture rentable et durable	Non maîtrise des nouvelles techniques culturales	Pénibilité pour pratiquer l'agriculture  Faible production agricole  Faibles revenus  Pourrissement des produits agricoles  Faible exploitation des espaces arables  Agriculture de subsistance  Abandon et découragement  Création d'autres sources de revenu  pauvreté	Construction, équipement et approvisionnement d'un magasin pour intrants agricoles	E.U,
	Présence d'arthropodes parasites		Affectation du personnel dans les services d'encadrement	E.U,
	Faible encadrement par les postes agricoles existants		Création des champs de production des boutures de manioc	EU
	Faible organisation des agriculteurs		mise en place d'un service météorologique	EU
	Pourriture brune et pourriture jaune		Organisation des sessions de renforcement de capacités des agriculteurs:04fois/an (raffinage et transformation d'huile de palme, de cacao, greffage, recherche de débouchés,	MBANDJOCK, MAYOS, MINKOK-MBEM, LOM, NGONG, NGWATE, NGOUNGOUM II, MBOG-LOM,SONG-BAYA,BENG-NYONG, MBAHGUE, BAKOUKOUÉ, EKOADJOM, MOM II,SONG-NTAP,BOUMNKOK,MINKA,KOUKOUUM,SI-NKONGUI, NGOUIMAKONG, LIKONGUE,BIKOUKOUND,LEPMAMB, MANGO'O,MBENG, NGOUNGOUM I, MAMBANDO, NGOMBAS II, NGOMBAS I, MBEMNDJOCK,
	Accès difficile aux semences améliorées			
	Mauvaise qualité des produits phytosanitaires			
	Outillage précaire et rudimentaire			
	des pistes de collecte Non aménagées			
	destructions de cultures par les vents violents			
Mauvais état des routes	Facilitation de l'accès aux microcrédits des paysans	Tous les villages		
	Appui en intrants agricoles : produits phytosanitaires (fongicides herbicides) et fertilisants (engrais..) semences	MBANDJOCK, MAYOS, MINKOK-MBEM, LOM, NGOUNGOUM II, MBOG-LOM,SONG-BAYA, MBAHGUE,LIBAMBA,		

Problèmes	Causes	Effets	Besoins identifiés	Villages concernés
	Bouleversement du calendrier agricole		améliorées (manioc, maïs, pomme de terre, arbres fruitiers...)	,MOM I,BAKOUKOUÉ, EKOADJOM,MOM II, SONG-NTAPN BITOUTOUCK, BOUMNKOK, KAYA, MINKA, NGOUIMAKONG, MABOUN,LIKONGUE, LIKONGUE, BIKOUKOUND, LEP LIBONG, MANGO'O, MBENG,NGOUNGOUN I,MAMBANDO, NGOMBA II, NGOMBAS I, MBEMNDJOCK,
			Appui en matériel agricole ( tracteurs, thermo-nebulisateurs, tronçonneuses, 50 atomiseurs, 200 pulvérisateurs, , 1000 brouette, 100 bâches de séchage, 500 machettes, 500 houes) décortiqueuse de riz	MBANDJOCK,MINKOK-MBEM, LOM, NGOUNGOUN IIT,MBOG-LOM , MBAHGUE, LIBAMBA,MOM I T, BAKOUKOUÉ, MOM IIT, BITOUTOUCK, BOUMNKOKT,KAYAT, MINKAT, NGOUIMAKONG, MABOUN, LIKONGUET,NDJANTIBDA, BIKOUKOUNDT, LEP LIBONG, MANGO'O2T, MBENG, NGOUNGOUN I TD, NGOMBA IIT, NGOMBAS I, MBEMNDJOCK T
			Appui en équipements de protection : 500paires de gangs, bottes, combinaisons, masques, cache-nez	MBANDJOCK, MINKOK-MBEM, LOM, NGOUNGOUN II, MANGO'O,
			Création de 03 pépinières de banane-plantain de 4000 plants	MBAHGUE (2000), MOM I (1000), BIKOUKOUND (1000)
			- Création de 4 pépinières de (5000) plant de palmier à huile	MBAHGUE (2000), ,MOM I (1000), BIKOUKOUND(1000),MANGO'O (1000)
			Création de 6 pépinières de cacao (9000 plants)	NGONG(1000), MBAHGUE(2000), MOM I (1000), EKOADJOM (3000), BIKOUKOUND (1000), MANGO'O (1000)
			- Acquisition de 22 presses d'huile de	NGONG (1), MOM I (2m),

Problèmes	Causes	Effets	Besoins identifiés	Villages concernés
			palme	NGOUMAKONG (3), LEP MAMB (1), MANGO'O (3), MBENG (6), NGOMBAS I (3), SEPP (3)
			- Construction de 19 magasins de stockage des produits agricoles	KABO, MINKOK-MBEM, NGOUNGOUUM II, MBOG-LOM, SONG-BAYA, LIBAMBA, MOM I, BAKOUKOUÉ, EKOADJOM, BITOUTOUCK, LIKONGUE BIKOUKOUND, LEP LIBONG, MANGO'O, MBENG, MAMBANDO, NGOMBAS I, SEPP, MBEMNDJOCK,
			- Mise en place d'une pépinière municipale de 20 000 plants améliorés de palmiers à huile	E.U
			- Construction de et équipements de neuf (09) postes agricoles	MBANDJOCK, NGONG, NGOUNGOUUM II, MBOG-LOM, MABOUN, LEP LIBONG, LEP MAMB, NGOMBAS I, SEPPB
			Mise en fonction du personnel (06) d'agriculture dans les postes agricoles.	NGWATE (1), MOM I (1), BAKOUKOUÉ (2), BIKOUKOUND (1), SEPP (1)
			- Acquisition de (32) moulins motorisés de transformation de vivres frais et secs (, manioc, mais...)	NGONG (1), NGOUNGOUUM II (6), BENG-NYONG(1), MOM I (3), BAKOUKOUÉ (2), EKOADJOM (3), NGOUMAKONG (3), LEP LIBONG (3), LEP MAMB (3), MANGO'O (3) NGOUNGOUUM I (2), SEPP (3)
			Aménagement de 90km de pistes de collectes pour village	MBANDJOCK (6km), BENG-NYONG (5km), MBAHGUE (mapamton EP-lep matin (5) ; carrefour escale-limite mambandosongbedel (5) ; carrefour mouind pascal-liboglila'a avec bretelle sur yéréyamakouba (5) ; carrefour sipia-

Problèmes	Causes	Effets	Besoins identifiés	Villages concernés
				yamakoubandog soul (5) T= 20km), LEP LIBONG ( kôyoplikondo-songbiboum (2) ; leplibong-nyong (3) ; kôyoplikondo-loubi (4) ;si kombe-nyond (3) ; si kombe-mission catholique (3) ;epctansfo-seha(1 ;5) T= 17km)KOUKOUM (ngiimom-ngwate (10) ; chefferie 3o- ngueme (7km), chefferie 3o-nyong (10) T= 27km), NGWATE ( double emploi5km à annuler ), MBEMNDJOCK,(10km)
			Appui financiers aux agriculteurs (subventions)	LOM, NGONG, NGOUNGOUM II, MBOG-LOM, BENG-NYONG, LIBAMBA, SI-NKONGUI, NGOUIMAKONG
			Ouverture de (51km) de pistes agricoles	LIBAMBA (10km), MOM I (5km),EKOADJOM (10km), MINKA (5km), KOUKOUM (log banga-maloume (4); log banga-ndjonka (7) ; chefferie de 2 <sup>o</sup> -nyong (3) ; ngiimom-nyong (7) T=21km)
			Appui technique et financier à la création d'un champ communautaire de cacao	BITOUTOUK (20HA)
			Appui technique et financier à la création d'un champ communautaire d'hévéa	KOUKOUM (20HA)
			Appui technique et financier à la création de trois (03) champs communautaires de palmier à huile	NGWATE 1Ha, MBAHGUE (2500M <sup>2</sup> ), BITOUTOUK (20Ha)

**SECTEUR 02 :ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES**

Problèmes	Causes	Effets	Besoins identifiés	Villages concernés
Difficultés à pratiquer un élevage et une pisciculture rentables et durables	ELEVAGE	Pratique d'un élevage et d'une pêche pour la subsistance	Création et construction de 09 fermes avicoles communautaires de 3000 poulets chacune (soit 27000 poulets)	MBAHGUE, BENG-NYONG, EKOADJOM, LIBAMBA, MBANDJOCK, NGONG, NGOUIMAKONG, NKONGUI, BITOUTOUCK
	Absence de marché de bétail		Constitution d'un (01) cheptel bovin de 20 têtes	KOUKOUM
	Difficultés de ravitaillement en provendes		Elevage 100 cobayes	KOUKOUM
	Difficulté d'approvisionnement en produits vétérinaires	Faible rentabilité de l'élevage et de la pêche	Construction d'une (01) écloserie d'alevins	MBAHGUE,
	Manque d'encadrement technique		Construction d'un (01) abattoir	MBAHGUE
	PECHE		Construction d'une (01) boucherie	MBAHGUE
	Non maîtrise des techniques modernes de pratique de la pisciculture	Alimentation peu variée	-Construction d'un marché à bétail - Délimitation des espaces pastoraux - mise en place d'un bain dé tiqueur	E.U
	Absence d'un centre de contrôle de pêche	Faibles revenus découragement		
				Construction et équipement de 03 chambres froides

Problèmes	Causes	Effets	Besoins identifiés	Villages concernés
	<p>Insuffisance du personnel dans les services d'encadrement</p> <p>Pratique d'une pêche non conventionnelle</p> <p>Manque de matériel adéquat pour la pêche</p> <p>Manque de formation et d'information sur les techniques rentables</p>		Création et construction de 07 fermes porcines de 50 têtes chacune (soit 350 porcelets)	KOUKOUM, LEP MAMB, NGOUIMAKONG, NKONGUI, MBAHGUE, MBANDJOCK, NGONG
			Construction de 07 provenderies	MOM I, LEP LIBONG, NGOMBAS I, BIKOUKOUND, LIKONGUE, NGOUIMAKONG, E.U
			Création et Construction de 08 postes vétérinaires	MOM I, LEP LIBONG, NGOUNGOUUM I, MBENG, MANGO'O, BIKOUKOUND, BAKOUKOUE, NGOUNGOUUM II
			Réhabilitation du CEAC	EKOADJOM
			Construction de 03 pêcheries équipées d'une chambre froide (au bord du Nyong)	LEP LIBONG, MINKA, BENG-NYONG
			création de 37 étangs piscicoles	LEP LIBONG(5), NGOMBAS I(5), MAMBANDO(5), MANGO'O(5), BIKOUKOUND(6), BITOUTOUCK(2), EKOADJOM(5) SEPP (4)
			Réhabilitation de 06 étangs piscicoles	MOM I (3), KAYA(3)
			formation des éleveurs aux techniques modernes d'élevage 4 session/an (Renforcement des capacités des éleveurs)	KOUKOUM, NGWATE, MOM I, SEPP, NGOMBAS I, NGOUNGOUUM I, NGOMBAS II, MAMBANDO, BIKOUKOUND, NDJANTIBDA, LIKONGUE, MABOUN, NGOUIMAKONG, NKONGUI, MINKA, KAYA, BOUMNKOK, SONG-NTAP, MOM II, MBAHGUE, BENG-NYONG, SONG-BAYA, BAKOUKOUE, EKOADJOM, LIBAMBA, MAYOS, MBANDJOCK, MBOGLOM, NGONG, MINKOT-MBEM,

Problèmes	Causes	Effets	Besoins identifiés	Villages concernés
				LOM,NGOUNGOUM II,KABO, MBEMNDJOCK,
			Formation à la production de la provende à base des produits locaux (maïs...)	NGOUNGOUM I, MANGO'O
			Affectation du personnel ? dans les services d'encadrement	E.U
			Appui des éleveurs en espèces améliorées variées (500 porcelets, 20000 poulets ?alevins etc.)	LEP LIBONG, NGOMBAS II, MAMBANDO, MANGO'O, KAYA, MOM II, BAKOUKOUÉ, MBOGLOM, LOM, NGOUNGOUM IIA
			Organisation des campagnes de détection et de prévention des zoonoses	NGOMBAS I
			Appui en matériel d'élevage et en provende	SEPP, MBENG, MABOUN, SONG-BAYA, NGOUNGOUM II
			Appui en matériel de pêche (66filets soit 6/village, 11pirogue à moteur soit 1/village)	MBENG(F), KOUKOUM(FP), LIKONGUE, MINKA, KAYA, BITOUTOUCK10P, BENG-NYONG(FP), SONG-BAYA, BAKOUKOUÉFP, LIBAMBA, MAYOS(PF), MBEMNDJOCK(,PF)
			Appui technique et financier à la mise en œuvre des projets de pêche et d'élevage (fond communal d'appui aux projets d'élevage et de pêche)	NGWATE, LEP LIBONG, SEPP, NGOMBAS I, NGOUNGOUM I, MAMBANDO, MBENG, MANGO'O, KOUKOUM, BIKOUKOUND, NDJANTIBDA, NKONGUI, MINKA, BOUMNKOK SONG-NTAP, BAKOUKOUÉ, MINKOT-MBEM, NGOUNGOUM II, KABO, E.U

## SECTEUR 03 : SANTE

Problèmes	Causes	Effets	Besoins	Villages Concernés
Difficultés d'accès aux soins de santé	Insuffisance de structures sanitaires	Découragement de la fréquentation des populations	Création et Construction de 24 centres de santé	NGOUNGOUM II, KABO, LOM, MINKOT-MBEM, NGONG, MBOGLOM, MBANDJOCK, MAYOS, LIBAMBA, BAKOUKOU, SONG-BAYA, BENG-NYONG, MBAHGUE, LEP MAMB, KOUKOU, MANGO'O, MAMBANDO, SEPP, LEP LIBONG, SONG-NTAP, KAYA, MINKA, NGOUMAKONG, BIKOUKOUND, MBEMNDJOCK,
	Très faible équipements des structures existantes	Augmentation de la morbidité		
	Insuffisance de personnel dans les structures sanitaires	Risque élevé d'accouchements et d'avortements involontaires	Réhabilitation deux (02) centres de santé	NGWATE, LIKONGUE,
	Accès difficiles aux médicaments	Récurrence des maladies hydriques	Construction et équipement de neuf (09) pharmacies	NGOUNGOUM II, MANGO'O, NGOMBAS II, NGOUNGOUM I, NGOMBAS I, LEP LIBONG, NDJANTIBDA, MABOUN, BIKOUKOUND
	Rareté des moyens de transports	récurrence du paludisme	Dotation de trois (04) véhicules d'urgence et de trois (03) motos	E.U. NGOMBAS I (1V), MOM I (1V), BIKOUKOUND (1V°)
	Mauvais état des routes	Manque de suivi des malades	Approvisionnement en médicament (valeur estimative 6.500.000 FCFA)	E.U (2500000), LIBAMBA (1000000), EKOADJOM (1000000), MOM I (1000000), BITOUTOUK (1000000)
	faible collaboration entre la médecine traditionnelle et conventionnelle	Difficultés à conserver les vaccins et des médicaments hypothermiques	Réhabilitation des bâtiments (toiture, fenêtres et portes, canalisations), et de l'incinérateur,	E.U
	Insuffisance de moyens financiers	Prolifération des maladies endémiques	- Etablissement d'une plate-forme entre la commune et les acteurs de la santé pour débat et orientation des politiques sanitaires (dans la commune)	EU
	Insuffisance de pairs éducateurs	Automédication	- Renforcement de la lutte contre les établissements de soins clandestins et	
	Insuffisance de moustiquaires imprégnées dans les ménages	Absence de maternité		
		Faible taux de		



Problèmes	Causes	Effets	Besoins	Villages Concernés
	Prévalence du paludisme Maladies hydriques Faible activité sportives des populations	fréquentation dans les centres de santé	les pharmacies de la rue	
	insuffisance de points d'eau potable centres de santé existants non électrifiés		- Réfection des installations électriques dans les formations sanitaires  -Installation des plaques solaires  -Installation de l'eau courante	E.U
	conditions précaires d'hygiène		acquisition d'une (01) jauge pour vitesse de sédimentation, de (5) potences, d'une (01) incinérateur, d'un (01) tensiomètre, de deux (02) stéthoscopes, de (01) trois tables et dix (10) chaises de bureau, de quinze (15) matelas, de trois (03) râteliers, de trois (03) bacs à ordures, de deux (02) brochettes, de deux (02) pèles, de deux (02) houes, de deux (02) machettes, de deux (02) seaux	E.U
			Affectation du personnel soignant : (04) IDE, (05) IB (06) AS 02 matrones 01 commis etc.	E.U ( ), MOM I (1 IDE, 1 IB, 1 AS, 1 COMMIS), EKOADJOM (1 IDE , 1 IB, 1 AS), LIKONGUE (1 IDE , 1 IB, 1 AS, 1 MATRONE), BOUMNKOK (1 IDE , 1 IB, 1 AS) LIBAMBA (1 IB, 2 AS), MOM II (1 MATRONE
			Equipement des formations sanitaires en : (09) laboratoires, (09) microscopes, (09) pèse-bébé, (09) couveuses, (09) tables gynécologiques, (09) groupes électrogènes, (09) boites d'accouchement, (09) centrifugeuses,	LIBAMBA(1), E.U(4), EKOADJOM(1), MBENG(1), MOM I(1), BOUMNKOK(1)

Problèmes	Causes	Effets	Besoins	Villages Concernés
			(09) machines à désherber	
			reboisement et construction d'une (01) clôture au C.M.A	E.U
			aménagement de deux (02) dispositifs de traitement de déchets médicaux	E.U, MBENG
			construction de 03 points d'eau potable et latrines dans les CSI	BOUMNKOK, LIKONGUE, BITOUTOUCK,
			Réhabilitation d'un (01) point d'eau dans les centres de sante	MOM I
			construction de (14) logements pour personnel	MOM I, EKOADJOM, LIKONGUE, BOUMNKOK, LIBAMBA, MOM II, MBENG,
			Formations de 15 secouristes locaux	MBANDJOCK
			Organisation des campagnes de sensibilisation sur les VIH/SIDA et de dépistage des pathologies récurrentes dans la localité	MBANDJOCK, BAKOUKOUÉ, MANGO'O, NGOUNGOUM I, NGOMBAS I, MINKA, BIKOUKOUND
			équipement des structures sanitaires en plaques solaires	E.U
			Dotation des 3750 moustiquaires imprégnées (soit 250/village concerné)	KABO, MINKOT-MBEM, NGONG, MBOGLOM, MBANDJOCK, MAYOS, MOM II, NGOMBAS II, NGOMBAS I, SEPP, MOM I, BITOUTOUCK, NKONGUI, LIKONGUE, BIKOUKOUND

## SECTEUR 4: TRAVAUX PUBLICS

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Mauvais état du réseau routier	<p>Faible entretien</p> <p>Non fonctionnement des comités de routes</p> <p>Faible implication des autorités</p> <p>Dégradation permanente des routes par les marres d'eau</p> <p>Insuffisance de pistes de déserte</p> <p>Insuffisance des infrastructures (ponts et buses)</p>	<p>Difficulté de déplacement en saison pluvieuse</p> <p>Rareté des moyens de transport</p> <p>Coût élevé des frais de transport</p> <p>Enclavement de certaines localités</p>	Entretien permanent de la voirie urbaine	E.U
			Former de la population à l'entretien des routes par la méthode HIMO : 02 séances/an	<b>TOUS LES VILLAGES</b>
			Construction de neuf (09) barrières de pluie	NGOMBAS I (1), MAMBANDO (1), MOM II (1), BAKOUKOUÉ (2), LIBAMBA (1), LOM(1), MOM I (2)
			Reprofilage, latérisation, compactage et canalisation de 537 km de route en milieu rural	<p>LIKONGUE (route allant du village MAYOS au village SONG BAYA avec bretelles suivantes : Chefferie Likongue-route Principale ; Mission Catholique-quartier Mu-Mboule ; Mission Protestante-quartier Ngang-Ben 22 km),</p> <p>NGOUI MAKONG (tronçon mbahgue-ngouimakong 6km), NKONGUI ( makak-nkongui-ngwate 11km ;makakbatomog 3km ; makak-macas 4km T=18km ),MINKA ( tronçon minka-ngombas I 7km ;tronçon minka-hondol 3km ; tronçon minka-nyong 3km T=13km),</p> <p>BOUMNKOK (route centre- silom 5km),</p> <p>SONG-NTAP(la route MAKANDA MA INA-SAR/SM de MOM gare 3km),</p> <p>NGWATE ( tronçon makak -ngwate-mboglom 21km et pome- lissa'a 10km T=31km),</p> <p>LEP LIBONG (tronçon bakoukoue-leplibong- bikoukound 10km),</p> <p>SEPP (tronçons :ngoungou II-mandong-carrefour songnkôndôck- chefferie sepp-songbongetobe-carrefour EP bakoukoue 15km ;Sana(mbeng)- liyomba-EP sepp-centre spécil d'etat civil-</p>

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
				<p>songpagbengô(s(bakoukoue)- CSI de mom 15km ; mom(passage à niveau)-CSI mom-carrefour songnkôndôck 5km T=33km), NGOMBAS I (tronçon minka-ngombas I-mom I 10), NGOUNGOUM I (Rehabilitation de la piste reliant la chefferie de ngoungoum I à la limite de la chefferie zoayambi dans la mefouakono 2km ; tronçon NGOUNGOUM I- NGOUNGOUM II 3 km T=5km), MAMBANDO (route principale du village(tronçon Mom II-mambando -mbahgue 10km), MBENG(routier de mbeng(mango'o-mbeng- ngoungoum II) 25km), MANGO'O (Aménagement de la route mango'o-bilik 6km ;mango'o-mbeng 15km-mango'o-ngoungoumI 3km T=25), KOUKOUM ( route Makak- log-Mbanga 15km ), LPMAMB (43), MOM II(aménagement de la route</p> <p>-MOM II-SON NTAP 2km</p> <p>SONG MANGUELE -NSAMBA</p> <p>5km T=7km), MBAHGUE (SIPIA-song-tjei-song-bout-le -carrefour Noa OUM 15km ), BENG-NYONG(route carrefour ESEKA-YOBOL ALBERT-BEGDE MANGUELLE 11km), BAKOUKOUÉ ( route .....20), EKOADJOM(des routes reliant la chefferie des quartiers mbondo,ndoum. Song-bissé-song- bitchaga- song-ntep-bibaya-mandoga-sog-mbobla-passage à niveau 22 km) , LIBAMBA(tronçon kaya-libamba-minka 7km), MAYOS(route principale du village 3km), MBANDJOCK(route mboglom village-</p>

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
				<p>Mbandjock village et carrefour entré chefferie-Chefferie Mbandjock 15km ), MBOGLOM(route NGWATE-MBANDJOCK-MBONGLOM –LEP DIKOMBAT 25km), NGONG(MAKAK – ngong-limite MANDOUMBA 78km ), MINKOT-MBEM(la route minkotmbem-yogontonga 15 km ), LOM(carrefour makak –nyong 5km), KABO(12), NGOUNGOU M II(ngongguesong-kendeck, mabem, NTOL,MASSENG mango 11km), MOM I(23), KAYA(carrefour chefferie-nyong 7km), NDJANTIBDA(songmatip-song kan-centre-namale. 04km )), BIKOUKOUND (route bikoukound-leplibong et bikoukound-mbeng 8km), SONG-BAYA(route LIKONGUE –song baya-NGOMBAS II 10 km ), BITOUTOUK ( route BITOUTOUK 1- BITOUTOUK2 ;</p> <p>BITOUTOUK-LAMAL13 km). MBEMNDJOCK(route principale de... 15km )</p>
			Ouverture/création de 71 KM de route	<p>NKONGUI (nkongui- minkot- mbem 3km et nkongui-babeng 4km T=7km), NGWATE (route ngwate-mabongue 3km), NGOMBAS I ( tronçon ngombas I- mango'o 3km ; tronçon ngombas I -mbollo 6km ; tronçon ngombas I mamelle 5km T=14km), MANGO'O (chefferie mango'o-mbeng 5km) ; MBAHGUE (route libogliba'a-sogmbamtona avec pont sur yamakouba5km), KABO(5), MABOUN(route de...à... 15km ), NGOMBAS II (maboun- song baya et les axes : njantibda- ngombas II-akom ;</p>

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
				ngombassllakongo 15km ), BIKOUKOU (tronçon centre- si lom 4km)
			Installation de 26 buses	SEPP (6), NGOUNGOUM I (2), MBENG(2), MBAHGUE (2), BAKOUKOU (2), MAYOS(2), NGOUNGOUM II(1), NDJANTIBDA (2), BIKOUKOU (7)
			Dotation en matériels d'entretien	LIKONGUE, BOUMNKOK, SONG- NTAP, LEP LIBONG, NGOMBAS I, MBENG, MANGO'O , BENG- NYONG, BAKOUKOU , LIBAMBA, MAYOS, NGOUNGOUM II, KAYA, NDJANTIBDA
			Construction de 33 ponts	BITOUTOUK (1), MOM I (1), NGOUI MAKONG(6), NGWATE (3), LEP LIBONG(3), NGOMBAS I (2), MBENG (2), MBAHGUE (5), BAKOUKOU (2), EKOADJOM(3), LIBAMBA(1), MBANDJOCK(1), KAYA(2), MABOUN(1)
			Réhabilitation de 9 ponts	NGOUNGOUM I (1), LEP MAMB (4), NGONG(4)
			Aménagement des routes secondaires de l'espace urbain	E.U

## SECTEUR 5 : EDUCATION DE BASE

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	Insuffisance d'écoles primaires et maternelles  Insuffisance d'enseignants dans les écoles  Insuffisance de salles de classes  insuffisance de tables bancs  mauvais état des Salles de classe existantes	Mauvaise conditions de fréquentation des élèves	Affectation de (107) nouveaux enseignants dans les écoles primaires et maternelles	LEP MAMB(3), MANGO'O(6), NGOMBAS I(3) MBANDJOCK(6), MAYOS(6), LIBAMBA(3), EKOADJOM(3), SONG-BAYA(5), MBAHGUE(3), MABOUN(3), KAYA(9), MOM I(12), MINKOT-MBEM(3), SEPP(6), NGWATE(5), BITOUTOUCK(3), BOUMNKOK(3), MINKA(3), NKONGUI(2), LIKONGUE(4), EU(16)
		Difficulté pour les enseignants à encadrer les élèves		
		Résultats scolaires médiocres	Prise en charge de 04 enseignants	EU(4)
		Abandon et découragement	Allocation de primes trimestrielles aux enseignants	EU(8)
		Exode rural  Scolarisation tardive des enfants  Abandon  Banditisme  Débrouillardise	Construction de 100 nouvelles salles de classes dans les écoles	LEP MAMB(6), , KOUKOUUM(3), MANGO'O(6), MBENG(1), MBANDJOCK(6), MAYOS(6), EKOADJOM(3), BAKOUKOUUE(3), SONG-BAYA(5), MABOUN(3), NDJANTIBDA(1), MOM I(12), MINKOT-MBEM(3), NGONG(3) NGWATE(4), SONG-NTAP(6), BITOUTOUCK(3), BOUMNKOK(3), MINKA(8), NKONGUI(2), NGOUIMAKONG(6), LIKONGUE(3), MBEMNDJOCK,(1), EU(3)

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
			Création et construction des 21 écoles maternelles	BIKOUKOUND, LEP MAMB, KOUKOUM, MANGO'O, MAMBANDO, NGOUNGOUM I, NGOMBAS I, MAYOS, BAKOUKOUÉ, SONG-BAYA, MOM II, NGOMBAS II, MABOUN , NJDANTIBDA, NGOUNGOUM II , KABO, MINKOT-MBEM, NGONG, LEP-LIBONG, NKONGUI, LIKONGUE
			Construction de 14 blocs écoles maternelles	BIKOUKOUND(1), MBENG(1), LIBAMBA(1), EKOADJOM(1), BAKOUKOUÉ(1), MBAHGUE(1), SEPP(1), SONG-NTAP(1), BITOUTOUCK(1), BOUMNKOK(1), MINKA(2), NGOUIMAKONG(1), MBEMNDJOCK,(1), EU(2)
			création et construction de 03 écoles primaires :	MAMBANDO, NGOUNGOUM II, LOM,
			Création et construction d'une école primaire bilingue	MOM I
			Construction de 14 blocs administratifs	BIKOUKOUND(1), LEP MAMB(1), BAKOUKOUÉ(1), MOM II(1), KAYA(3), MOM I(2), NGWATE(1), EU(4)
			Construction et équipement de 06 salles informatiques dans les écoles	KOUKOUM(1), MOM I(4), EU(1)
			Construction de 36 points d'eau dans les écoles	BIKOUKOUND(1), LEP MAMB(1), , KOUKOUM(1), MANGO'O(1), NGOMBAS I(1), MBOGLOM(1), MBANDJOCK(1), BAKOUKOUÉ(1), SONG-BAYA(1), MOM II(1)N NGOMBAS II(1), MABOUN(1),



PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
				NDJANTIBDA(1), KAYA(3), MOM I(4), BOUMNKOK(1), NGONG(1), SEPP(1), LEP LIBONG(1), NGWATE(1), BITOUTOUCK(1), NKONGUI(1), NGOUIMAKONG(2), LIKONGUE(1), MBEMNDJOCK,(03),EU(4)
			Construction des 38 latrines dans les écoles	BIKOUKOUND(2), LEP MAMB(1), , KOUKOUM(1), MBENG(3), MBOGLOM(1), MBANDJOCK(1), EKOADJOM(1), SONG-BAYA(1), NGOMBAS II(1), MABOUN(1), NDJANTIBDA(1), KAYA(3), MOM I(1), MINKOT-MBEM(2), NGONG(1), LEP LIBONG(1), NGWATE(1), BITOUTOUCK(1), BOUMNKOK(1), NGOUIMAKONG(2), LIKONGUE(1), MBEMNDJOCK,(3), EU(9)
			Dotation en tables bancs (436) dans les écoles primaires	BIKOUKOUND(21), NGOMBAS I(3), BAKOUKOUÉ(13), SONG-BAYA(8), MABOUN(7), LEP LIBONG(18), NGWATE(140), MBEMNDJOCK,(11), EU(215)
			Acquisition des tablettes et de petites chaises pour les écoles maternelles	BAKOUKOUÉ (5T,50C)
			Réhabilitation de 16 salles de classe dans les écoles	NGOMBAS I(2), NGOMBAS II(6), NDJANTIBDA(2), MINKOK-MBEM(3), LIKONGUE(2), EU(1)

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
			Dotation en d'une (01) boîte à pharmacie	MBENG(1)
			Aménagement de 11 aires de jeu	MBENG(1), KAYA(3), BOUMNKOK(2), MINKA(4), EU(1)
			Acquisition de 27 tables de et 35chaises de bureau	LEP MAMB(20TC), BAKOUKOUÉ(2T,5C), SEPP(5T,5C) , NGWATE(5T,5C)
			Réfection de deux (02) toitures des écoles	BIKOUKOUND(1), EU(1)
			Dotation d'un (01) bus de transport	NGOMBAS I(1)
			Dotation en matériel ludique aux écoles maternelles	BAKOUKOUÉ
			réfection de 05 tableaux (mureaux)	SEPP (03), NGOMBAS I(2)
			reboisement dans toutes les écoles	TOUTES LES ECOLES
			Construction des logements pour enseignants (28)	BIKOUKOUND(1), LEP MAMB(1), MANGO'O(1), MBANDJOCK(1), LIBAMBA(1), SONG-BAYA(1), MOM II(1), MABOUN'1), MOM I(5), MINKOT-MBEM(1), NGONG(1), LEP LIBONG(1), BITOUTOUCK(1), BOUMNKOK(2), MINKA(4), NGOUIMAKONG(2), MBEMNDJOCK,(3)
			Dotation de bacs à ordures	TOUTES LES ECOLES
			Construction de 21 clôtures dans les écoles	BIKOUKOUND(1), MBANDJOCK(1), EKOADJOM(1), SONG-BAYA(1), MABOUN(1), NDJANTIBDA(1),NGONG(1), LEP

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
				LIBONG(1), BITOUTOUCK(1), BOUMNKOK(2), MINKA(4), NKONGUI(1), NGOUMAKONG(2), MBEMNDJOCK,(3)
			Appui en matériel informatique (13 ordinateurs complets)	BIKOIKOUND( 2), MINKA(8), EU(3)
			Construction et équipement d'une (02) bibliothèque	NGOMBAS I(1), EU(1)
			Dotation d'un (01) groupe électrogène	BIKOUKOUND (1)
			Electrification de 05 écoles	MBOGLOM, NDJANTIBDA, MOM I, LEP LIBONG, EU(1)

## SECTEUR 6 : CULTURE

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Difficultés à promouvoir la culture locale	Influence du modernisme	Perte d'originalité	Construction et équipement de 32 foyers culturels :	LIKONGUE, NKONGUI, MINKA,BOUMNKOK, SONG-NTAP,NGWATE, LEP LIBONG, SEPP, MINKOT-MBEM, LOM,KABO,NGOUGOUM II, KAYA,NDJANTIBDA, MABOUN, NGOMBAS II, MBAHGUE, BENG-NYONG, SONG-BAYA, BAKOUKOUÉ, EKAOADJOM, LIBAMBA, MAYOS, MBANDJOCK, MBOGLOM, NGOMBAS I, NGOUNGOUM I, MAMBANDO, MANGO'O, KOUKOUM, LEP MAMB, BIKOUKOUND, MBEMNDJOCK,
	Accès facile aux nouveaux gadgets	Développement d'une culture hybride		
	Abandon des rites	Faible maîtrise des langues maternelles		
	Acculturation des jeunes	Faible intérêt pour la culture	Equipped de deux (02) foyers	MOM II, MBENG,
	Absence de foyer culturel	Faible rentabilité des objets culturels	Appui financier et matériel à l'organisation régulièrement des festivals culturels (fond d'appui à la	TOUS LES VILLAGES
	Insuffisance de fêtes culturelles			

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
	Conflits intergénérationnels	Faibles rencontres culturelles	promotion culturelle)	
	Manque de moyens financiers	Abandon progressif de la culture	Dotation en instrument de musique traditionnelle	MOM I, KAYA, SONG-BAYA, MAYOS,
	Faible organisation des rencontres culturelles		Création d'une école de la langue bassa	NGOUNGOUN I, MANGO'O
	Urbanisation			
	Exode rural			

**Secteur 7 : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE**

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS	
Difficulté d'émancipation de la femme et de la jeune fille	Faible pouvoir économique de la femme	Forte propension de la maternité précoce	Création, construction et équipement de deux 02 Centres de Promotion de la Femme et la famille à MAKAK	U.E, MINKA	
	Absence d'un centre promotion de la femme et de la fille		Création d'associations féminines	U.E	
	Mariages non légalisés	Divorces	Mise sur pied des partenariats avec d'autres associations	U.E	
	Violences physiques et morales aux femmes	Faible encadrement des enfants	Construction de 11 foyers (maisons) de la femme	MBENG, MAYOS, EKOADJOM, BAKOUKOUÉ, SONG-BAYA, NGOMBAS II, NDJANTIBDA, BITOUTOUCK, BOUMNKOK, NGOUIMAKONG, LIKONGUE, MBEMNDJOCK,	
	Abandon de la charge des enfants aux femmes	Faible niveau scolaire	Formations des femmes en transformations des produits et métiers divers (montage et réalisation des AGR)	U.E, BIKOUKOUND, LEP MAMB, KOUKOU, MANGO'O, MBOGLOM, MBANDJOCK, LIBAMBA, EKOADJOM, BAKOUKOUÉ, BENG-NYONG, MBAHQUE, MABOUN, MOM I, KABO, LOM, MINKOT-MBEM, NGONG, SEPP, LEP LIBONG, NGWATE, MINKA, NKONGUI, NGOUIMAKONG	
	Manque de moyens financiers	Ignorance	Organisations des causeries éducatives : 4 fois /an	U.E, BIKOUKOUND, KOUKOU, MANGO'O, MBENG, NGOUNGOU I, MBOGLOM, NGOMBAS I, MBANDJOCK, LIBAMBA, EKOADJOM, BAKOUKOUÉ, BENG-NYONG, MOM II, NGOMBAS II, MOM I, KABO, NGONG , LEP LIBONG, NGWATE, SONG-NTAP, BITOUTOUCK, MINKA, NKONGUI, LIKONGUE, MBEMNDJOCK,	
	Manque d'initiative	Relâchement des mœurs		Prise en charge/Appui à 18 familles vulnérables	BIKOUKOUND(3), NGOMBAS I(3), NGOUNGOU I(3), MINKOT-MBEM(3), SEPP(3), LEP LIBONG(3)
	Faible organisation des femmes	Faible encadrement scolaire des enfants	Abandon scolaire	Etablissement des actes de naissance	KOUKOU, MAMBANDO, BENG-NYONG, MOM II, SONG-NTAP, MBEMNDJOCK,
	Insuffisance de personnel à la délégation d'arrondissement du MINPROFF	Délinquance			

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
			Organisation des mariages collectifs	E.U, BIKOUKOUND, MANGO'O, MAMBANDO, NGOUNGOUM I, MAYOS, SONG-BAYA, MBAHGUE, MOM II, KAYA, NGOUNGOUM I, MINKOT-MBEM, NGONG, LEP LIBONG, BOUMNKOK, MBEMNDJOCK,
			Création d'un 01 conseil familial	SEPP
			Affectation de deux (02) personnels a la délégation d'arrondissement du MINPROFF	U.E
			Aménagement et équipement des bureaux du MINPROFF	U.E

## SECTEUR 8 : AFFAIRES SOCIALES

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS	
Difficulté d'épanouissement des personnes vulnérables	Absence d'appuis multiformes pour les cibles vulnérables  Difficultés de se prendre en charge  Accès difficile aux AGR  absence d'encadrement psychosocial  Manque de matériels et de logistique  (chaise roulantes, béquilles, lunettes etc.)	sentiment d'abandon sans suivi  précarité  Formations des cibles vulnérables aux petits métiers (AGR)  Sentiment d'abandon et de cadets sociaux  Regroupement des cibles vulnérables en association	Regroupement des personnes vulnérables en association	E.U	
			Formation des personnes vulnérables aux AGR	E.U, NKONGUI	
			Appui matériel et financier aux personnes vulnérables :	Dotation en lunettes optique (513 paires)	E.U(300), LIKONGUE (15), NGOUIMAKONG(2), NKONGUI(2), BITOUTOUCK(3), NGWATE(100), LEP LIBONG(4), MINKOT-MBEM(1), NGOUNGOUM II(15), MOM I(1), MOM II(1), BENG-NYONG(9), BAKOUKOUÉ(1), EKOADJOM(3), LIBAMBA(4), NGOMBAS I(20), MBOGLOM(1), MBENG(6), MANGO'O(2), KOUKOUUM(5), LEP MAMB(10), MBEMNDJOCK,(8)
				-Dotation en fauteuils roulants (203)	E.U(40), LIKONGUE (3), NKONGUI(6), MINKA(6), BOUMNKOK(10), BITOUTOUCK(8), SONG-NTAP(2), NGWATE(5), LEP LIBONG(5), SEPP(7), NGONG(7), LOM(5), NGOUNGOUM II(5), MOM I(4), KAYA(3), NDJANTIBDA(6), MABOUN(3), NGOMBAS II(2), MOM II(1), MBAHGUE(1), BENG-NYONG(8), SONG-BAYA(5), BAKOUKOUÉ(1), EKOADJOM(4), LIBAMBA(12), MBANDJOCK(2), MBOGLOM(2), NGOUNGOUM I(1), BIKOUKOUND(5), MANGO'O(4), KOUKOUUM(15), LEP MAMB(10), MBEMNDJOCK,(5)
				- Dotation en prothèses auditives (20)	E.U(20)
				- Dotation en cannes blanches (531)	E.U(30), LIKONGUE (15), NKONGUI(2), MINKA(67), NGWATE(100), LEP LIBONG(64), SEPP(80), MINKOT-MBEM(1), NGOUNGOUM II(70), KAYA(20), MOM II(1), BENG-NYONG(9), BAKOUKOUÉ(8), EKOADJOM(3), MBANDJOCK(2), NGOMBAS I(4), MAMBANDO(1), BIKOUKOUND(20), MBENG(11), KOUKOUUM(20), MBEMNDJOCK,(1)
				- Dotation en tricycles (15)	E.U(15)

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
			Création d'une unité de prise en charge pour les malades chroniques	E.U
			Octroi des Aides et secours à 1461 personnes vulnérables	LIKONGUE (20), NGOUIMAKONG(30), NKONGUI(10), MINKA(92), BOUMNKOK(70), BITOUTOUC(3), NGWATE(100), LEP LIBONG(144), SEPP(108), NGONG(11), MINKOT-MBEM(35), LOM(6), KABO(15), NGOUNGOU II(117), MOM I(41), KAYA(63), NDJANTIBDA(15), MBAHGUE(4), MABOUN(16), NGOMBAS II(17), MOM II(1), BENG-NYONG(64), SONG-BAYA(20), BAKOUKOU(19), EKOADJOM(8), LIBAMBA(70), MAYOS(5), MBANDJOCK(12), NGOMBAS I(60), MBOGLOM(15), NGOUNGOU I(39), MAMBANDO(9), BIKOUKOUND(55), MBENG(31), MANGO'O(78), KOUKOU(14), LEP MAMB(19), MBEMNDJOCK,(25)
			Encadrement psychosocial de 535 personnes vulnérables	NKONGUI(2), BOUMNKOK(1), BITOUTOUC(2), SONG-NTAP(1), NGWATE(50), LEP LIBONG(75), SEPP(21), NGONG(11), LOM(6), NGOUNGOU II(27), KAYA(40), NDJANTIBDA(2), NGOMBAS II(17), MOM II(1), MBAHGUE(4), BENG-NYONG(14) BAKOUKOU(19), EKOADJOM(1), LIBAMBA(10), MBANDJOCK(12), NGOMBAS I(60), NGOUNGOU I(32), MAMBANDO(9), BIKOUKOUND(25), MBENG(31), MANGO'O(48), KOUKOU(14)
			Bourses d'études à 195 orphelins	NKONGUI(10), BOUMNKOK(1), BITOUTOUC(3), NGWATE(50), LEP LIBONG(25), NGONG(11), LOM(6), NGOUNGOU II(16), KAYA(10), NGOMBAS II(10), BENG-NYONG(14), BAKOUKOU(6), MAYOS(5), NGOUNGOU I(6), MBENG(12), KOUKOU(10)
			Subvention des activités génératrices de revenus de 270 personnes vulnérables	LIKONGUE (20), NGOUIMAKONG(30), BITOUTOUC(60), NGWATE(90), NGONG(13), MINKOT-MBEM(35), NGOMBAS II(5), MOM II(2), MBOGLOM(15)
			Etablissement des cartes d'invalidité à 180	SONG-NTAP(2), NGWATE(135), NGONG(7), MOM I(8), KAYA(3), BENG-NYONG(17), MBANDJOCK(4),



PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
			personnes vulnérables	MBOGLOM(3, NGOUNGOUM I(1)
			Prise en charge de 27 grands malades	MOM I(3), NDJANTIBDA(2), NGOMBAS II(2), EKOADJOM(1), LIBAMBA(10), BIKOUKOUND(5), KOUKOUM(4)
			- Vulgarisation des textes en faveur des handicapés	E.U
			- Insertion socio professionnelle des personnes vulnérables	E.U
			- Prise en compte de l'approche handicap dans la construction des édifices publics	E.U
			Formations professionnelles de ..... (artisanat, musique, ...) et spécialisées (langage de signes, braye,...)	E.U, LOM(5)

## **SECTEUR 9 : EAU ET ENERGIE**

<b>PROBLÈMES</b>	<b>CAUSES</b>	<b>EFFETS</b>	<b>BESOINS</b>	<b>VILLAGES CONCERNÉS</b>
Difficultés d'accès à l'eau potable	<p>Insuffisance de points d'eau potable dans la Commune</p> <p>Existence des Points d'eau non fonctionnels</p> <p>Sources naturelles non aménagées</p> <p>Non maîtrise des techniques de potabilisation d'eau</p> <p>Mauvais suivi d'entretien des points d'eau</p>	<p>Consommation des eaux souillées</p> <p>Récurrence des maladies hydriques</p>	Extension du réseau CDE	E.U
			Réhabilitation des bornes fontaines	E.U
			Sensibilisation et formation de la population sur les techniques de potabilisation d'eau (4sessions//an)	E.U, ET TOUS LES VILLAGES
			Réhabilitation/repairation de (04) forages/puits en panne	KOUKOU(2), BIKOUKOUND(1), NGWATE(1)
			Aménagement de (31) sources d'eau	NGOUNGOU I(3), MBOGLOM(3), NGOUNGOU II(4), NGONG(3), NGOUIMAKONG(15), MBEMNDJOCK,(3)
			Rehabilitation /construction de 03 adduction d'eau	BIKOUKOUND(1), EKOADJOM(1), BAKOUKOU(1),
			Construction de 23 nouveaux puits	MANGO'O(10), NGOUNGOU I(1), NGWATE(3), SONG-NTAP(3), NGOUIMAKONG(6)
			Construction de 109 nouveaux forages	E.U (4)LEP MAMB(5), MBENG(5), BIKOUKOUND(1), MBOGLOM(4), NGOMBAS I(3), MBANDJOCK(4), MAYOS(5), LIBAMBA(3), BAKOUKOU(7), SONG-BAYA(5), BENG-NYONG(2), MBAHGUE(2), MOM II(1), NGOMBAS II(5), MABOUN(5), NDJANTIBDA(3), NGOUNGOU II(2), KABO(5), LOM(3), MINKOT-MBEM(5), NGONG(4), SEPP(2), LEP LIBONG(1), NGWATE(5), BITOUTOUCK(3), BOUMNKOK(3), NKONGUI(3), LIKONGUE(5),

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
				MBEMNDJOCK,(4)
Difficulté d'accès à l'énergie électrique	<p>Couverture insuffisante du réseau électrique</p> <p>Manque d'information sur l'accès aux sources d'énergies renouvelables</p> <p>Délabrement des infrastructures existantes</p> <p>Coût élevé des groupes électrogènes</p> <p>Insuffisance des moyens financiers</p>	<p>Difficultés à pratiquer les AGR</p> <p>Utilisation des lampes tempêtes</p> <p>Dépenses énormes pour l'achat du pétrole lampant</p> <p>Faible développement du commerce</p> <p>Exode rural</p>	Extension / installation du réseau électrique MT 231 km	<p>MANGO'O(tout le village15), MBENG(tout le village15km), BIKOUKOUND(tout le village10), MBOGLOM( E.P ngwate-mboglom centre,-nkongndjock-mboglom quartier 18km), MBANDJOCK( tout le village15km), SONG-BAYA( tout le village15km), BENG-NYONG( tout le village12km), NGOMBAS II( tout le village15), MABOUN(tout le village15), NDJANTIBDA(7), MANDOGA (tout le village16km), NGONG( tout le village 33), LEP LIBONG( quartiers ngockhou,songbeng, ngonde, sillom, si kombe, nsim, mboumbang, eyobapabe10km), BITOUTOUCK(quartiers bitoutougk II, sonkot, sonbot, sillom10km), LIKONGUE(tout le village 25km), MBEMNDJOCK( tout le village15)</p>
		<p>Difficultés à transformer les produits agricoles</p> <p>Sous information</p> <p>Maladies de la vue</p> <p>Faible diversification de loisirs</p> <p>Oisiveté</p> <p>Frein aux études</p> <p>Appauvrissement</p> <p>Difficulté de conservation des produits</p>	Extension/installation du réseau électrique BT 211 km	<p>KOUKOUM(2), MAMBANDO(à det 3), NGOMBAS I( quartiers songlibom,ndjocknkong, nlega, pa'aman25km), MAYOS( tout le village 15km), LIBAMBA(6), EKOADJOM( quartiers songminyamg, songntep, songtoug, songmanguelle, songbogba, mandoga, mbondo, bibaya15 km), MBAHGUE( quartiers sipia, mbahgue centre, carreffournouind, libogliboa20km), MOM II( à det. 2km), NDJANTIBDA( à det.12km),KAYA( quartiers kaya II, kaya I après l'école, nyong20km), MOM I( quartiers limitrophes à ekoadjom et à ngombas I 2,6km), NGOUNGOUM II( quartiers maben, ntoll, masseng, chefferie10km), MINKOT-MBEM( quartiers chefferie, mandoga, minkot-mbem route 7km), SEPP( quartiers liyomba, songnyobe9km), LEP LIBONG( quartiers si noubi, songbong, koyoplikondosongbiboum4km), NGWATE( quartiers nkonghoss, ngwate centre, 25km), BITOUTOUCK( à det.5km), BOUMNKOK(à</p>

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
				det7), MINKA(limite avec hondol1km), NKONGUI(5), NGOUIMAKONG( quartiers si liyegue, songbahi, leptom, mapamton, chefferie, log mboa11km), LOM( à det.12km)
			Réhabilitation de 08 transformateurs	KOUKOUM(1), LIBAMBA(2), MBAHGUE(1), NGWATE(2),MINKA(2)
			Construction d'une centrale solaire	E.U
			Remplacement de 254 poteaux	NGOUNGOUUM I(6), BAKOUKOUUE(20), KAYA(10), LOM(10), MINKOT-MBEM(60), SEPP(3), NGWATE(60), SONG-NTAP(5), BITOUTOUCK(20), BOUMNKOK(60)
			Remplacement de 12 km de Longueur de basse tension	NGOUNGOUUM I(5), KAYA(0 ,5), NGWATE(6)
			remplacement de 04 km de Longueur de moyenne tension	NGWATE(4)
			Vulgarisation des technologies liées aux énergies renouvelables	E.U
			Aménagement(installation) de l'éclairage public dans le centre urbain	E.U
			Promotion d'installation des plaques photovoltaïques dans l'espace urbain communal ainsi que dans tous les villages.	E.U

## SECTEUR 10 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Difficultés d'accès à un enseignement secondaire de qualité	<p>Insuffisance d'établissements</p> <p>Insuffisance des salles de classes dans les établissements existants</p> <p>Existence des salles de classe en matériau provisoire</p> <p>Faible dotation de l'Etat</p> <p>insuffisance de tables bancs</p> <p>Insuffisance d'enseignants qualifiés</p> <p>inexistence de points d'eau potable</p> <p>inexistence de salles d'informatique</p>	<p>Mauvaises conditions de fréquentations</p> <p>Longues distances à parcourir</p> <p>faibles performances scolaires</p> <p>Exode rural</p> <p>Découragement et abandon</p> <p>Déperditions scolaires</p>	Création et Construction de 14 nouveaux CETIC :	LIKONGUE, BOUMNKOK, LEP LIBONG, NGOUIMAKONG , MBAHGUE, SONG-BAYA, EKOADJOM, LIBAMBA, MAYOS, NGOMBAS I, MANBANDO, BIKOUKOUND, MBENG, MANGO'O
			Création et Construction de 15 CES	BOUMNKOK, BITOUTOUCK, SONG-NTAP, NGOUIMAKONG, MINKOT-MBEM, KAYA, NDJANTIBDA, MABOUN, NGOMBAS II, MOM II, MBANDJOCK, MBOGLOM, MANGO'O, KOUKOUM, LEPMAMB
			Création et Construction d'un 01 lycée d'enseignement général ou technique	NGONG
			Construction et équipement d'une (1) infirmerie	EU(1)
			affectation de nouveaux enseignants (78) dans les collèges et lycées	NGWATE(4), SEPP(4), MBENG(6), MBEMNDJOCK,(6), EU(58)
			affectation de trois 03 personnels d'appui	EU(3)
			Construction de 26 nouvelles salles de classes dans les CES et lycées	MINKA(06), NGWATE(3), SEPP(2), MOM I(1), MBENG(2) MBEMNDJOCK,(2), EU(10)
			Construction de 24 latrines dans les établissements	MINKA(1), NGWATE(2), MBENG(6), MBEMNDJOCK,(3), EU(12)
			Construction de 05 points d'eau dans les établissements scolaires	MINKA(1),NGWATE(1), MOM I(2), MBENG(1), MBEMNDJOCK,(1)
			Eclairage public vers la paroisse sur 1 km	EU
Dotation de 193tables bancs dans les établissements	MINKA(7), MOM I(11), EU(175)			

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
			Construction de 07 clôtures dans les établissements	MINKA(5), MOM I(2)
			Construction de 10 logements d'astreinte dans les établissements (46) :	MINKA(5), MOM I(3), MBENG(2)
			Construction et équipement d'une 01 bibliothèque	MBENG(1)
			Construction d'un 01 bloc administratif	NGWATE(1), MBEMNDJOCK,(1)
			Construction et équipement de 1salles d'informatique dans les établissements :	NGWATE(1)
			Reboisement de 03 établissements	MINKA(1), MOM I(2)
			Aménagement d'une 02 aire de jeu	MINKA(1), MBEMNDJOCK,(1)
			Dotation de 9 bacs à ordures	MINKA(5), MOM I(4)
			Octroi d'un 01 bus de transport d'élèves	NGOMBAS I
			Dotation de 10 ordinateurs dans les collèges et lycées	MBENG(5), EU(5)
			Equipement en matériel des ateliers de : menuiserie, génie civil, I.H, électrotechnique, E.S.F, salle de bureautique, salle multimédia	EU(1)
			Dotation d'un (01) photocopieur	EU
			Dotation de neuf (09) chaises et neuf (09) tables de bureau	EU

**Secteur 11 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE**

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Difficultés d'accès à un emploi décent et à la formation professionnelle	Absence de structures de formation professionnelle  Insuffisance des SAR/SM  Insuffisance de structures d'emploi dans la commune Passivité des jeunes  Absence de projets à forte demande de main d'œuvre	Déversement des jeunes dans la conduite de la moto taxi  Création des petits jobs  Déversement des populations dans les petits métiers de subsistance  Exode rural  Alcoolisme  tabagisme  oisiveté  vice  débrouillardise  faible autonomie  faible prise en charge	Création d'un centre de métier	
			Création et construction de 27 centres de formation professionnelle (menuiserie, maçonnerie, électricité, informatique, agriculture, élevage...)	LEP MAMB, MANGO'O, MBENG, BIKOUKOUND, MAMBANDO, NGOUNGOUM I, NGOMBAS I, MBANDJOCK, MAYOS, EKOADJOM, BAKOUKOUÉ, SONG-BAYA, MBAHGUE, MOM II, NGOMBAS II, MABOUN, NDJANTIBDA, NGOUNGOUM II, KABO, LOM, MINKOT-MBEM, NGOUIMAKONG, SEPP, LEP LIBONG, BOUMNKOK, NKONGUI, LIKONGUE, MBEMNDJOCK,
			Formation à la mise sur pied des PME	LEP MAMB, MBOGLOM, NGOMBAS I, BENG-NYONG, MABOUN, KABO, LOM, NGONG, SEPP, NGWATE, MBEMNDJOCK,
			Promotion de l'auto emploi	
			Création de 06 autres centres de formation professionnelle (auto – école(03), SAR/SM(03) )	E.U, KOUKOU, BENG-NYONG
			Construction de 06 salles de classes dans les centres de formation existants	MOM I(6)
			Equipement des centres existants (Lycée technique, CMPJ) cf. DEUC	E.U
			Augmenter la capacité d'accueil du CMPJ cf. DEUC	E.U
			- Diversification des formations dans les centres existants cf. DEUC	E.U

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
			- renforcement du personnel dans les centres existants	E.U( ), MOM I(4)
			Création de 02 unités de transformation des produits agricoles	LEP LIBONG, NGOUNGOUUM II
			Construction d'une salle d'atelier multidisciplinaire équipée dans les centres de formation existants	MOM I(1)



## SECTEUR 12 : TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Difficulté d'accès à la sécurité sociale	Précarité de l'emploi	Conditions de retraite précaires	Sensibilisation des populations sur les politiques de sécurité sociale en vigueur (affiliation « assurance » volontaire)	LIKONGUE, NKONGUI, MINKA, BOUMNKOK, SONG-NTAP, NGWATE, LEP LIBONG, SEPP, NGOUIMAKONG, NGONG, LOM, KABO, MOM I, KAYA, NDJANTIBDA, MABOUN, NGOMBAS II, MOM II, MBAHGUE, BENG-NYONG, SONG-BAYA, BAKOUKOUÉ, EKOADJOM, LIBAMBA, MAYOS, MBANDJOCK, NGOMBAS I, MBOGLOM, NGOUNGOUM I, MAMBANDO, BIKOUKOUND, MBENG, KOUKOUM, MBEMNDJOCK,
	Faible couverture sociale		Organisation des travailleurs en syndicats	Minkot-mbem, mom I, Beng-Nyong,
	Mauvaises conditions de travail		Création d'un service déconcentré de la CNPS	Minkot-mbem
	Irrégularité et médiocrité des salaires	Misère et pauvreté totale	Création au centre urbain d'une caisse pour paiement des pensions retraite	
	Matériel de travail précaire		Dotation en EIP (gilet de sauvetage, bouées..)	BITOUTOUK, LEP LIBONG,
	Outillage des agriculteurs rudimentaire	Forte dépendance de l'employé	Dotation en EIP (combinaison, bottes, lunettes de protection, gangs)	NGOUIMAKONG, NGOUNGOUM II, MBAHGUE, BAKOUKOUÉ, MBANDJOCK, NGOMBAS I, , NGOUNGOUM I, MAMBANDO, BIKOUKOUND, MBENG, MANGO'O,
	Non bénéficiaire des prestations sociales		Dotation en EIP (casques, parapluies pour moto, manteau)	E.U, NGOUNGOUM II, NGOUNGOUM I
	Non bénéficiaire de la couverture sanitaire		-Affiliation des travailleurs à la CNPS	E.U
	Non bénéficiaire de la pension vieillesse, d'invalidité et de décès		-Revalorisation et paiement réguliers des salaires des cheminots	E.U
	Non bénéficiaire des soins de santé en cas d'accident de travail			

			- Instauration du port obligatoire des EIP (moto taximen, cheminot...)	E.U
			Souscription d'une police d'assurance pour tous les travailleurs (euses)	E.U
			-Création d'une mutuelle de santé	E.U, NKONGUI, MINKA, LEP LIBONG, NGOUIMAKONG, MINKOT-MBEM, LOM, KABO, MABOUN, MOM II, MBAHGUE, LIBAMBA, NGOUNGOU I, MAMBANDO, MANGO'O, MBEMNDJOCK,

## SECTEUR 13 : TOURISME

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Difficulté à promouvoir le tourisme	<p>Manque de politiques et d'initiatives communales</p> <p>Absence des guides touristiques</p> <p>Faible intérêt pour l'activité touristique</p> <p>Absence de structures de restauration de qualité acceptable</p> <p>Absence de structures d'hébergement</p> <p>absence de carte touristique</p> <p>Insuffisance de moyens financiers</p> <p>Faible promotion de la culture locale</p>	<p>Sites touristiques non aménagés</p> <p>Localité peu attractive</p> <p>Faible épanouissement</p> <p>Manques à gagner</p>	Création d'un office communal de tourisme	
			Elaboration d'une carte touristique de la commune	
			construction d'une cité communale	
			Aménagement et promotion de 92 sites touristiques (chutes ; réserve forestières, grottes)	<p>LEP MAMB(14) , KOUKOUM(5), MANGO'O(1), MBENG(1), BIKOUKOUND(5), MAMBANDO(4), NGOUNGOUN I(1), MBOGLOM(5), NGOMBAS I(4), MBANDJOCK(5), MAYOS(3), EKOADJOM(3), BAKOUKOU(3), SONG-BAYA(2), BENG-NYONG(2), MBAHGUE(4), MABOUN(3), NDJANTIBDA(2), KAYA(3), NGOUNGOUN II(1), KABO(3), LOM(1), NGONG(1), NGOUIMAKONG(1), SEPP(1), LEP LIBONG(1), NGWATE(1), BITOUTOUCK(4), BOUMNKOK(1), MINKA(7), MBEMNDJOCK(1),</p>
			Création des camps de vacances pour les enfants	
			Création de 20 sites touristiques	<p>MAMBANDO(2), NGOUNGOUN I(1), LIBAMBA(2), EKOADJOM(1), MOM II(2), NGOMBAS II(2), MOM I(1), NGOUIMAKONG(2), SONG-NTAP(3), BOUMNKOK(2), NKONGUI(1), LIKONGUE(1),</p>
			Aménagement de (121km) voies d'accès aux sites	<p>LEP MAMB(14), KOUKOUM (5), MANGO'O(2), MBENG(2), BIKOUKOUND(4), MAMBANDO(3), NGOMBAS I(4), MBANDJOCK(5), MAYOS(3), EKOADJOM(3), BAKOUKOU(4), SONG-BAYA(3), BENG-NYONG(6), MBAHGUE(6), MABOUN(5), NDJANTIBDA(3), KAYA(6), NGOUIMAKONG(2) KABO(6), LOM(3) , NGONG(2), SEPP(1), LEP LIBONG(3), NGWATE(2),</p>

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
				BITOUTOUCK(8), BOUMNKOK(2), MINKA(14)
			Aménagement des espaces verts	E.U
			Construction des Auberges et Motels	E.U
			Organisation des foires gastronomiques	
			Recensement et viabilisation des ZEF (Collines, marécages)	

## Secteur 14 : FORET ET FAUNE

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Faible préservation des essences floristiques et des espèces fauniques	<p>Chasse non contrôlée des espèces</p> <p>Coupe non contrôlée du bois</p> <p>Pratique d'une agriculture itinérante et sur brulis</p> <p>Irrégularité des contrôles forestiers</p> <p>Insuffisance du personnel au poste forestier</p> <p>Absence de socle armurier de Makak</p> <p>Exploitation illégale des essences</p> <p>Agriculture sur brulis</p>	Augmentation des températures	Création d'une 01 forêt communale	E.U
		Présences des vents violents	Création de 12 forêts communautaires	LIKONGUE(1), BOUMNKOK(1), NGWATE(1), NGONG(1), MINKOT-MBEM(1), NDJANTIBDA(1), MABOUN (1), NGOMBAS II(1) BENG-NYONG(1) , SONG-BAYA(1), MAYOS(1), MBEMNDJOCK,(1)
		Expositions des habitations aux intempéries	Sensibilisation des populations sur la gestion de la forêt et de la faune : 04 séances/an)	LIKONGUE, NKONGUI, SEPP, NGONG, MBAHGUE, BAKOUKOU, NGOMBAS I, NGOUNGOUM I, MANGO'O
		Destruction de la biodiversité	Création des 25 pépinières 1000 plant essences forestières variées pour reboisement	NKONGUI, MINKA, BITOUTOUK, SONG-NTAP, NGWATE, LEP LIBONG, SEPP, NGOUIMAKONG, NGONG , MINKOT-MBEM, LOM, NGOUNGOUM II , MOM I, KAYA, MOM II, MBAHGUE, EKOADJOM, LIBAMBA, NGOMBAS I, NGOUNGOUM I, MAMBANDO, BIKOUKOUND, MBENG, KOUKOU, LEPMAMB
		Perturbations climatiques	Accroissement des contrôles forestiers et fauniques	NGWATE, LEP LIBONG, BENG-NYONG, MAYOS, MBOGLOM, MANGO'O
		Raréfaction de certaines espèces fauniques et floristiques	Création et construction de 04 postes forestiers	LEP LIBONG, KABO, MBANDJOCK, BIKOUKOUND
		Bouleversement des températures et des précipitations	Réhabilitation d'un 01 poste forestier	BAKOUKOU,
		Bouleversement du calendrier agricole	Vulgarisation des nouvelles techniques agricoles	
		Disparition de certaines plantes médicinales		
		Déséquilibre écologique		
Dévastations des cultures par les vents violents				
Faible productivité agricole				

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
			Rétrocession des réserves forestières de MAKAK et du NYONG à la Commune	E.U
			- Constitution du socle armurier de MAKAK	E.U

**SECTEUR 15: ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE**

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Difficulté de préservation de la nature et de l'environnement	Absence de décharge pour déchets ménagers	Disparition des espèces fauniques et des essences rares  Tendance à la hausse des températures  Instabilité du climat  Bouleversement du calendrier agricole  Maladies diverses  Recrudescence des maladies respiratoires  Aridité progressive des sols  Faible rentabilité agricole  Pollution sonore et de l'air	Éducation des populations à la protection de l'environnement (02 séances / an),	E.U, LEP MAMB, KOUKOU, MANGO'O, MBENG, BIKOUKOUND, MAMBANDO, MAYOS, LIBAMBA, EKOADJOM, BAKOUKOU, SONG-BAYA, BENG-NYONG, MBAHGUE, MOM II, NGOMBAS II, NDJANTIBDA, KAYA, MOM I, NGOUNGOU II, , NGOUIMAKONG, SEPP, SONG-NTAP, BOUMNKOK, MINKA, NKONGUI, LIKONGUE, MBEMNDJOCK,
	Émission de nuages de fumée des locomotives de passage ou en escale à la gare ferroviaire		Création et construction d'une délégation du MINEP à Makak	TOUS LES VILLAGES
	Dépôt et déchets des troupeaux en transhumance ou en quête de pâturage		Dotation de 20 foyers améliorés	LEP MAMB(4), BAKOUKOU(4), NKONGUI(4) NGOMBAS II(4), MBEMNDJOCK,(4)
	Coupe non contrôlée des essences floristiques et des espèces fauniques		Achat et disposition à toutes les grandes artères et carrefours de 32 bacs à ordures	LOM(6), NGONG(6), NGWATE(10), BITOUTOUK(10)
	Ignorance des dispositions de protection de l'environnement		Construction d'03 décharges (municipale ou communautaire)	E.U, MABOUN, NGOUNGOU II,
	Faible sensibilisation des pouvoirs publics		Mise en place de 10 dispositifs de collecte, Ramassage, tri, Transport et élimination des déchets	NGOMBAS I, BAKOUKOU, BENG-NYONG KABO, LOM, MINKOT-MBEM, NGONG, LEP LIBONG, BOUMNKOK, NKONGUI, MBEMNDJOCK,
	Mauvaise gestion des déchets ménagers		Récupération d'articles en plastique et recyclage en pavés ou tuiles par la Commune	E.U,
	Pratique d'une agriculture sur brûlis		Aménagement de 08 espaces verts	E.U (3), MANGO'O, MBENG, NGOUNGOU I, NGONG, NGWATE
	Feux de brousses			

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
			Construction de 06 latrines publiques	LIKONGUE(6)
			Construction de 03 sites de compostage	KAYA, NGOUMAKONG, LEP LIBONG
			-Création de 18 Clubs des Amis de la Nature dans les établissements scolaires	E.U(13), NGOMBAS I, MOM II (2), SEPP, LEP LIBONG



## Secteur 16 :DÉVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Faible organisation dans l'aménagement de l'espace urbain et rural	Absence d'un plan d'urbanisme	Constructions anarchiques des habitations Écroulement des murs des maisons Réfection régulière des maisons Prédominance d'un habitat précaire Promiscuité Insécurité Nombreux cas d'accidents	mise en place d'un plan d'urbanisation et de lotissement	E.U
	Inexistence des équipements d'assainissement (décharge, bacs à ordures et traitements de déchets),		Bitumage de km routes	E.U(6)
	Développement anarchique de l'habitat		Construction des logements sociaux	EU(200)
	Réseau communal d'adduction d'eau défectueux,(borne fontaine)		Sensibilisation et vulgarisation des documents de planification (PSU, Permis de bâtir-permis de lotir-Respect des règles etc.)	TOUS LES VILLAGES
	Prépondérance de routes en terre		Installation de 10 bacs à ordures	EU(10)
	Absence d'éclairage public		Sensibilisation et appui des populations à la construction des toilettes décentes dans les habitations (04 sessions/an)	TOUS LES VILLAGES
	Difficultés de ravitaillement en matériaux de construction		-Réhabilitation de 10 bornes fontaines publiques	EU
	éloignement des points de vente des matériaux de construction		-Achat des engins (niveleuse, pelle....)	
	Accès difficile aux carrières de sable		-Construction d'un cimetière	EU ET TOUS LES VILLAGES
	Typologie d'habitat mal maitrisée		Faciliter l'accès aux matériaux définitifs de construction (parpaings, fers, ciment, sables, pointes, gravier, tôles ...)	
	Faible pouvoir d'achat		Construction de toilettes publiques et des	EU(20)
	Mauvis état des routes (chaussée en terre)			
Absence de logements sociaux				
Absence de cité municipale				
Non-respect des normes de construction des habitations				

			latrines	
			Installation de l'éclairage public sur le long des axes routiers	EU, ET TOUS LES VILLAGES
			Formation à l'utilisation des matériaux locaux construction	TOUS LES VILLAGES
			dotation de 195 pressoirs à briques de terres (soit 5/village)	TOUS LES VILLAGES
			dotation de 195 moules à parpaings (soit 5/village)	TOUS LES VILLAGES

## SECTEUR 17 :DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Difficultés dans la conservation du patrimoine foncier	Acquisition coutumière des terres		<b>-Délimitation du périmètre urbain</b>	E.U
	faible vulgarisation des textes par l'Administration		Réalisation d'une ébauche de Plan d'urbanisme	E.U
	faible sensibilisation des populations		<b>- Elaboration d'un plan d'urbanisation</b>	
	Ignorance des procédures d'immatriculation des terres	Multiplication des litiges fonciers	Déclaration d'utilité publique	
	Faible mise en valeur des terres	Exposition des terres à la braderie et aux ventes illicites	Octroi d'un titre foncier au profit de la Mairie	
	Transactions foncières clandestines		Vulgarisation des procédures d'obtention du titre foncier	E.U, et tous les villages
	Inexistence d'un patrimoine foncier communal	non Utilisation rationnelle de l'espace	Erection des chefferies en organe de relais du service du MINDAFF	Tous les villages
	Absence de délimitation de l'espace urbain		<b>Elaboration d'un plan cadastral</b>	
	Absence de lotissement	Risque d'expulsion sans dédommagement	Organisation de 02 séances /an des campagnes sensibilisation des populations sur l'importance de la sécurisation des terres	
	Absence de plan d'urbanisation	Contestation de propriété	Création d'un service (d'une délégation) du cadastre et affaires foncières a MAKAK	Demande de tous les villages
	Manque de document graphique de planification urbaine		-Accompagnement des demandeurs de titre fonciers	E.U
Absence d'un plan de gestion durable des terres		- Lotissement de l'espaceurbain		

**SECTEUR 18 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION**

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Difficulté à promouvoir la recherche et l'innovation	<p>Absence d'un centre de recherche</p> <p>Absence de politique pour la promotion de la recherche</p> <p>Manque d'appui financier et d'encadrement pour la recherche</p> <p>Désintérêt de la jeunesse pour la recherche</p> <p>Manque de formation et d'information sur les nouvelles techniques et technologies</p> <p>Difficultés d'accès aux produits de la recherche (semences améliorées, informatique, énergie solaire, ...)</p>	<p>Ignorance des potentialités géologiques et minières</p> <p>Sous- exploitation des PFNL</p> <p>Ignorance des potentialités des plantes médicinales</p> <p>faible exploitation des potentialités florales</p> <p>fable développement de la pharmacopée locale</p> <p>Faible production agricole</p>	Facilitation de l'accès aux semences améliorées	E.U ET TOUS LES VILLAGES
			Création d'un mini centre de recherche agronomique	E.U
			Création d'un service du MINRESI à Makak	TOUS LES VILLAGES
			Organisation des descentes de prospection du sol et sous-sol	NGOUNGOUUM II
			création de 03 champs expérimentaux (pépinière de plantes médicinales,...)	BOUMNKOK, MINKOT-MBEM, MBEMNDJOCK,
			Appui à l'exploitation des plantes médicinales (programme d'appui à la recherche)	TOUS LES VILLAGES
			Formation des populations sur des thématiques spécifiques (multiplication des variétés, technique de lutte contre l'érosion, amélioration de la fertilité des sols, analyses et conditionnement des produits agricoles et forestiers non ligneux)	E.U ET TOUS LES VILLAGES

## SECTEUR 19 : COMMERCE

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Difficulté à développer une activité commerciale	Insuffisance de marchés périodiques dans les villages	Faible pouvoir d'achat	Construction d'un centre commercial communal	E.U
	Absence de chambre froide	Faibles revenus	Aménagement moderne des marchés existants : (clôture (4), toilettes(10), point d'eau(4), électricité et éclairage public(4), rampe d'accès pour handicapés(6), dispositifs de traitement des déchets(4)	E.U, MINKA, MOM I, BAKOUKOUE,
	Mauvais état des d'infrastructures marchandes (comptoir, boutique, hangar, abattoir, gare routière	Rareté des produits de premières nécessités	Construction et équipement de 04 chambres froides	E.U(1), BAKOUKOUE(1), MINKA(1), MOM I(1)
	Marché urbain insuffisamment aménagé (clôture, toilettes, point d'eau, électricité et éclairage public,)	Exposition des produits aux intempéries	Construction et équipement de 06 poissonneries	E.U(3), BAKOUKOUE(1), MINKA(1), MOM I(1)
	Eloignement des lieux d'approvisionnement	Découragement dans la pratique du commerce	Construction et équipement de 03 boucheries	E.U(1), MINKA(1), MOM I(1)
	Manque de formation des populations dans la mise en œuvre des AGR	Braderie des produits	Construction de 15 boutiques	E.U(10), BAKOUKOUE(2), MINKA(1), MOM I(2)
	Difficulté de ravitaillement en produits	Perte des produits par pourrissement	Construction de 125 comptoirs	E.U(40), BAKOUKOUE(20), MINKA(30), MOM I(35)
	Faible organisation de la population (Individualisme)	Difficulté de stockage	Construction de 06 hangars	E.U(2), BAKOUKOUE(1), MINKA(1), MOM I(2)
	Mauvais état des routes	Coût élevé des articles	Construction de 03 gares routières	BAKOUKOUE(1), MINKA(1), MOM I(1)
	Coupures intempestives du courant	Manques à gagner	Construction de 05 magasins	E.U(2), BAKOUKOUE(1), MINKA(1), MOM I(1)
			Construction de 04 parcs à bétail	E.U(1), BAKOUKOUE (1), MINKA(1), MOM I(1)
			Construction de 03 abattoirs	BAKOUKOUE(1), MINKA(1), MOM I(1)

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
	électrique		Création et construction de 27 marchés périodiques (26 hangars)	LEP MAMB, KOUKOUM, MANGO'O, MBENG, NGOUNGOUN I, MBOGLOM, NGOMBAS I, MAYOS, LIBAMBA, EKOADJOM, SONG-BAYA, MBAHGUE, MOM II, NGOMBAS II, MABOUN, NDJANTIBDA, KAYA , NGOUNGOUN II, MINKOT-MBEM, NGONG, SEPP, LEP LIBONG, NGWATE, SONG-NTAP, BOUMNKOK, LIKONGUE, MBEMNDJOCK,

## SECTEUR 20 : JEUNESSE

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Faible épanouissement de la jeunesse	Absence de bâtiment propre à la délégation d'arrondissement de la jeunesse  Absence de structures de loisirs  Absence de foyers culturels et centre de jeunesse  Difficulté d'accès au crédit et au financement  manque de formation professionnelle	Oisiveté  Chômage  Faibles revenus  Vagabondage sexuel  Exode rural  Débrouillardise  Vice et ennui	Construction d'une délégation de la jeunesse	E.U
			Appui financier à l'initiative des jeunes	E.U, NKONGUI, NGWATE, LEP LIBONG, SEPP, MINKOT-MBEM, NDJANTIBDA, MABOUN, MBANDJOCK, NGOMBAS I, MBOGLOM, MANGO'O, MBEMNDJOCK,
			Création et Construction de (08) centres multifonctionnels des jeunes	SEPP, MINKOT-MBEM, BAKOUKOUÉ, EKOADJOM, LIBAMBA, NGOUNGOUM I, BIKOUKOUND, MBENG
			Création et Construction d'un (01) centre d'alphabétisation fonctionnel	NKONGUI
			Construction d'un centre de métiers à MAKAK	
			Equipement du CMFPJ (cf. deuc)	E.U
			Diversification de la formation au CMPJ (cf. deuc)	E.U
			- sensibilisation des jeunes aux dangers auxquels ils sont exposés (alcoolisme, tabagisme, drogue)	E.U, LIKONGUE, NKONGUI, BOUMKOK, NGWATE, LEP LIBONG, MBAHUE, NGOUNGOUM I
			- organisation des cours du soir	E.U
			-Education citoyenne des jeunes	E.U, LIKONGUE, NKONGUI, BOUMKOK, NGWATE, LEP LIBONG, BAKOUKOUÉ, MBAHUE,
-Renforcement du personnel d'encadrement ( )	E.U			
Renforcement de l'encadrement par	MINKA(1), BOUMKOK(1), BITOUTOUC(1), SONG-NTAP(1), NGWATE(1), LEP LIBONG(1), NGONG(1),			

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
			l'affectation des 26 animateurs des jeunes	MOM I(1), MINKOT-MBEM(1), LOM(1), KABO(1), NGOUNGOUM II(1), NDJANTIBDA(1), NGOMBAS II(1), MOM II(1), BENG-NYONG(1), SONG-BAYA(1), EKOADJOM(1), MAYOS(1), NGOMBAS I(1), NGOUNGOUM I(1), MAMBANDO(1),BIKOUKOUND(1), MANGO'O(1), KOUKOUM(1), LEP MAMB(1)
			Aménagement de 02 aires de loisirs pour jeunes dans les villages	E.U, MBAHGUE,
			Construction de 04 foyers de jeunes	NGOUNGOUM II, KAYA, MBAHGUE, KOUKOUM
			Construction et équipement des bureaux du conseil national de la jeunesse	E.U



## SECTEUR 21 :SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Difficulté à développer les activités sportives	Insuffisance d'infrastructures sportives	Perte des talents Maladies, rhumatisme Alcoolisme Faible épanouissement insuffisance de sources de distraction	Construction et équipement de 21 plate-formes multi disciplinaire (aires de jeux)	KOUKOUM, MANGO'O, MBENG, BIKOUKOUD, MAMBANDO, NGOUNGOU I, NGOMBAS I, LIBAMBA, MBAHGUE, BAKOUKOUÉ, MABOUN, NDJANTIBDA, NGOUNGOU II, KABO, LOM, MINKOT-MBEM, MOM I, LEP LIBONG, NGWATE, SONG-NTAP, BOUMNKOK,
	Faible implication et intérêt des jeunes		Aménagement de 18 terrains de football existants (terrassement, nivellement, traçage, toilettes, points d'eau, poteaux, filets, tribunes....)	E.U, LEP MAMB(1), MANGO'O(1), BIKOUKOUD(1), MBOGLOM(1), MAYOS(1), SONG-BAYA(1), MOM II, BAKOUKOUÉ(2), NGOMBAS II(1), KAYA(1), NGONG(1), NGOUIMAKONG(1), BITOUTOUCK(1), NKONGUI(1), LIKONGUE(1), MINKA(1), MBEMNDJOCK,(2)
	Absence de services d'encadrement (délégation des sports....)		Octroi de matériels et équipements sportifs (maillot, chaussures, ballon...)	BIKOUKOUND, MAMBANDO, MAYOS, LIBAMBA, EKOADJOM, SONG-BAYA, KAYA, NGOUNGOU II, MOM I, LEP LIBONG, BITOUTOUCK, LIKONGUE, MINKA
	insuffisance d'aires de jeu		Appui technique et financier à l'organisation des manifestations sportives	E.U, LEP MAMB, NGOMBAS I, MBANDJOCK, BENG-NYONG, BAKOUKOUÉ, KABO, LOM, MINKOT-MBEM, NGOUIMAKONG, LEP LIBONG, NGWATEBOUMNKOK,
	aires de jeu non aménagées		Création et construction de 04 centres de formation en discipline sportive	NGOUNGOU I, MBOGLOM, BAKOUKOUÉ, NKONGUI
	absence de grands évènements sportifs		Affectation de 06 animateurs de sport et éducation physique	LIBAMBA, EKOADJOM, MOM II, KAYA, SONG-NTAP, MINKA
	manque d'organisation au niveau communal		- Création et la construction d'une délégation des sports et l'éducation physique	E.U
	Faible implication de l'État			

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
			Construction et équipement d'un complexe sportif (gymnase, stade, salles de fitness...)	E.U

**SECTEUR 22: PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ÉCONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT**

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Difficultés de promotion des PME et l'artisanat	Absence de services d'encadrement (délégation des PME)		Élaborer un fichier des artisans par secteur ou filière	
	Faible capital des artisans	Faible développement de l'économie locale et familiale	Renforcer l'encadrement des artisans (renforcement des capacités)	MINKA, LIKONGUE, NKONGUI, BOUMNKOK, BITOUTOUCK, SONG-NTAP, NGWATE, LEP LIBONG, MOM I, KABO, MOM II, MBAHGUE, EKOADJOM, LIBAMBA, MAYOS, MBOGLOM, MAMBANDO, KOUKOUM, MBEMNDJOCK,
	Faible pouvoir d'achat des populations	Absence d'un marché local de l'artisanat	Appui matériel et financier aux artisans (construction d'atelier, matériel de travail...)	LEP LIBONG, NGOUIMAKONG, LOM, NGOUNGOUUM II, KAYA, NDJANTIBDA, MABOUN, NGOMBAS II, BAKOUKOUÉ, MBAHGUE, SONG-BAYA, MBANDJOCK, NGOMBAS I, BIKOUKOUND, MBENG, MAMBLEP
	Taxes et impôts élevés	Découragement dans la pratique de l'artisanat	Création de deux 02 centres de formation aux métiers artisanaux	E.U, MBENG
	Manque de formation dans la création des PME	Faible production d'œuvres d'art	Création et construction d'une 01 délégation des PME, Économie Sociale et de L'artisanat	E.U
	Manque d'encadrement des artisans	Faibles sources de revenus	Formation des populations aux métiers artisanaux (vannerie, poterie, sculpture, peinture, ....)	E.U, MINKA, NGOUIMAKONG, MOM I, NGOUNGOUUM I,
	Faible demande des produits artisanaux	Prolifération des activités informelles et de la petite débrouillardise	- Améliorer les conditions d'exercice des Artisans (cf attentes des corps de métiers détaillé plus haut)	E.U
	Accès difficile au crédit			
	Conditions précaires d'exercice des activités artisanales			
	Absence d'appuis financiers			
Enclavement				
Absence de foire artisanale				

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
			Création et construction de 02 marchés des produits artisanaux	BAKOUKOUÉ, MBENG
			Formation des populations au montage des projets	E.U, BOUMNKOK, NGONG, NGOMBAS II, KOUKOUM
			Financement des projets de création des PME	NKONGUI, BITOUTOUCK, MBEMNDJOCK,

**SECTEUR 23 :INDUSTRIES, MINES ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE**

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Difficulté à développer l'industrie minière	exploitation difficile des carrières de sable  pistes des carrières de sables non aménagées  manque de moyens matériels et financiers pour extraire le sable et concasser la pierre  Ignorance des ressources minières existantes dans le sous-sol communal  Accès difficile aux gisements de sables  Sous exploitation de la latérite  Non maîtrise des techniques d'exploration et d'extraction minière  Mauvais état des routes	Manques à gagner  faible exploitation des mines  Sites miniers sous exploités  Perte de ressources financières potentielles par la commune  Perte d'opportunités potentielles d'emploi	Création d'une délégation de l'industrie, mine, et développement technologique :	E.U
			Ouverture/création de 50 km de voies d'accès au potentiel site miniers (carrières....)	LEP MAMB(3), KOUKOUM(3), MBANDJOCK(3), LIBAMBA(3), BENG-NYONG(4), NGOMBAS II(3),KAYA(3), NGOUNGOU II(3), KABO(3), MINKOT-MBEM(9), NGONG(3), LEP LIBONG(4), NGWATE(3), LIKONGUE(3)
			Acquisition du matériel adéquat pour l'exploitation du sable( benne, pèles, pirogues, pompeuse... )	LEP MAMB, KOUKOUM, MBANDJOCK,MBAHGUE, BAKOUKOUÉ, NGOMBAS II, MABOUN, KABO, LOM, MINKOT-MBEM ,LEP LIBONG, BITOUTOUCK,BOUMNKOK, NKONGUI,LIKONGUE
			Acquisition du matériel adéquat pour l'exploitation de la pierre	MBENG, NGOMBAS I, MBEMNDJOCK,
			Aménagement de 16 carrières	MBENG(1), MBOGLOM(2), NGOMBAS I(2), MAYOS(1), LIBAMBA(1), SONG-BAYA(2), NDJANTIBDA(1),KAYA(1), NGOUNGOU II(2), MOM I(1), NGOUIMAKONG(1), MBEMNDJOCK,(1)
			Recrutement d'une expertise pour l'exploration du sol et du sous-sol communal (prospection et identification des ressources et sites miniers potentiels)	E.U, MANGO'O, BIKOUKOUND, MAMBANDO, NGOUNGOU I, EKOADJOM, MOM II, BAKOUKOUÉ, NGOUNGOU II, NGONG, SONG-NTAP,MINKA
			Création d'une 01 unité de transformation de fruits et légumes	MBAHGUE
			Création d'une01 unité de transformation de palmiste	MBAHGUE

## Secteur 24 : TRANSPORT

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Transport intra et inter urbain inconfortable			Réhabilitation de la gare routière fonctionnelle de makak	E.U
	Forte dégradation du réseau routier	Mauvaises conditions de voyage	Aménagement des routes et pistes (internes et de liaison entre les villages)	MINKA, LIKONGUE, NKONGUI, BOUMNKOK, BITOUTOUCK, SONG-NTAP, NGWATE, LEP LIBONG, SEPP, MINKOT-MBEM, LOM, KABO, NGOUNGOU II, KAYA, NDJANTIBDA, MABOUN, NGOMBAS II, MOM II, MBAHGUE, BENG-NYONG, MAYOS, MBANDJOCK, NGOMBAS I, MBOGLOM, MAMBANDO, BIKOUKOUND, MANGO'O, LEP MAMB
	Coût élevé du transport	Dépérissement des produits agricoles		
	Vétusté des moyens de transport (véhicules)	Braderie des produits agricoles		
	Absence de gare routière aménagée	Prolifération des motos taxis		Respect des normes de transport
	Absence de formation au code de la route des conducteurs de moto taxi	Accidents de moto		Achat d'un bac pour la traversée du NYONG
	Prolifération des motos taxi	Insécurité des voyageurs		Dotation des transporteurs en EIP(casques, parapluies, manteau...
	Insuffisance des pirogues sur le NYONG	Inconfort des voyageurs		Construction de 04 centres de formation en conduite automobile (auto-ecole....)
	Absence de bac sur le NYONG	Difficulté d'évacuation des produits		Construction d'un 01 poste météorologique
		Coût élevé du transport		Harmonisation et application des tarifs de transport
	Forte utilisation du train		Construction des ponts	BITOUTOUCK(FC.TP)

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
			Construction de 15 gares routières	LIKONGUE, NKONGUI, NGWATE, SEPP, MOM I, KABO, NGOUNGOUM II, BAKOUKOUÉ, MBAHGUE, NGOMBAS I, MBOGLOM, NGOUNGOUM I, KOUKOUM, LEP MAMB, MBEMNDJOCK,
			Bitumage/revêtement des routes	EKOADJOM
			<p>Formation des conducteurs de mototaxi</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Promouvoir la création des autos écoles</li> <li>-Exiger les EPI (casque, parapluie....)</li> <li>-Acquisition des taxis par la commune</li> <li>-Revêtement des routes urbaines</li> <li>-Extension du réseau routier urbain</li> <li>-installation des barrières au passage à niveau</li> <li>-installation d'un grillage de sécurité le long de la voie ferrée</li> </ul>	E.U

**SECTEUR 25 :POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATION**

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS	
Difficulté d'accès aux services de télécommunications de qualité	<p>Coupures électriques intempestives</p> <p>Couverture parcellaire des réseaux téléphoniques</p> <p>Enclavement</p> <p>Services de la CAMPOST peu satisfaisants</p> <p>Personnel de la CAMPOST insuffisant</p> <p>Insuffisance du réseau téléphonique</p>	Difficultés de communiquer dans les villages éloignés	Construction de 11 télé-centres communautaires polyvalents	KOUKOUM, NGOUNGOUM I, NGOMBAS I, MBOGLOM, EKOADJOM, BAKOUKOUÉ, NGOUNGOUM II, MOM I, SEPP, LEP LIBONG, MINKA	
			Amélioration de la qualité de la fourniture d'énergie électrique	E.U ET TOUS LES AUTRES VILLAGES ELECTRIFIES	
		Irrégularité des services téléphoniques	Réhabilitation d'une 01 bureau de poste	BIKOUKOUND	
			Création et construction de 03 bureaux de poste	MBOGLOM, NGOMBAS I, MOM I,	
		Nombreux désagréments	Construction et équipement de 04 centres multimédia	NGOMBAS I, BENG-NYONG, MBAHGUE, NGONG, SEPP	
			Installation du réseau NEXTEL,	TOUS LES VILLAGES	
		Accès difficile à Internet	Retard dans la transmission du courrier	Amplification des signaux téléphoniques (ORANGE, MTN, CAMTEL) :	LEP MAMB, KOUKOUM, MANGO'O, MBENG, BIKOUKOUND, MAMBANDO, MBOGLOM, MBOGLOM, MBANDJOCK, MAYOS, LIBAMBA, SONG-BAYA, BENG-NYONG, MOM II, BAKOUKOUÉ, NGOMBAS II, MABOUN, NDJANTIBDA, KAYA, NGOUNGOUM II, KABO, LOM, MINKOT-MBEM, NGONG, SEPP, NGOUIMAKONG, , LEP LIBONG, NGWATE, SONG-NTAP, BITOUTOUCK, BOUMNKOK, NKONGUI, LIKONGUE, MBEMNDJOCK,
					-Faciliter l'accès aux sources d'énergies alternatives
Faible épanouissement	Faible émancipation				



PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
			- Acquisition d'un groupe Electrogène à la CAMPOST	
			Renforcement du personnel de la CAMPOST	E.U,

## SECTEUR 26 : COMMUNICATION

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Difficultés d'accès l'information	Accès difficile aux TIC	Sous information et désinformation Faible épanouissement Faible distraction Difficultés à se cultiver	Création et construction d'une (19) radio communautaire	NKONGUI, NGWATE, LEP LIBONG, NGOUIMAKONG, SEPP, NGONG, MINKOT-MBEM, NGOUNGOU I, BAKOUKOU, MOM II, MBAHUE, EKOADJOM, MBANDJOCK, NGOMBAS I, MBOGLOM, NGOUNGOU I, MAMBANDO, MANGO'O, KOUKOU, MAMBANDO, MANGO'O, KOUKOU,
	Faible couverture des réseaux nationaux radio et télé		Création de 13 point de vente de journaux (kiosques à journaux)	E.U NGWATE, NGONG, MOM I, MINKOT-MBEM, KABO, NDJANTIBDA, BENG-NYONG, EKOADJOM, MBANDJOCK, NGOMBAS I, LEP MAMB, MBEMNDJOCK
	Indisponibilité de la presse écrite		Amélioration de la réception des signaux des radios et télévision nationales (installation d'antennes de relais)	TOUS LES VILLAGES
	Absence de kiosque à journaux		Construction de 02 babillards	MBAHUE, BIKOUKOUND,
	Coupures intempestive du courant		- Mise en place d'une radio communale - Création d'un journal communal - Accéder aux sources alternatives d'énergie	E.U
	Couverture partielle du réseau électrique		Amélioration de la qualité de la fourniture d'énergie électrique	E.U ET TOUS LES VILLAGES ELECTRIFIES

**SECTEUR 27 : ADMINISTRATION TERRITORIALE DÉCENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE**

Problèmes	Causes	Effets	Besoins	Villages Concernés
Difficulté à maintenir la sécurité et l'ordre publics	<p>Insuffisance du personnel à la Gendarmerie</p> <p>Absence d'éclairage public</p> <p>Faible considération de la chefferie</p> <p>Insuffisance des moyens logistiques</p> <p>Ignorance et non-respect de la réglementation</p> <p>Manque d'information, de formation et de sensibilisation sur les droits et devoirs du citoyen</p>	<p>Délinquance juvénile, adulte et sénile</p> <p>Tabagisme, alcoolisme</p> <p>Appauvrissement</p> <p>Agressions</p> <p>Vols</p> <p>Agressions</p>	Plateforme d'échange entre l'administration et les administrés	
			Création et construction de 20 postes de sécurité (gendarmerie ou police)	LEP MAMB, MBENG, BIKOUKOUND, MBOGLOM, MBANDJOCK, MAYOS, SONG-BAYA, BENG-NYONG, NGOMBAS II, NDJANTIBDA, NGOUNGOUN I, KABO, MINKOT-MBEM, SEPP, NGOUIMAKONG, NGWATE, BITOUTOUCK, NKONGUI, LIKONGUE, MBEMNDJOCK,
			Création et construction de 24 centres d'état civil	LEP MAMB, KOUKOUN, MANGO'O, BIKOUKOUND, MAMBANDO, NGOUNGOUN I, NGOMBAS I, MBANDJOCK, MAYOS, SONG-BAYA, MOM II, BAKOUKOU, NGOMBAS II, NDJANTIBDA, KABO, LOM, NGONG, LEP LIBONG, NGWATE, BITOUTOUCK, BOUMNKOK, NKONGUI, MINKA, MBEMNDJOCK,
			Construction d'une 01 chefferie	MBAHGUE
			Création d'un 01 canton (mango'o, Ngoungoum I, Ngoungoum II)	NGOUNGOUN I, NGOUNGOUN II
			Création d'une unité administrative	MOM I
			Affectation d'un 01 personnel au centre d'état civil	KAYA(1)
			Affectation de ( ) personnel dans les postes de sécurité	BOUMNKOK
			Appui matériel et financier aux sinistrés	MBENG, BIKOUKOUND,

Problèmes	Causes	Effets	Besoins	Villages Concernés
			(victimes des intempéries)	
			Mise en place et équipement de 06 comités de vigilance et d'auto-défense	BIKOUKOUND, MBOGLOM, NGOMBAS I, LIBAMBA, SEPP, BOUMNKOK
			Equipement de 02 comités de vigilance et d'auto-défense	KAYA, MBAHGUE
			<b>Dotation aux chefferies des mâts et drapeaux</b>	
			<p>Mise en place des comités de vigilance et d'auto-défense</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Intensification des appuis aux chefs d'établissements scolaires privés confessionnels</li> <li>- Affectation du personnel au poste (commissariat) de sécurité public créé</li> </ul> <p>Pour la S/préfecture</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dotation d'un (01) groupe électrogène, d'un (01) photocopieur, de deux (02) imprimante</li> <li>- Renforcement du personnel</li> <li>- Allocation substantielle des moyens financiers pour faciliter les conditions de travail, séjour, et de résidence de l'autorité administrative</li> <li>- Règlements du différend frontalier entre l'arrondissement de MAKAK et ceux de</li> </ul>	E.U

Problèmes	Causes	Effets	Besoins	Villages Concernés
			NGOUMOU, AKONO, NGOMEZAP  Pour la Brigade  -Affectation de trois (03) gendarmes  - Construction de logements pour le personnel  - Dotation d'un (01) véhicule d'intervention, d'un (01) groupe électrogène, des gilets de sauvetage et autres équipements militaires  Pour le commissariat spécial  -Dotation d'un (01) véhicule d'intervention  -Renforcement du personnel	

## SECTEUR 28 : ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Difficultés dans la prise en charge et dans l'insertion socioprofessionnelle des étudiants	<p>Insuffisance de moyen financier pour la prise en charge par la commune et les familles des étudiants</p> <p>Éloignement des établissements d'enseignement supérieur</p> <p>Absence de structure pouvant faciliter l'insertion des diplômés du supérieur</p>	<p>Abandon forcé des études</p> <p>Vagabondage</p> <p>Oisiveté des jeunes diplômés</p> <p>Abandon des études</p> <p>Pauvreté</p> <p>Chômage</p>	Encadrement des jeunes bacheliers et étudiants à travers des stages de vacances	TOUS LES VILLAGES
			Formation des jeunes diplômés au montage des projets et à l'auto emploi	E.U, NGOUNGOUM II,
			Création et construction d'un 01 institut supérieur d'agriculture et d'élevage	NGOUNGOUM I
			Création et construction de 04 universités	MBOGLOM, NGOMBAS I, NGONG, NGOUIMAKONG,
			- Création d'une association des étudiants de la commune	E.U
			-Appui technique, matériel et financier à l'entreprenariat des diplômés	E.U, MANGO'O
			Organisation des journées d'orientation des jeunes diplômés	SEPP, MANGO'O
			- Octroi des Bourses et dons scolaires communaux	E.U, LIKONGUE, MINKA,BITOUTOUCK, SONG-NTAP,LEP LIBONG, NGOUIMAKONG, SEPP,MOM I, MINKOT-MBEM, LOM, KABO, KAYA,NGOUNGOUM II, NDJANTIBDA, MABOUN, NGOMBAS II, BAKOUKOUÉ, MOM II, MBAHGUE, BENG-NYONG, SONG-BAYA, EKOADJOM, LIBAMBA, MAYOS, MBANDJOCK, NGOMBAS I, MBOGLOM, NGOUNGOUM I, MAMBANDO, BIKOUKOUND, MBENG, KOUKOUN, LEP MAMB, MBEMNDJOCK,

**SECTEUR 29 :VIH/SIDA**

PROBLÈMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES CONCERNÉS
Menace des IST et du VIH SIDA	Utilisation des objets souillés Brassage des populations Insuffisance des préservatifs Vagabondage sexuel Ignorance Absence de CLLS Relâchement des mœurs	Prolifération des IST Stérilité Grossesses non désirées Baisse des productions agricoles Soupçon de sorcellerie Stigmatisation Désorganisation des familles Faible revenu Déperdition scolaire Limitation de l'épanouissement Développement du stress	Organisation des séances (02/an) de sensibilisation et de dépistage des IST/MST, SIDA Prise en charge psychosociale des personnes vivant avec le VIH	

#### 4.5. Tableau de synthèse des 08 microprojets prioritaires [dont 03 économiques et 05 sociaux] par village et au niveau de l'espace urbain.

N°	Villages/ espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Projet prioritaire de chaque village/espace urbain		
		1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	Intitulé du projet	Coût	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 <sup>ier</sup> projet prioritaire)
	<b>ESPACE URBAIN</b>	Élaboration d'un plan d'urbanisme Centre commercial Hôtel de ville	Installation de l'éclairage public solaire 6km	Entretien de la voirie urbaine	Équipement des formations hospitalières :C.M.A , dispensaire Sacré-Cœur, G.I.C santé YOGO, Cabinet médical du centre	Création d'une radio communautaire	Construction d'un marché	Création -d'une pépinière municipale de 20 000 plants améliorés de palmiers à huile	Incubation des poussins et des poules	Élaboration d'un plan d'urbanisme		
1	<b>BITOUTOUK</b>	Construction d'un pont d'une portée de 20 mètres sur le Nyong : Malombo-Bitoutouk	Construction d'un bloc de 03 salles de classe à l'école primaire et d'un bloc maternelle	aménagement de 13 km de route BITOUTOUK 1-BITOUTOUK2 ; BITOUTOUK-LAMAL.	Construction d'un forage à l'école primaire	Extension du réseau électrique aux quartiers bitoutouk2,sonkot , song-bot, sillom 10 km MT et 05 km BT	Construction d'une ferme porcine de 1000 têtes	Création d'une palmeraie de 50.000 pieds	Achat d'un moulin à écraser à gasoil	Construction d'un pont d'une portée de 20 mètres sur le Nyong : Malombo-Bitoutouk		
2	<b>KOUKOUUM</b>	Extension du réseau électrique BT : log-Mbanga03	Construction d'un forage équipé d'une PMH à log-	construction d'un bloc de 02 salles de classe	aménagement de la route Makak- log-	Construction d'un forage équipé d'une PMH à	Construction d'un hangar de	Construction d'un magasin de stockage des	Ouverture de la voie d'accès au Nyong pour	Extension du réseau électrique		



N°	Villages/ espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Projet prioritaire de chaque village/espace urbain		
		1 <sup>er</sup>	2ème	3ème	4ème	5ème	1er	2ème	3ème	Intitulé du projet	Coût	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1ier projet prioritaire)
		km Mangog-ecole 02km Lep-Ndobo-Nguinom 03km	Mbanga Ouest	Ecole Maternelle Publique	Mbanga 15km	l'école primaire	marché	produits agricole	l'exploitation des carrières de sable et de gravier	log-Mbanga03 km Mangog-ecole 02km Lep-Ndobo-Nguinom 03km		
4	<b>BOUMNKOK</b>	Construction d'un bloc maternelle	Construction d'un puits équipé d'une PMH à bagba	Equipement du centre de santé de boumnkok	Construction d'un bloc de 02 salles de classes au cetic	Construction d'un foyer communautaire	Création et Construction d'un marché périodique	Aménagement de la route centre-silom (05)	Construction d' un magasin de stockage des produits agricole	Construction d'un bloc maternelle		
5	<b>SONG-BAYA</b>	aménagement de la route LIKONGUE – NGOMBAS II 10 km	Construction De 02 salles de classe à l' EP	Construction d'un puits équipé d'une PMH à l'EP	construction d'un centre de santé intégré	installation du réseau électrique MT dans le village 15km	Construction et équipement d'une case communautaire	Aménagement d'une route song-baya-Adouman	Construction d'un hangar de marché	aménagement de la route LIKONGUE – NGOMBAS II 10 km		

N°	Villages/ espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Projet prioritaire de chaque village/espace urbain		
		1 <sup>er</sup>	2ème	3ème	4ème	5ème	1er	2ème	3ème	Intitulé du projet	Coût	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1ier projet prioritaire)
6	MBEMDJOCK	Installation du réseau électrique MT dans le village 15km	Aménagement de la route principale 15km	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine à .....	Construction De 02 salles de classe à l'école maternelle	Construction d'un foyer communautaire	Création d'une pépinière de palmier à huile (10000plants) et de cacao (2500plants)	Dotation d'outillage agricole (05 atomiseurs,20 brouettes,25 pulvérisateurs	Dotation d'un presseur à huile	Installation du réseau électrique MT dans le village 15km		
7	MABOUN	Aménagement de la route de....à... 15km	installation du réseau électrique MT 15km	Création et construction d'une École Publique Maternelle	Construction d'un puits équipé' à l'EP	Construction d'un centre de santé	Dotation d'un presseur à huile	Création d'un champ communautaire de maïs 05ha	Construction d'une ferme communautaire de porcs et de poulets	Aménagement de la route de....à... 15km		
8	NGOMBASS II	Aménagement de la route principale de maboun- song baya et les axes : njantibda- ngombas II-akom ; ngombassllakongo 15km	installation du réseau électrique MT triphasé 15 km	Construction d'un centre de santé	Construction d'un puits bêche	Construction d'un bloc de 02 salles de classes	Construction et équipement d'une case communautaire	Aménagement d'une route NgombasII- Ndjantibda	Construction d'un hangar de marché	Aménagement de la route principale de maboun- song baya et les axes : njantibda- ngombas II- akom ; ngombassllakongo 15km		
9	NDJANTIBDA	Aménagement de la route principale : songmatip-song kan-centre-namale.	Extension du réseau électrique BT à la zone LepSèm-	Construction d'un forage équipé d'une PMH à Song-	Achèvement des travaux de construction de la case	Création et construction d'une École Publique	aménagement de la piste cacaoyère bitoutouck-		construction d'un hangar de marché	Aménagement de la route principale : songmatip-song		

N°	Villages/ espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Projet prioritaire de chaque village/espace urbain		
		1 <sup>er</sup>	2ème	3ème	4ème	5ème	1er	2ème	3ème	Intitulé du projet	Coût	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 <sup>er</sup> projet prioritaire)
		04km	Chefferie- Song matip (12km) et MT à la zone Chefferie-LepSèm (7 km)	likam	communautaire	Maternelle	njantibda 15km		périodique	kan-centre-namale. 04km		
10	MAYOS	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP	Construction d'un forage équipé d'une PMH à song-bong	Installation du réseau électrique BT dans le village 15km	Construction d'un centre de santé	aménagement de la route principale du village 3km	Construction et équipement d'une case communautaire	Aménagement d'un site touristique sur le fleuve Nyong à Mpoumè	Construction d'un hangar de marché	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP		
11	BENG-NYONG	installation du réseau électrique BT sur l'axe ; carrefour ESEKA-YOBOL ALBERT-BEGDE MANGUELLE12km	Aménagement de la route carrefour ESEKA- YOBOL ALBERT-BEGDE MANGUELLE 11km	Construction de 01 forage équipé d'une PMH au carrefour Chefferie	Construction d'un foyer communautaire	Aménagement d'un terrain de football à ....	Ouverture de la piste agricole bigogom-chefferie 3km	Refectiondu ponts d'une portée de 5 mètres chacun sur les rivières Seha et Wade	Construction d'une case communautaire	installation du réseau électrique BT sur l'axe ; carrefour Eseka-yobolalbert-begdeManguelle1 2km		
12	MINKOT- MBEM	Extension du réseau électrique BT à minkot-mbem-makak-mandoga-minkot-mbem route 7,5km	Aménagement de la route minkotmbem-yogontonga 15 km	Construction d'un bloc de 02 salles de classes à lécolepublique	Construction d'un forage équipé d'une PMH à minkot-mbem chefferie	Construction d'une case communautaire	Construction d'un d'un poste agricole	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Construction d'un hangar de marché	Extension du réseau électrique BT à minkot-mbem-makak-mandoga-minkot-mbem route 7,5k		

N°	Villages/ espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Projet prioritaire de chaque village/espace urbain		
		1 <sup>er</sup>	2ème	3ème	4ème	5ème	1er	2ème	3ème	Intitulé du projet	Coût	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1ier projet prioritaire)
13	LOM	Aménagement de la route carrefour de la gare-chefferie-Nyong (6km)	Construction de 01forage équipé d'une PMH au lieu-dit carrefour des 3 notables	Extension du réseau électrique BT à la mission catholique – song-biyaga(03 km)	Construction d'un foyer communautaire	Construction d'un centre de santé	Réhabilitation de la piste agricole carrefour kaya-songkoue-mission catholique	Construction d'un hangar de vente de poisson sur la rive du Nyong	Construction d'une unité de séchage de cacao	Aménagement de la route carrefour de la gare-chefferie- Nyong (6km)		
	LIKONGUE	Aménagement de la route allant du village MAYOS au village SONG BAYA avec bretelles suivantes : Chefferie Likongue-route Principale ; Mission Catholique-quartier Mu-Mboule ; Mission Protestante-quartier Ngang-Ben 22 km	Réhabilitation et équipement du centre de santé de likongue	Electrification du village MT 25km à partir du village Njantibda jusqu'au village Likongue	Construction et équipement d'un blocs de 02 salles de classes à l'école publique de likongue sur les axes : Chefferie Likongue-route Principale ;Qtier Song-Nken-Mission Catholique-Qtier Mu-Mboule – QtierMayanga ; Mission Protestante-quartier Ngang	Construction d'un forage équipé d'une PMH au centre de santé de likongue.....	Réhabilitation de la piste agricole allant de la MISSION PROTETANTE jusqu'au fleuve NYONG 7km	Construction et équipement de la case communautaire à la chefferie	Acquisition d'une piroque à moteur	Aménagement de la route allant du village MAYOS au village SONG BAYA avec bretelles suivantes : Chefferie Likongue-route Principale ; Mission Catholique-quartier Mu-Mbaliile ; Mission Protestante-quartier Ngang-Ben 22 km		
14	NKONG-NGUI	Construction de 01 forage à DJANGA	Aménagement de la route MAKAK I-GWATE 11km	Extension du réseau électrique BT aux quartiers MAKASS et BATOMOK 05 km	Aménagement d'une aire de jeu à DJANGA	Finitions de la construction du bloc de 02 salles de classe à l'EP II	Achèvement des travaux de construction de la case communautaire et équipement	Création d'une pépinière de palmier à huile et de cacao 15000plants	Acquisition d'un pressoir à huile motorisé	Construction de 01 forage à DJANGA		

N°	Villages/ espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Projet prioritaire de chaque village/espace urbain		
		1 <sup>er</sup>	2ème	3ème	4ème	5ème	1er	2ème	3ème	Intitulé du projet	Coût	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1ier projet prioritaire)
15	NGWATE	Aménagement de la route MAKAK-NGWATE 12km	Extension du réseau électrique de NKONGHOSS à NGWATE CENTRE 23km BT	Construction de 01 forage équipé d'une PMH à la chefferie	Construction d'un centre de santé	Construction d'un bloc de 02 salles de classes à NGWATE CENTRE	Construction d'un magasin de stockage des produits vivriers à Nkog-Hoss	Construction d'une case communautaire à NGWATE (face école publique)	construction d'un hangar pour marché périodique	Aménagement de la route MAKAK-GWATE 12km		
16	MANDOGA (KABO/ LEP-MAMB)	Reprofilage de la route NGWATE rivière- LEPMAMB rivière 13km/ Reprofilage de la route MBOG LONG centre- EP lepmamb-songdigi 11km	Construction d'un centre de santé/ Construction d'un centre de santé	Aménagement de 07 sources d'eau/ Construction de 06 salles de classes à l'EP	Extension du réseau électrique Babeng-Kabo 06 km/Construction de 5 forage	Construction d'une école primaire à cycle complet/ Construction d'un foyercommunautaire	Dotation de 50 porcelets mâles et femelles	Acquisition de 1000 prés germés de palmier à huile	Acquisition de 10.000rejets de plantains	Reprofilage de la route NGWATE rivière- LEPMAMB rivière 13km/ Reprofilage de la route MBOG LONG centre- EP lepmamb-songdigi 11km		
17	MBOGLOM	Aménagement de la route NGWATE-MBANDJOCK-MBONGLOM –LEP DIKOMBAT 25km	installation du réseau électrique MT : NGWATE-MBANDJOCK-MBONGLOM – LEP DIKOMBAT 25km	Construction d'un centre de santé	Construction d'un forage équipé d'une PMH à l' EP MBOLOM	Construction d'un forage équipé d'une PMH à MBOLON QUARTIER	Construction d'un poste agricole	construction d'un hangar pour marché périodique	Ouverture d'une piste de collecte MBOGLOM-LEP DIKOMBAT avec construction des ouvrage d'arts (ponceaux) 09km	Aménagement de la route NGWATE-MBANDJOCK-MBONGLOM – LEP DIKOMBAT 25km		
18	MBANDJOCK	Aménagement de la route mboglom village-Mbandjockvillage et carrefour entré chefferie-Chefferie Mbandjock 15km	Création et construction d'une Ecole Publique à cycle complet	installation du réseau électrique MT dans le village 15km	construction d'un centre de santé intégré	Construction de 01 forage équipé d'une PMH à NDOG POLL	Acquisition des grains germés de palmier à huile pour 100ha	Acquisition d'un moulin à écraser	Acquisition des cacbos sélectionnés de cacao pour 100ha	Aménagement de la route mboglom village-Mbandjock village et carrefour entré chefferie-Chefferie Mbandjock 15km		

N°	Villages/ espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Projet prioritaire de chaque village/espace urbain		
		1 <sup>er</sup>	2ème	3ème	4ème	5ème	1er	2ème	3ème	Intitulé du projet	Coût	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1ier projet prioritaire)
19	NGONG	aménagement de la route MAKAK – ngong- limite MANDOUMBA 78km	Construction de 06 salles de classes à l' EP	<b>Construction de 01</b> forage équipé d'une PMH à l' EP de Ngong	Électrification du village MT et BT 33km	Création et construction d'une Ecole maternelle Publique	Construction d'une ferme communautaire de porcs 150 têtes	Acquisition des plants sélectionnés de cacao pour 100ha	Acquisition de 5 atomiseurs	aménagement de la route MAKAK – ngong limite MANDOUMBA 78km		
20	LIBAMBA	construction d'un centre de santé intégré	Construction de 02 salles de classes à l'école maternelle Publique	Ouverture des pistes agricoles 6 km	Construction d'un forage équipé d'une PMH à l'EP	Construction d'un poste agricole	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	construction d'un hangar de marché	Ouverture d'une piste de 03 km jusqu'à la carrière de sable	construction d'un centre de santé intégré		
21	KAYA	Extension du réseau électrique KAYAIL-NKONKENI 9km	<b>Construction</b> d'un forage à kaya I	construction d'un centre de santé intégré à Kaya II	construction d'un foyer communautaire	<b>Construction</b> d'un forage à kaya II	Création d'un champ semencier de maïs de 10 ha	Construction d'une ferme communautaire avicole de 2000 têtes	Construction d'un hangar de marché	Création d'un champ semencier de maïs de 10 ha		
22	MINKA	construction d'un centre de santé intégré	Construction d'une case communautaire	Ouverture des pistes agricoles 8 km	Construction de 02 salles de classes à l'école maternelle Publique	Construction d'un puits d'eau équipée d'une PMH à.....	construction d'un hangar pour marché	Acquisition d'un moulin à écraser (moulin d'or à moteur)	Construction d'une ferme communautaire avicole de 3000 têtes	construction d'un centre de santé intégré		
23	MOM I	Construction de 02 salles de classes à l'école Publique bilingue de MOM GARE	Construction d'un bloc maternelle pour l'école maternelle publique	Construction de 04 salles de classe au CETIC	Construction d'une salle d'atelier équipé à la SAR/SM de MOM gare	Construction d'un télé centre communautaire	Construction d'un magasin de stockage	Construction d'un Point de ventes de produits phytosanitaires et intrants agricoles	construction d'un hangar pour marché	Construction de 02 salles de classes à l'école Publique bilingue de MOM GARE		

N°	Villages/ espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Projet prioritaire de chaque village/espace urbain		
		1 <sup>er</sup>	2ème	3ème	4ème	5ème	1er	2ème	3ème	Intitulé du projet	Coût	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1er projet prioritaire)
24	EKOADJOM	aménagement des routes reliant la chefferie des quartiers mbondo,ndoum. Song-bissé-song-bitchaga- song-ntep-bibaya-mandoga-sog-mbobla-passage à niveau 22 km	Construction de 02 salles de classes à l'école maternelle	Extension du réseau électrique BT à song-yamb, ngoBitjoya, song-ntep, song-touck, song-manguele, Ekoadjom chefferie-mboondo,song-minyang 15km	Construction de 02 salles de classes à l'école Publique	Construction de 01 forages équipé d'une PMH à song-ntep	Construction d'une unité de transformation de l'huile de palme	construction d'un hangar pour marché périodique	Construction d'un pont d'une portée de 7 metres sur la rivièreNdjock-Yambi après CAPAB vers mbondo	Construction d'une unité de transformation de l'huile de palme		
25	SONG NTAP	Construction de 03 salles de classes à l'école publique Construction de 03 salles de classes à l'école publique	aménagement de la route MAKANDA MA INA-SAR/SM de MOM gare 3km	aménagement de la route SOLL-NTEP – MANDENGUE6 MAKANDA-MA INA 3km	Construction d'un puit équipé d'une pompe à motricité humaine à si-koyop	Acquisition d'un transformateur électrique	Construction d'une ferme communautaire avicole de 2000 têtes ...	Ouverture de la piste song-ntap- Mom II en passant par la rivière lepmendengue (03km)	Construction d'une huilerie	Construction de 03 salles de classes à l'école publique Construction de 03 salles de classes à l'école publique		
26	MOM II	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine à....	construction d'un centre de santé intégré	Extension du réseau électrique BT aux quartiers ....2km	-MOM II-SON NTAP 2km SONG MANGUELE -NSAMBA	aménagement d'une aire de jeu à NSAMBA	Création de 03 étangs piscicoles	Construction d'un hangar pour marché périodique	Acquisition d'un pressoir à huile motorisé	construction d'un centre de santé intégré		

N°	Villages/ espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Projet prioritaire de chaque village/espace urbain		
		1 <sup>er</sup>	2ème	3ème	4ème	5ème	1er	2ème	3ème	Intitulé du projet	Coût	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1ier projet prioritaire)
27	MAMBANDO	aménagement de la route principale du village (tronçon Mom II-mambando -mbahgue 10km)	Extension du réseau électrique BT aux quartiers manbando centre, mandjack, libog, dihend 12km	Création et construction d'un centre de santé intégré	Construction d'un CETIC	Construction d'une école primaire	Construction d'un puit à usage agricole à mandjack	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Construction d'un hangar pour marché périodique	aménagement de la route principale du village 10km		
28	MBAHQUE	aménagement de la route SIPIA-song-tjei-song-bout-le – carrefour Noa OUM 15km	Extension du réseau électrique BT DU CARREFOUR SEPIA – PLATEAU-mbangue-carrefour-Mbantona- à la chapelle EPC-MOM II 20km	construction d'un foyer communautaire	Création et construction d'un CETIC	aménagement d'une aire de jeu à mapamton.....	Construction d'un télécentre communautaire à la chefferie	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Construction d'un centre commercial à Mbahgue chefferie	Reprofilage de la route SIPIA-songtjei-songboutle – carrefour Noa OUM		
29	NGOUMAKONG	Création et construction d'un centre de santé intégré	Création et construction d'un CETIC	construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP bilingue	Extension du réseau électrique carrefour SONG MBAHI – SILIYEGUE 5KM	Construction d'un puits d'eau équipé d'une pompe à motricité humaine à SONG MOUNI	Aménagement de la piste de collecte ngouimakong-libog (04)	Construction d'un pont d'une portée de 09 mètre à Leptom pour faciliter l'évacuation des produits agricoles	Construction d'un hangar pour marché	Création et construction d'un centre de santé intégré		
30	NGOMBAS I	Création et construction d'une Ecole Publique	Construction de 02 ponts d'une portée de 5 mètres chacun	Extension du réseau électrique BT aux quartiers	: construction d'un foyer communautaire	Construction de 01 forage équipé d'une PMH à	Ouverture de 04 km de piste agricole pour le desentclaveme	Construction d'un point à usage agricole dans le bassin	Achevement des travaux d'ouverture de la route mango'o-	Création et construction d'une École Publique		



N°	Villages/ espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Projet prioritaire de chaque village/espace urbain		
		1 <sup>er</sup>	2ème	3ème	4ème	5ème	1er	2ème	3ème	Intitulé du projet	Coût	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1er projet prioritaire)
		Maternelle	YAMAKOUBA ET LIYEGUE	bdingos, pa'aman, songlibon, nlega 25KM		SONG UM,	nt du bassin de production de MBOLO vers la rivière Liyègue	de production de MBOLO	ngombas centre passant par la rivière Yapmakouba (02km)	Maternelle		
31	NGOUNGOM II	aménagement de la route ngomguesong-kendeck, mabem, NTOL, MASSENG mangoo 11km	Extension du réseau électrique MT ngomguesong-kendeck, mabem, NTOL, MASSENG mangoo 11km	construction et équipement de 6 salles de classe à l'école publique de ngoungoum2	Construction de 01 forage équipé d'une PMH à , NTOL	Création et construction d'un centre de santé intégré	Construction d'un poste agricole	Construction d'un magasin de stockage	Ouverture de la piste ngomguesong-kendeck 2km	aménagement de la route ngomguesong-kendeck, mabem, NTOL, MASSENG mangoo 11km		
32	NGOUNGOM I	installation de 02 buses à LEP BONG et à la CHEFFERIE	Rehabilitation de la piste reliant la chefferie de ngoungoum I à la limite de la chefferie zoayambi dans la mefouakono 2km	Création et construction d'une École Publique Maternelle	Création et construction d'un centre de santé intégré	Construction d'un stationnement pour véhicules	Construction d'un centre formation en agriculture et élevage	Construction d'un hangar de marché	Acquisition de deux moulins de transformation des produits	installation de 02 buses à LEP BONG et à la CHEFFERIE		
33	MANGO'O	Construction d'un bloc de 3 salles de classe à l'EP	Installation du réseau électrique MT dans le village 15 km	Aménagement de la route mango'o-bilik 6km ; mango'o-mbeng 15km- mango'o-ngoungoum 4km T=25km	Création et construction d'un centre de santé intégré	construction d'un puit équipé d'une PMH à NKOUM-NDJAP	Création d'une pépinière de palmier à huile et de cacao 20.000 plants	Acquisition de 5 presses à huile motorisés	Création d'une pépinière de palmier 5000 plants	Construction d'un bloc de 3 salles de classe à l'EP		

N°	Villages/ espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Projet prioritaire de chaque village/espace urbain		
		1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	Intitulé du projet	Coût	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 <sup>er</sup> projet prioritaire)
34	MBENG	Installation du réseau électrique MT dans le village sur 10km	Construction d'un bloc de 2 salles de classe au CES	Aménagement du réseau routier de mbeng(mango' o-mbeng-ngoungoum II) 25km	Construction de 01 forage 'quipé d'une PMH à lipombe I	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'école maternelle	Construction d'un hangar pour marché	Création d'une pépinière de palmier à huile 1000 plants	Acquisition de 4 presses à huile motorisés	Installation du réseau électrique MT dans le village sur 10km		
35	BIKOUKOUND	Installation du réseau électrique MT dans le village 16km	Création et Construction d'un CETIC	Construction de 01 forage équipé d'une PMH à SI-LOM	Création et construction d'un centre de santé intégré	Construction d'un bloc de 2salles de classe à l'école maternelle	Création d'une pépinière de palmier à huile et de cacao 20.000 plants	Construction d'un hangar pour marché	Création de 06 étangs piscicoles	Installation du réseau électrique MT dans le village 16km		
36	BAKOUKOUÉ	Construction de 01 forage équipé d'une PMH à silon	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'école maternelle	construction d'un foyer communautaire	construction d'une radio communautaire	Construction d'un centre de santé	Construction d'un hangar pour marché	Création de la piste minkabakoukoue par ndjippée chefferie 07km	Construction d'un magasin de stockage des produits vivriers	Construction de 01 forage équipé d'une PMH à silon		
37	SEPP	aménagement du réseau routier :ngoungou II-mandong-carrefour songnkôndôck-chefferie sepp-songbongetobe-carrefour EP bakoukoue 15km ;Sana(mbeng)-liyomba-EP sepp-centre spécil d'état	Extension du réseau électrique BT sur les axes : Sana (Mbeng)-Liyomba-EP sepp 5km ; Mandong-SONG-NYOBE(Ngoungoum II) 2km ; Lliyomba-Palnyet(minyemck Mathurin) 2km	Construction d'un bloc de 02 salles de classe et d'un boc administratif à l'école maternelle	Construction d'un bloc de 04 salles de classe et d'un boc administratif au CES de SEPP	Construction d'un centre polyvalent d'activité à la chefferie	construction d'un poste agricole (créé non construit)	Construction d'un centre de groupe(cacao, huile, produits vivriers)	Création et Construction d'un hangar pour marché	aménagement du réseau routier :ngoungou II-mandong-carrefour songnkôndôck-chefferie sepp-songbongetobe-carrefour EP bakoukoue 15km ; Sana(mbeng)-liyomba-EP sepp-centre spécil		

N°	Villages/ espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Projet prioritaire de chaque village/espace urbain		
		1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	Intitulé du projet	Coût	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 <sup>ier</sup> projet prioritaire)
		civil-songpagbengô's(ba koukoue)- CSI de mom 15km ; mom(passage à niveau)-CSI mom-carrefour songnkôndôck 5km(total 33km)	(total 09km)							d'etat civil-songpagbengô's(b akoukoue)- CSI de mom 15km ; mom(passage à niveau)-CSI mom-carrefour songnkôndôck 5km		
38	LEP-LIBONG	Construction de deux ponts d'une portée de 5 mètres chacun sur les rivières Ndjock-yambi et Leplibong	Construction d'un forage équipé d'un PMH à l'EP de leplibong	Création et construction d'un centre de santé intégré	Création et construction d'une École Publique Maternelle	Extension du réseau électrique BT : 4 km et HT 04 km de la rivière leplibong passant par la chefferie jusqu'au qtiernsim	Construction d'un centre de groupage (cacao,huile, produits vivriers)	Création et construction d'un poste agricole	Construction d'un hangar pour marché	Construction d'un centre de groupage (cacao, huile, produits vivriers)		

# CHAPITRE V : PLANIFICATION STRATEGIQUE

## 5.1. Vision et objectifs du PCD

Le cadre de référence de l'action municipale pour la période 2015-2025, est « MAKAK : Commune prospère et stable dans sa diversité à l'horizon 2025 ». Cette vision principal produit de la prospective, canalise l'action vers l'atteinte des objectifs identifiés par le Conseil Municipal et son exécutif, à savoir :

- i. Réduire la pauvreté ambiante locale à un niveau socialement acceptable
- ii. Devenir une Commune à revenu de classe II
- iii. Augmenter les services sociaux de base

### 5.1.1 La réduction de la pauvreté ambiante :

Elle se fera par l'implémentation des projets prioritaires à travers,

- a- **La création d'un champ semencier** : avec comme spéculations le palmier à huile (500ha), le cacao (500ha), le bananier plantain (250), le manioc (250) et le maïs (200). On devrait créer 850 nouveaux contribuables pour la commune et 1700 emplois directs.
- b- **La création d'une ferme pilote école**: avec pour objectif l'atteinte de 30 000 têtes pour les poulets de chaires (10 000 pour la ferme communale et 20 000 pour les autres éleveurs), 15 000 pondeuses (5000 pour la ferme communale et 10 000 pour les autres éleveurs), 2000 porcs (500 pour la ferme communale et 1500 pour les autres éleveurs). Ceci conduirait à la création de 45 nouveaux contribuables pour la commune et 90 emplois directs.

### 5.1.2 L'aboutissement de la commune à revenu de classe II :

Pour la pérennisation de ces projets, la commune mettra en place une coopérative communale pour la commercialisation des produits. Elle signera un partenariat avec le secteur privé, pour la mise en place d'un établissement de micro-finance pour l'accompagnement financier de tous les acteurs du processus, la sécurisation de l'épargne locale et l'octroi des crédits. Le but visé serait que à l'horizon 2025 le montant annuel des recettes figurant au compte administratif approuvé oscille entre 1 000 000 001 francs CFA et 5 000 000 000 de francs CFA.

### 5.1.3 Augmentation des services sociaux de base

La commune entreprendra une politique pertinente qui permettra le passage :

- **Dans les travaux publics**, de 20km de route entretenues à 120km et la création de 1 à 40 pistes agricoles.
- **Dans le secteur de l'énergie**, d'un taux de couverture de 60% à 100%.
- **Dans le secteur de la santé**, d'un taux de fréquentation de 10% à 70%

## 5.2. Cadre logique par secteur

### SECTEUR 1 : AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL.

**PROBLEME:** Faible développement de l'agriculture.

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Accroître la production agricole en vue de satisfaire les besoins alimentaires et agroalimentaires.</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Renforcer le développement de l'agriculture dans la Commune.</b>	<b>La Commune s'impose dans l'agriculture de seconde génération.</b>	Rapport des services déconcentrés du MINADER	<b>La gouvernance locale de l'agriculture est renforcée.</b>
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Améliorer les conditions de production agricole	Au moins 90% des agriculteurs se trouvent dans les meilleures conditions de production agricole	Rapports des programmes/projets MINADER Rapport du comité de suivi du PCD.	
	2. Faciliter l'écoulement des produits agricoles	Au moins 90% des producteurs de la Commune écoulent facilement leurs produits	Rapport des services déconcentrés du MINADER Rapports des programmes/projets MINADER Rapport du comité de suivi du PCD Rapports des services déconcentrés du MINTP et MINCOMMERCE	Les routes primaires, secondaires sont réhabilitées/ entretenues.
<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les producteurs accèdent facilement aux intrants agricoles	Les producteurs accèdent facilement aux intrants agricoles;	Rapports des services déconcentrés du MINADER Rapports des projets/ programmes MINADER Rapport du comité du suivi du PCD.	les micro-finances sont opérationnelles dans la Commune.
	1.2. Les producteurs sont techniquement encadrés	Tous les producteurs de la Commune sont formés dans les nouvelles techniques agricoles		
	1.3. Les producteurs diversifient les spéculations agricoles	Au moins 50% des producteurs de la Commune s'activent dans plusieurs sortes de spéculations agricoles		
	1.4. Les producteurs transforment localement leurs produits	Au moins 90% des organisations paysannes accèdent facilement aux financements		

	agricoles			
	2.1. Les marchés périodiques sont multipliés dans l'espace rural de la Commune	Au moins 10 marchés périodiques sont institués dans les villages de la Commune.  Pistes agricoles créées et aménagées	Rapports des services déconcentrés du MINADER  Rapports des projets/ programmes MINADER  Rapport des services déconcentrés du MINCOMMERCE  Rapport du comité du suivi du PCD.	Les producteurs sont organisés en coopératives selon le code OHADA
<b>Activités</b>			Cout	
	1.1.1 Construction, équipement et approvisionnement de 04 magasins de distribution des intrants agricoles (01) dans l'espace urbain, 03 dans les trois cantons) 4 x 20 000 000		80 000 000	
	1.1.2. Approvisionnement des magasins ouverts en intrants agricole de première nécessité		60 000 000	
	1.1.3. Dotation des producteurs en produits phytosanitaire, semences améliorées, matériel agricole, équipement de protection : Tous les villages		200 000 000	
	1.2.1. Organisation chaque année de 02 sessions de formation sur la structuration des organisations paysannes		15 000 000	
	1.2.2. Organisation chaque année de 05 sessions de formation dans les nouvelles techniques culturales (08 groupements de villages 4 fois par an pendant 5 ans)		240 000 000	
	1.2.3. Création et construction d'un Centre d'Education et d'Action Communautaire (CEAC)			
	1.3.1. Réalisation de 06 pépinières de 9000 plants de cacao dans les villages NGONG(1000), MBAHGUE(2000), MOM I (1000), EKOADJOM (3000), BIKOUKOUND (1000), MANGO'O (1000)		15 750 000	
	1.3.2. Réalisation de 04 pépinières de 5000 plants de palmiers à huile dans les villages de MBAHGUE (2000), MOM I (1000), BIKOUKOUND(1000), MANGO'O (1000)		25 000 000	
				Forte implication de la DAADR et des programmes/projets du MINADER

1.3.3. Réalisation de 03 pépinières de banane-plantain de 4000 plants dans les villages de MBAHGUE (2000), MOM I (1000), BIKOUKOUND (1000)	6 250 000 000	
1.3.4. Réalisation d'une pépinière municipale de 25 000 divers plants améliorés dans l'espace urbain.	125 000 000	
1.3.5. Construction des puits agro pastoraux		
1.4.1. Dotation de 32 moulins à écraser motorisés dans les villages	16 000 000	Les réparateurs sont recrutés et formés
1.4.2. Acquisition et implantation de 09 unités de transformation d'huile de palme (3 unités de production par canton)	180 000 000	
1.5.2. Accompagnement des producteurs dans la recherche des financements de leurs projets (formation des coopératives lors des sessions de formation)		
2.1.1. Construction de 19 magasins de stockage des produits agricoles dans les villages : MANDOGA, MINKOT-MBEM, NGOUNGOU II, MBOG-LOM, SONG-BAYA, LIBAMBA, MOM I, BAKOUKOUE, EKOADJOM, BITOUTOUK, LIKONGUE, BIKOUKOUND, LEP LIBONG, MANGO'O, MBENG, MAMBANDO, NGOMBAS I, SEPP, MBEMNDJOCK.	570 000 000	Compétences et ressources du MINADER sont transférées à la Commune
2.1.2. Création, construction et équipements de neuf (09) postes agricoles dans les villages MBANDJOCK, NGONG, NGOUNGOU II, MBOG-LOM, MABOUN, LEP LIBONG, MANDOGA, NGOMBAS I, SEPP.	435 000 000	
2.1.3. Construction et équipement de six (06) postes agricoles dans les villages : NGWATE, MOM I, BAKOUKOUE, SEPP, BIKOUKOUND	195 000 000	
2.1.3. Création, ouverture et mise en service de 10 marchés périodiques dans les villages à forte production agricole	150 000 000	Compétences et ressources du MINCOMMERCE sont transférées à la Commune
2.1.4. plaidoyer pour l'affectation du personnel dans les postes agricoles	500 000	
2.1.5. organisation de 05 foires agropastorales au centre urbain	500 000 000	
<b>Total des couts indicatifs</b>	<b>9 057 250 000</b>	
	<b>Conditions préalables</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le PCD est validé par les autorités compétentes</li> <li>2. La stratégie sectorielle du développement rural est en</li> </ol>



	cours d'exécution
	3. La décentralisation est effective

**SECTEUR 2 : ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE.**

**PROBLEME:** Faible développement de l'élevage et de la pêche dans la Commune.

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	Augmenter les rendements et les superficies de l'ordre de 30% par rapport au niveau 2005 en vue d'assurer la sécurité alimentaire et renforcer la croissance et l'emploi dans ce secteur.			
<b>Objectif global</b>	Renforcer le développement de l'élevage et de la pêche dans la Commune.	L'élevage et la pêche sont pratiqués dans tout l'espace rural et même urbain de la Commune.	Rapport des services déconcentrés du MINEPEIA; Rapports des programmes/projets MINEPEIA ; Rapport du comité de suivi du PCD.	<b>La Gouvernance locale de l'élevage et de la pêche est transférée</b>
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Renforcer la promotion de l'élevage dans la Commune	Au moins 50% des personnes actives de la Commune opèrent dans l'élevage	Rapport des services déconcentrés du MINEPIA ; Rapports des programmes/projets MINPEIA ; Rapport du comité de suivi du PCD ;	
	2. Promouvoir la pisciculture et la pêche dans la commune	Au moins 30% des personnes actives opèrent dans la pêche et la pisciculture	Rapport des services déconcentrés du MINEPIA ; Rapports des programmes/projets MINPEIA ; Rapport du comité de suivi du PCD ;	

<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les entreprises de production animale sont multipliées dans la Commune	Au moins 100 entreprises de production animale sont opérationnelles dans la Commune d'ici 2020	Rapport des services déconcentrés du MINEPIA	Les procédures de création des entreprises sont vulgarisées au niveau Communal,
	1.2. Les infrastructures de production animale sont multipliées dans la Commune	Au moins 100 fermes sont construites équipées d'ici 2025	Rapports des programmes/projets MINEPIA ; Rapport du comité de suivi du PCD ;	La micro-finance de la Commune est opérationnelle ; Les programmes/projets du MINEPIA/MINADER interviennent dans la Commune.
	1.3. Les producteurs pastoraux sont techniquement encadrés.	Tous les producteurs pastoraux opérationnels dans la Commune sont formés dans les nouvelles techniques d'élevage		
	1.4. Les producteurs pastoraux diversifient les types d'élevage	Au moins 50% des producteurs pastoraux s'activent dans plusieurs types d'élevage		
	1.5. Les producteurs pastoraux accèdent facilement aux intrants.	Tous les producteurs pastoraux accèdent aux intrants	Rapport des services déconcentrés du MINEPIA ; Rapports des programmes/projets MINEPIA ; Rapport du comité de suivi du PCD ;	
	1.6. Les producteurs pastoraux accèdent facilement aux financements	Au moins 90% des entreprises de production animale recensées auront bénéficié des financements prévus au public.	Rapport des services déconcentrés du MINEPIA ; Rapports des programmes/projets MINEPIA ;	Les pisciculteurs et pêcheurs de la Commune sont organisés en coopératives selon les nouvelles approches du système OHADA.
	1.7. Les producteurs pastoraux écoulent localement leurs produits	Au moins 30% de la production animale de la Commune est localement consommée	Rapport du comité de suivi du PCD ;	
	2.1. Les infrastructures de production halieutique sont réalisées	Au moins une infrastructure de production halieutique est réalisée dans chaque village de la Commune	Rapport des services déconcentrés du MINEPIA ; Rapports des programmes/projets	La micro-finance de la Commune est opérationnelle ; Les projets du MINEPIA/MINADER

			MINEPIA/MINADER; Rapport du comité de suivi du PCD ;	interviennent dans la Commune
	2.2. Les pisciculteurs e la Commune sont techniquement encadrés	Tous les pisciculteurs recensés dans la Commune sont techniquement formés dans les nouvelles techniques de la pisciculture		
	2.3. Les pisciculteurs et pêcheurs de la Commune accèdent facilement aux intrants	Tous les pêcheurs et pisciculteurs de la Commune accèdent facilement aux intrants		
	2.4. Les pisciculteurs et pêcheurs de la Commune accèdent facilement aux financements	Au moins 90% des organisations de production halieutique auront bénéficiée du financement privé ou public		
<b>Activités</b>			<b>Coût</b>	
	1.1.1. Accompagnement des villages cibles par la création des entreprises de production animale : 01 cheptel de bovins à KOUKOUM, 01 éclosérie d'alevins à MBAHGUE, 100 Cobayes à KOUKOUM		25 000 000	Les promoteurs s'approprient les procédures de création des entreprises
	1.1.1.1. Création des coopératives d'élevage dans chaque village avec 10 étangs, 03 porcheries de 10 têtes améliorées et une ferme de 2000 poulets		250 000 000	
	1.1.2. Construction d'une délégation d'arrondissement et de 02 centres zootechniques à MAKAK et MINKA		105 000 000	
	1.1.3. Accompagnement des jeunes pour la création des entreprises agropastorales dans les villages NGWATE, LEP LIBONG, SEPP, NGOMBAS I, NGOUNGOUM I, NGOUNGOUM II, MAMBANDO, MBENG, MANGO'O, KOUKOUM, BIKOUKOUND, NDJANTIBDA, NKONGUI, MINKA, BOUMKOK, SONG-NTAP, BAKOUKOUE, MINKOT-MBEM, MANDOGA.		150 000 000	
	1.2.1. Appui à la construction et équipement des fermes dans les villages : MBAHGUE, BENG-NYONG, EKOADJOM, LIBAMBA, MBANDJOCK, NGONG, NGOUIMAKONG, NKONGUI, BITOUTOUK		50 000 000	
	1.2.2. Construction d'une provenderie à MAKAK		15 000 000	
	1.2.3. Equipement d'une délégation et de 02 centres zootechniques		20 000 000	
	1.2.4. Appui à l'aménagement d'un espace de pâturage à KOUKOUM		35 000 000	

1.2.5. Construction et équipement d'une ferme pilote dans la périphérie urbaine (Incubation des œufs, élevage des poulets de chair et pondeuses)		25 000 000	Les comités de concertations institués sont opérationnels
1.3.1. Organisation des sessions de formation des éleveurs pour leur appropriation des nouvelles techniques d'élevage		5 000 000	
1.4.1. Accompagnement des producteurs pastoraux dans l'élevage non conventionnel		5 000 000	
1.4.2. Accompagnement des producteurs pastoraux dans l'élevage des bovins		15 000 000	
1.5.2. Ouverture d'un magasin de distribution d'intrants pastoraux à l'espace urbain		5 000 000	
1.5.3. Dotation des producteurs pastoraux en matériel d'élevage, produits vétérinaires, espèces améliorées, etc....		12 000 000	
1.6.1. Appui financier des producteurs pastoraux pour la réalisation de leurs projets pastoraux		6 000 000	
1.7.1. Appui à la construction d'une boucherie à MBAGHE		5 000 000	
1.7.2. Construction d'un marché à bétail dans la périphérie urbaine		6 000 000	
2.1.1. Construction et équipement d'une chambre froide au marché central de l'espace urbain		20 000 000	
2.1.2. Appui à la construction d'un centre d'alevinage à MBAGHE		15 000 000	
2.1.3. Appui à la construction de 03 pêcheries équipées de chambres froides à LEP LIBOM, MINKA, BENG NYONG		30 000 000	
2.1.4. Appui à la création de 37 étangs piscicoles dans les villages : LEP-LIBONG (05), NGOMBAS I (05), MAMBANDO (05), MANGO'O (05), BIKOUKOUND (06), BITOUTOUCK (02), EKOADJOM (05), SEPP (04).		5 000 000	
2.1.5. Appui à la réhabilitation du CEAC à EKOADJOM		3 000 000	
2.2.1. Approvisionnement du magasin de l'espace urbain en intrants piscicoles		5 000 000	
2.3.1. Dotation des pisciculteurs et pêcheurs en pirogues à moteurs et autres matériels de pêche		35 000 000	
2.4.1. Appui financier des pisciculteurs et pêcheurs pour la réalisation de leurs projets		3 000 000	

<b>Total des couts indicatifs</b>	<b>850 000 000</b>	
	<b>Conditions préalables</b>	4. Le PCD est validé par les autorités compétentes
		5. La stratégie sectorielle du développement rural est en cours d'exécution
		6. La décentralisation est effective

**SECTEUR 3 : SANTE.**

**PROBLEME:** Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité.

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Améliorer l'état de santé des populations</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité</b>	<b>Au moins 90% des populations accèdent facilement aux soins de santé de qualité.</b>	Rapport des services déconcentrés du MINSANTE, Rapport de l'aire de santé	
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Renforcer la couverture sanitaire de l'espace communal.	La commune présente une cartographie sanitaire conforme aux normes sectorielles.	Rapports des programmes MINSANTE ; Rapport du comité de suivi du PCD ;	La gouvernance locale de la santé est améliorée ;  Les programmes/projets du MINSANTE interviennent dans la Commune
	2. Rehausser le plateau technique des formations sanitaires	Toutes les formations sanitaires existantes présentent des plateaux techniques à même d'assurer la qualité des soins dans la Commune,		
	3. Faciliter l'accès aux médicaments et autres produits pharmaceutiques	Chaque canton est doté d'une pharmacie communautaire équipée et fonctionnelles,		
	4. Améliorer la lutte contre les grandes endémies	La lutte contre les grandes endémies est suffisamment menée dans la Commune.		
<b>Résultats attendus</b>	1.1 Les formations sanitaires sont créées	Au moins 20 formations sanitaires sont créées dans la Commune	Rapport des services déconcentrés du MINSANTE, Rapport de l'aire de santé	Les ressources et les compétences du MINSANTE sont transférées à la Commune
	1.2. Les formations sanitaires créées sont construites, équipées et mises en service	Tous les centres de santé créés sont construits, équipés et mis en service	Rapports des programmes MINSANTE ; Rapport du comité de suivi du PCD ;	
	2.1. Les infrastructures des formations sanitaires existantes sont réhabilitées et réalisées	Toutes les infrastructures sanitaires existantes sont réalisées et réhabilitées		
	2.2- Les formations sanitaires existantes renforcent leurs équipements.	Toutes les formations sanitaires existantes renforcent leurs équipements		

2.3. Les formations sanitaires existantes renforcent leurs ressources humaines	Le personnel sanitaire est recruté dans les formations sanitaires		Le CENAME intervient dans la Commune
3.1. La distribution des médicaments et autres produits pharmaceutiques est renforcée dans la Commune	Les médicaments et autres produits pharmaceutiques sont disponibles dans toutes les formations sanitaires,  Une officine privée est opérationnelle dans le centre urbain		
3.2. Les structures sanitaires existantes sont dotées des produits pharmaceutiques et médicaments	Les produits pharmaceutiques et les médicaments sont disponibles dans les formations sanitaires existantes		
4.1. La prévention contre les grandes maladies est renforcée.	Au moins 90% des populations sont suffisamment outillées pour se prévenir contre les grandes endémies.		
		<b>Coût</b>	
1.1.1. Amélioration du plateau technique des CSI existantes et création des formations sanitaires		200 000 000	
1.1.2. Construction et équipement des formations sanitaires créées : 10 (cf. rapport consolidé)		1 000 000 000	
2.1.1. Travaux de réhabilitation des bâtiments (toiture, fenêtres et portes, canalisations), et de l'incinérateur au CMA		20 000 000	
2.1.2. Construction d'une clôture au CMA Dotation de trois (07) véhicules d'urgence et de sept (07) motos dans les formations sanitaires		160 000 000	
2.1.3. Construction d'un point d'eau potable dans chaque formation sanitaire		80 000 000	
2.1.4. Construction de (14) logements pour personnel médical dans les centres de santé existants (MOM I, EKOADJOM, LIKONGUE, BOUMNKOK, LIBAMBA, MOM II, MBENG)		350 000 000	

<b>Activités</b>	2.2.1. Installation des plaques solaires dans les formations sanitaires existantes	100 000 000	
	2.3.1. Plaidoyer pour l'affectation du personnel soignant dans les formations sanitaires ciblées : EU, MOM I (1 IDE, 1 laborantin, 1 AS, 1 COMMIS), EKOADJOM (1 IDE, 1 laborantin, 1 AS), LIKONGUE (1 IDE, 1 laborantin, 1 AS, 1 MATRONNE), BOUMNKOK (1 IDE, 1 Laborantin, 1 AS), LIBAMBA (1 laborantin, 2 AS), MOM II (01 MATRONE)	P M	
	3.1.1. Approvisionnement des formations sanitaires en médicaments et autres produits pharmaceutiques ;	40 000 000	
	3.1.2. Dotation des moustiquaires imprégnées dans les villages identifiés (KABO, MINKOT-MBEM, NGONG, MBOGLOM, MBANDJOCK, MAYOS, MOM II, NGOMBAS II, NGOMBAS I, SEPP, MOM I, BITOUTOUCK, NKONGUI, LIKONGUE, BIKOUKOUND)	5 000 000	
	4.1.1. Organisation des campagnes de sensibilisation sur le VIH/SIDA et de dépistage des pathologies récurrentes	5 000 000	
<b>Total des couts indicatifs</b>		<b>1 960 000 000</b>	
		<b>Conditions préalables</b>	Le PCD est validé par les autorités compétentes



**SECTEUR 4 : TRAVAUX PUBLICS.**

**PROBLEME:** Mauvais état du réseau routier.

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Améliorer l'offre en infrastructures routières, en mettant d'abord l'accent sur la réhabilitation et l'entretien du réseau existant, puis son extension et son aménagement.</b>			
<b>Objectif global</b>	Rendre le réseau routier propice au transport	<b>50% du réseau routier est propice au transport</b>	Rapport des services déconcentrés du MINTP, Rapports des programmes MINTP ; Rapport du comité de suivi du PCD ;	<b>La gouvernance locale des TP est renforcée.</b>  <b>Les programmes/ projets du MINTP interviennent dans la Commune</b>
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Améliorer le réseau routier de la Commune	Au moins 50% du réseau routier est propice au transport		
	2- Étendre le réseau routier de la Commune	Les villages enclavés sont accessibles		
	3. Entretien du réseau routier	Chaque année au moins 90% des routes sont régulièrement entretenues		
<b>Résultats attendus</b>	1.1- Les routes endommagées sont réhabilitées et aménagées	Toutes les routes endommagées dans la Commune sont aménagées/réhabilitées	Rapport des services déconcentrés du MINTP, Rapports des programmes MINTP ; Rapport du comité de suivi du PCD ;	Les compétences du MINTP sont transférées à la Commune
	2.1- Les pistes agricoles sont ouvertes	Au moins 100 pistes agricoles sont ouvertes dans les différents bassins de production		
	2.2 De nouvelles routes sont réalisées dans le canton Longue	Au moins 100 km de routes rurales sont réalisées dans le canton Longue		
	2.3 La construction du pont sur le Nyong est programmée	La construction d'un pont en matériaux définitifs sur le fleuve Nyong est programmée au lieu dit Malombo		
	3.1 Les populations sont techniquement encadrées dans l'entretien des routes	Chaque année, les comités d'entretien des routes sont réactivés		
	3.2 La commune bénéficie du matériel d'entretien des routes	Chaque année, le petit matériel d'entretien routier est octroyé aux communes		
			Cout	

<b>Activités</b>	1.1.1. Réhabilitation de 598 km de route en milieu rural (avec installation de 26 buses et construction de 33 ponts) (cf. rapport consolidé)	3 800 000 000	Les ressources du MINTP sont transférées à la Commune  La Commune renforce son patrimoine logistique  La Commune développe son partenariat  Les populations sont organisées
	1.1.2. Réhabilitation des routes de l'espace urbain		
	1.1.5. Réhabilitation de 80 km de pistes agricoles couvrant les villages cibles (cf. Rapport consolidé)	346 000 000	
	2.1.1. Ouverture de 51 km de pistes agricoles couvrant les villages cibles (cf. rapport consolidé)	684 000 000	
	2.1.2. Réhabilitation de 100 KM de route dans le canton longue	507 000 000	
	2.1.3. Etude et recherche de financement pour la construction d'un pont en matériaux définitifs sur le fleuve Nyong	75 000 000	
	3.1.1. Organisation des campagnes de sensibilisation sur l'entretien routier	10 000 000	
	3.1.2. Organisation des sessions de formation sur l'entretien des routes par l'approche HIMO (02 séances/an)	10 000 000	
	3.1.3. Dotation de la commune en matériel d'entretien des routes (02 bulldozers, 01 niveleuse, 01 pelle chargeuse, 01 tractopelle, 02 camions benne)	20 000 000	
	3.1.4. Bitumage économique de la RP9 (MAKAK-NGOUMOU) 36 Km	723 000 000	
<b>Total des couts indicatifs</b>		<b>6 175 000 000</b>	
		<b>Conditions préalables</b>	7. Le PCD est validé par les autorités compétentes
			8. La stratégie sectorielle du développement rural est en cours d'exécution
			9. La décentralisation est effective

**SECTEUR 5 : EDUCATION DE BASE.**

**PROBLEME:** Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité.

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Faire du jeune enfant (0 à 8 ans) à l'horizon 2035 un être en bonne santé physique, mentale et morale, bien nourri, bien éduqué et bien instruit, éveillé, jouissant pleinement de ses droits, respectueux des valeurs sociales, culturelles et spirituelles de son milieu et vivant dans son environnement sain, sécurisé et juste.</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès à une éducation de base de qualité</b>	<b>Au moins 80% des populations de la tranche d'âge de 0 à 15 ans accèdent facilement à une éducation de base de qualité.</b>		
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Améliorer la carte scolaire de la commune	De nouveaux établissements scolaires sont créés et sont opérationnels	Rapport des services déconcentrés du MINEDUB	La gouvernance locale de l'éducation de base est renforcée  Les élus et élites de la Commune sont organisés
	2. Equiper les écoles existantes en matériel pédagogique et didactique	Toutes les écoles de la Commune disposent du matériel pédagogique et didactique pour mener à bien leurs missions	Rapport des établissements scolaires Rapport du comité de suivi du PCD	
	3. Construire les logements d'astreinte	Disponibilité des logements d'astreinte dans toutes les écoles		
	4. Recruter et prendre en charge le personnel enseignant	Effectifs d'enseignants suffisant dans toutes les écoles de la commune		
	5. Sécuriser les sites alloués aux écoles	Toutes les écoles de la commune disposent d'une clôture, d'un titre foncier		
<b>Résultats attendus</b>	1.1. De nouvelles écoles maternelles et primaires sont créées dans la Commune	Les établissements scolaires sont suffisants pour faciliter l'accès à l'éducation de la population concernée	Rapport des services déconcentrés du MINEDUB  Rapport des établissements scolaires Rapport du comité de suivi du PCD	
	1.2. Les écoles maternelles et primaires créées sont construites	Toutes les écoles créées sont construites		
	2.1. Les salles de classes et les infrastructures sont réhabilitées	Au moins 100 salles de classe sont construites/ réhabilitées dans les différentes écoles de la Commune		
	2.2. Les écoles de la Commune sont dotées facilement de tables bancs et autre matériel didactique	Chaque année, au moins 50% des écoles de la Commune sont dotées de tables bancs et autre matériel didactique		

	3.1. Les logements d'astreinte sont construits	Tous les enseignants des écoles de la Commune sont décemment logés		
	4.1. Le personnel enseignant est recruté et pris en charge	Au moins 90% des écoles fonctionnelles ont un nombre suffisant d'enseignants aux postes de travail		
	4.2. Les maitres des parents recrutés sont régulièrement rémunérés	Chaque mois, les maîtres des parents recrutés sont payés conformément au contrat		
	5.1. Les sites alloués aux écoles sont sécurisés	Toutes les écoles de la commune disposent d'une clôture, d'un titre foncier		
<b>Activités</b>			Cout	
	1.1. Plaidoyer pour la Création de 9 écoles maternelles dans les villages : BIKOUKOUND, BOUMNKOK, MAMBANDO, MOM II, NDJANTIBDA, NGOUNGOUM II, MINKOT-MBEM, NKONGUI, BAKOUKOUÉ,		1 000 000	
	1.1.2. Plaidoyer pour la création de 02 écoles primaires (MAMBANDO, NGOUNGOUM II)		500 000	
	1.2.1. Construction des écoles maternelles dans les villages : BIKOUKOUND, MBENG, EKOADJOM, LIBAMBA, BAKOUKOUÉ, MBAHGUE, SEPP, SONG-NTAP, BOUMKOK, MINKA (02), BITOUTOUK, NGOUIMAKONG, MBEMNDJOCK, EU (02), KOUKOUUM, MAMBANDO, MOM II, NDJANTIBDA, NGOUNGOUM II, NKONGUI, MINKOT-MBEM.		450 000 000	
	2.1.1. Construction de 96 nouvelles salles de classes dans les écoles créées et identifiées dans les villages : MANDOGA (06), KOUKOUUM (03), MANGO'O (06), MBENG (01), MBANDJOCK (06), MAYOS (06), EKOADJOM (02), BAKOUKOUÉ (03), SONG-BAYA (05), MABOUN (03), NDJANTIBDA (02), MOM I (12), MINKOT-MBEM (03), NGONG (03), NGWATE (04), SONG-NTAP (04), BITOUTOUK (03), BOUMNKOK (03), MINKA (08), NKONGUI (02), NGOUIMAKONG (04), LIKONGUE (03), MBEMNDJOCK (01), EU (03). MAMBANDO (04), NGOUNGOUM II (04)		864 000 000	
	2.1.2. Réhabilitation de 16 salles de classe dans les écoles dans les villages : NGOMBAS I (02), NGOMBAS II (06), NDJANTIBDA (02), MINKOT-MBEM (03), LIKONGUE (02), ESPACE URBAIN (01).		3 000 000	
	2.1.3. Construction et équipement de 05 salles informatiques dans les écoles primaires de KOUKOUUM(1), MOM I(4)		75 000 000	
	2.1.4. Construction de 37 points d'eau dans les écoles des villages : BIJOUKOUND (01), MANDOGA (01), KOUKOUUM (01), MANGO'O (01), NGOMBASS I (01), MBOGLOM (01), MBANDJOCK (01), BAKOUKOUÉ (01), SONG-BAYA (01), MOM II (1), NGOMBAS II (01), MABOUN (01), NDJANTIBDA (01), KAYA (03), MOM I (04), BOUMNKOK (01), NGONG		240 000 000	

Les compétences et les ressources du MINEDUB sont transférées à la Commune,  
Les APE sont fonctionnelles,  
Les élites apportent leur appui

(01), SEPP (01), LEP LIBONG (01), NGWATE (01), BITOUTOUK (01), EKOADJOM (01), NKONGUI (01), NNGOUIMAKONG (02), LIKONGUE (01), MBEMNDJOCK (02), EU (04).		
2.1.7. Construction des 29 latrines dans les écoles identifiées (BIKOUKOUND, MANDOGA, KOUKOUUM, MBENG, MBOGLOM, MBANDJOCK, EKOADJOM, SONG-BAYA, NGOMBAS II, MABOUN, NDJANTIBDA, KAYA, MOM I, MINKOT-MBEM, NGONG, LEP LIBONG, NGWATE, BITOUTOUK, BOUMNKOK, NNGOUIMAKONG, LIKONGUE, MBEMNDJOCK, EU)	60 000 000	
2.1.8. Aménagement de 11 aires de jeu dans les écoles des villages : MBENG (01), KAYA (03), BOUMNKOK (02), MINKA (04), EU (01).	10 000 000	
2.1.9. Construction de 21 clôtures dans les écoles des villages : BIKOUKOUND (01), MBANDJOCK (01), EKOADJOM (01), SONG-BAYA (01), MABOUN (01), NDJANTIBDA (01), NGONG (01), LEP LIBONG (01), BITOUTOUK (01), BOUMNKOK (02), MINKA (04), NKONGUI (01), NNGOUIMAKONG (02), MBEMNDJOCK (03)	36 000 000	
2.1.10. Réfection de la toiture de l'école de BIKOUKOUND	2 000 000	
2.2.1. Dotation de 436 tables bancs dans les écoles primaires identifiées : BIKOUKOUND (21), NGOMBAS I (3), BAKOUKOUÉ (13), SONG-BAYA (08), MABOUN (07), LEP LIBONG (18), NGWATE (140), MBEMNDJOCK (11), EU (215)	7 000 000	
2.2.2. Dotation en petites tables et de petites chaises pour les écoles maternelles des villages ciblés (BAKOUKOUÉ, EKOADJOM, MOM I)	1 000 000	
2.2.3. Dotation de 50 tables et chaises de bureau aux écoles des villages identifiés (MANDOGA, BAKOUKOUÉ, SEPP, NGWATE)	12 500 000	
2.2.4. Dotation du matériel ludique dans les écoles du village BAKOUKOUÉ	1 000 000	
2.2.5. Dotation des bacs à ordures dans toutes les écoles	1 000 000	
2.2.7. Dotation en d'une (01) boîte à pharmacie à 60 écoles de la commune	6 000 000	
2.2.8. Dotation d'un groupe électrogène dans les 60 écoles de la commune	10 000 000	
2.2.9. Dotation en matériel informatique aux écoles de BIKOUKOUND(2), et MINKA(8) 10 ordinateurs complets	4 000 000	
3.1.1. Construction des logements pour enseignants (27) dans les villages identifiés : BIKOUKOUND (1), MANDOGA (01), MANGO'O (01), MBANDJOCK (01), LIBAMBA (01), SONG-BAYA (01), MOM II '01), MABOUN (01), MOM I (05) MINKOT-MBEM (01), NGONG (01), LEP LIBONG (01), BITOUTOUCK (01) BOUMNKOK (02), MINKA (04), NKONGUI (01), NNGOUIMAKONG (02), MBEMNDJOCK (03).	270 000 000	

	3.2.1. Prise en charge des maitres des parents recrutés dans les écoles par la Commune	21 600 000	
<b>Total des couts indicatifs</b>		<b>2 075 600 000</b>	
		<b>Conditions préalables</b>	10. Le PCD est validé par les autorités compétentes
			11. La stratégie sectorielle du développement rural est en cours d'exécution
			12. La décentralisation est effective

## **SECTEUR 6 : ARTS ET CULTURE**

**PROBLEME: Faible promotion de la culture locale**

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>				
<b>Objectif global</b>	<b>Renforcer la promotion des arts et de la culture dans la Commune</b>	<b>Les arts et la culture sont pratiqués dans la Commune</b>		
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Renforcer la promotion des valeurs culturelles du peuple Bassa	90% des populations ressortissant de la Commune respectent les valeurs culturelles du peuple Bassa	Rapport des services déconcentrés du MINAC,	<b>La gouvernance locale des arts et de la culture est opérationnelle</b>  <b>Les autorités traditionnelles sont suffisamment organisées</b>
	2. Renforcer le patrimoine culturel de la Commune	Le patrimoine culturel de la Commune est suffisamment renforcé	Rapport du comité de suivi du PCD	
	3. Renforcer la promotion des événements culturels et artistiques dans la Commune	Chaque année, au moins 02 événements culturels sont organisés dans la Commune		

<b>Résultats attendus</b>	1.1. L'organisation culturelle des villages est renforcée	Au moins 80% des villages disposent d'un calendrier culturel	Rapport des services déconcentrés du MINAC, Rapports des Comités de Concertation des villages Rapport du comité de suivi du PCD	Les compétences du MINAC sont transférées à la Commune
	1.2. Les jeunes s'approprient les us et coutumes de leurs villages	Au moins 50% des jeunes de la Commune s'approprient les us et coutumes de leurs villages,		
	2.1. Les foyers culturels sont multipliés dans les villages et espace urbain	Au moins 50% des villages de la Commune ont des foyers culturels/communautaires		
	2.2. Les mouvements culturels sont multipliés dans la Commune	Au moins 05 mouvements culturels sont réalisés dans la Commune		
	3.1. Les concerts des artistes sont organisés	Chaque année, au moins 02 grands concerts d'artistes sont organisés dans la Commune		
	3.2. Les festivals culturels sont organisés dans la Commune	Chaque 02 ans, au moins un festival culturel est organisé dans la Commune		
<b>Activités</b>			<b>Coût</b>	Les ressources du MINAC sont transférées à la Commune
1.1.1. Accompagnement des grandes familles de la Commune dans la création/ fonctionnement de leurs associations culturelles			10 000 000	
1.1.2. Création, ouverture et mise en service d'une école d'apprentissage de la langue Bassa			16 000 000	
2.1.1. Appui à la construction et équipement de 32 foyers culturels dans les villages (LIKONGUE, NKONGUI, MINKA, BOUMNKOK, SONG-NTAP, NGWATE, LEP LIBONG, SEPP, MINKOT-MBEM, LOM, KABO, NGOUNGOUUM II, KAYA, NDJANTIBDA, MABOUN, NGOMBAS II, MBAHGUE, BENG-NYONG, SONG-BAYA, BAKOUKOU, EKOADJOM, LIBAMBA, MAYOS, MBANDJOCK, MBOGLOM, NGOMBAS I, NGOUNGOUUM I, MAMBANDO, MANGO'O, KOUKOUUM, LEP MAMB, BIKOUKOUND, MBEMNDJOCK)			160 000 000	
2.1.2. Équipement de deux (02) foyers dans les villages de MOM I, MBENG				
2.1.3. Construction d'une case de l'artisanat à MAKAK			20 000 000	
2.1.4. Appui aux artisans de la commune			10 000 000	
3.1.1. Appui à la fabrication des instruments de musique traditionnelle pour les artistes dans les villages de MOM I, KAYA, SONG-BAYA, MAYOS.			2 000 000	

	3.1.2. Appui à l'organisation des concerts dans la Commune	2 000 000	
	3.2.1. Organisation des festivals culturels biannuels	15 000 000	
<b>Total des couts indicatifs</b>		<b>235 000 000</b>	
		<b>Conditions préalables</b>	1. Le PCD est validé par les autorités compétentes
			2. La décentralisation est effective



**SECTEUR 7 : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE**

**PROBLEME:** Faible promotion de la femme et de la famille

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Améliorer les conditions de vie des catégories sociales victimes de discriminations et exclusion.</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Renforcer la promotion de la femme et de la famille dans la Commune</b>	<b>La promotion de la femme et de la famille est suffisamment renforcée dans la Commune</b>	Rapport des services déconcentrés du MINPROFF, Rapport des services déconcentrés du MINADER/MINEPIA Rapport des services déconcentrés du MINPMEESA Rapports des associations des femmes Rapport du comité de suivi du PCD	<b>La gouvernance locale de la Promotion de la Femme et de la Famille est renforcée dans la Commune</b>
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Renforcer l'intervention agropastorales des femmes rurales ;	Au moins 90% des femmes rurales sont suffisamment outillées pour sortir de l'agriculture de subsistance		
	2. Renforcer l'entrepreneuriat des femmes dans la Commune ;	Au moins 50% des femmes actives de la Commune sont fortement impliquées dans l'entrepreneuriat		
	3. Renforcer l'encadrement professionnel et social des filles/femmes dans la Commune	Au moins 50% des filles/femmes en fin de scolarité sont professionnellement et socialement encadrées,		
	4. Harmoniser les familles en situation instable	Au moins 50% des familles en situation instable sont harmonisées		
<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les femmes rurales maîtrisent les nouvelles techniques agropastorales	Au moins 90% des femmes rurales maîtrisent les nouvelles techniques agropastorales	Rapport des services déconcentrés du MINPROFF, Rapport des services déconcentrés du MINADER/MINEPIA Rapport du comité de suivi du PCD	Les cadres de la DAADR et DAEPIA interviennent dans les villages
	1.2. Les femmes rurales accèdent facilement aux intrants agropastoraux	Chaque année, les femmes rurales accèdent aux intrants agropastoraux		Les femmes rurales sont organisées en coopératives selon le système OHADA
	2.1. Les femmes de la Commune maîtrisent les procédures pour la création des entreprises/coopératives	Toutes les femmes actives maîtrisent les procédures de créations des entreprises/coopératives	Rapport des services déconcentrés du MINPROF, Rapport des services déconcentrés du	La microfinance de la Commune est opérationnelle Les programmes/projets du MINPMEESA

	2.2. Les femmes promotrices d'entreprises accèdent facilement aux financements	Au moins 90% des femmes promotrices d'entreprises accèdent facilement aux financements	MINPMEESA Rapport du comité de suivi du PCD	interviennent dans la Commune
	3.1. Les centres de promotion de la femme sont fonctionnels dans l'espace urbain et rural	01 centre de promotion de la femme est fonctionnel dans l'espace urbain	Rapports des services déconcentrés du MINPROFF Rapports du comité de suivi du PCD	Les compétences du MINPROFF sont transférées à la Commune
	4.1. Le plateau technique de la DAPROFF est renforcé	Le plateau technique de la DAPROFF est renforcé		
	5.1. Les cas de concubinages sont réduits dans la Commune	Les cas de concubinage sont nettement réduits dans la Commune		
	5.2. Les cas des enfants sans actes de naissances sont réduits dans la Commune	Les cas des enfants sans actes de naissances sont nettement réduits		
<b>Activités</b>			Cout	Les activités sont programmées Les ressources sont transférées à la Commune
	1.1.1. Organisation des sessions de formation des femmes sur les nouvelles techniques agropastorales		10 000 000	
	1.1.2. Dotation des femmes rurales en intrants agropastoraux		5 000 000	
	2.1.1. Sensibilisation des femmes actives sur les procédures de création d'entreprises/coopératives		5 000 000	
	2.2.2. Appui financier aux femmes promotrices d'entreprises		10 000 000	
	3.1.1. Construction et équipement du centre de promotion de la femme de l'espace urbain		30 000 000	
	3.1.3. Appui à la construction d'un foyer /maison de la femme dans la Commune de MAKAK		20 000 000	
	4.1.1. Aménagement et équipement des bureaux du DAPROFF		2 000 000	
	4.1.2. Plaidoyer pour l'affectation du personnel à la DAPROFF		1 000 000	
	5.1.1. Organisation des mariages collectifs dans la Commune		2 000 000	
	5.1.2. Création et construction des centres d'État civil dans les villages : SONG-N TAP, MBEMNDJOCK, KOUKOU, MAMBANDO, BENG-NYONG, MOM II,		60 000 000	

<b>Total des couts indicatifs</b>	145 000 000	
	<b>Conditions préalables</b>	13. Le PCD est validé par les autorités compétentes
		14. La décentralisation est effective

**SECTEUR 8 : AFFAIRES SOCIALES.**

**PROBLEME: Faible assistance sociale des populations.**

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Améliorer les conditions de vie des populations socialement vulnérables (PSV)</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Promouvoir la solidarité nationale dans la Commune</b>	<b>La promotion de la solidarité nationale est suffisamment renforcée dans la Commune.</b>		
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Renforcer la protection de l'enfance;	La protection de l'enfance est suffisamment prise en compte dans la Commune;	Rapport des services déconcentrés du MINAS,	<b>La gouvernance locale des affaires sociales est renforcée dans la Commune</b>
	2. Renforcer la protection des handicapés et personnes âgées	La protection des handicapés et personnes âgées est suffisamment prise en compte dans la Commune	Rapport des services déconcentrés du MINPROFF	
	3. Vulgariser les outils de promotion des droits des PA et PH	Le guide pour un vieillissement sain et actif vulgarisé La loi n° 002/2010 du 12/04/2010 portant promotion des PH vulgarisée	Rapports des services déconcentrés du MINEFOP Rapport du comité de suivi du PCD	
<b>Résultats attendus</b>	1.1 : Les établissements d'encadrement des enfants vulnérables sont multipliés dans la Commune	Au moins 01 établissements d'encadrement des enfants vulnérables sont fonctionnels dans la Commune		
	1.2 : Les enfants de la rue/orphelins sont pris en charge	Tous les enfants de la rue/ orphelins sont pris en charge	Rapport des services déconcentrés du MINAS,	Les compétences du MINAS sont transférées à la Commune

	1.3 : Les enfants victimes du VIH/SIDA sont pris en charge	Tous les enfants victimes du VIH/SIDA sont pris en charge	Rapport des établissements d'encadrements  Rapport du comité de suivi du PCD	Les plateaux techniques des établissements d'encadrements des enfants existants sont renforcés
	2.1 : les établissements d'encadrement des personnes âgées et handicapés sont créés dans la Commune	Au moins 01 établissements d'encadrement des handicapés et personnes âgées sont créés dans la Commune		Les compétences du MINAS sont transférées à la Commune  Les établissements d'encadrements des personnages sont fonctionnels dans la Commune  Le plateau technique du CMA est renforcé
	2.2 : Le plateau technique du centre social de l'espace urbain de la Commune est renforcé	Le plateau technique du centre social de l'espace urbain est renforcé		
	2.3 : Les handicapés de la Commune accèdent facilement à l'auto emploi	Toutes les personnes handicapées recensées dans la Commune accèdent facilement à l'auto emploi		Les services déconcentrés du MINAS interviennent dans la Commune
	2.4 : Les handicapés de la Commune accèdent facilement aux matériels et équipements	Toutes les personnes handicapées recensées dans la Commune accèdent facilement aux matériels et équipements		
	2.5 : Les handicapés et personnes âgées sont assistés psychologiquement	Chaque année, les personnes handicapées et personnes âgées sont assistés psychologiquement		
	2.6 : Les personnes âgées accèdent facilement aux soins de santé	Chaque année, les personnes âgées victimes des chroniques sont prises en charge		
	3. les outils de promotion des droits des personnes âgées et des personnes handicapées sont vulgarisés	Le guide pour un vieillissement sain et actif vulgarisé  La loi n° 002/2010 du 12/04/2010 portant promotion des PH vulgarisée		
<b>Activités</b>			<b>Coût</b>	Les ressources du MINAS sont transférées à la Commune
	1.1.1 : Appui à la création, construction, équipement d'un centre d'encadrement de la petite enfance au centre urbain de Makak		50 000 000	Les ONG internationales accompagnent la Commune
	1.1.2. Regroupement des personnes socialement vulnérables en association		200 000	Les chancelleries occidentales

	1.1.3. Recensement des EDR et OEV de la commune	1 000 000	accompagnent la Commune
	1.1.4. Dotation du CMA en anti retro viraux pour les enfants vivants avec le VIH/SIDA	1 000 000	
	2.1.1. Amélioration du cadre du centre social urbain	5 000 000	
	2.1.2. Appui à la construction et équipement d'un centre multifonctionnel d'encadrement de PA et PH	50 000 000	
	2.2.1. Création d'un centre d'accueil des PA	50 000 000	
	2.3.1. Campagne d'établissement des cartes d'invalidité aux PH	500 000	
	2.3.2. Organisation des sessions de formation des PH à l'auto emploi	1 000 000	
	2.3.3. Appui des PH et PA pour des activités génératrices de revenus (6 personnes par an)	1 200 000	
	2.4.1. Dotation des PH en appareillages	2 000 000	
	2.6.1. Appui à la prise en charge médicale des PA au CMA de Makak	2 000 000	
	3.1 Organisation de 12 causeries éducatives par an pour les PA, PH et la petite enfance	600 000	
<b>Total des couts indicatifs</b>		<b>164 500 000</b>	
		<b>Conditions préalables</b>	1. Le PCD est validé par les autorités compétentes
			2. La décentralisation est effective

**SECTEUR 9 : EAU ET ENERGIE.**

**PROBLEME (a): Difficulté d'accès à l'énergie électrique.**

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectifs supérieurs</b>	<b>1. Améliorer l'accès des populations aux services énergétiques modernes dans les secteurs prioritaires</b> <b>2. Contribuer à la réduction de la pauvreté en milieu rural</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès des populations de la Commune à l'énergie électrique</b>	<b>Au moins au moins 90% la population accèdent facilement à l'énergie électrique</b>	Rapport des services déconcentrés du MINEE,  Rapport des agences ENEO  Rapport du comité de suivi du PCD	<b>La gouvernance locale de l'énergie et de l'eau est renforcée</b>
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Renforcer la couverture électrique de la Commune;	Tous les villages de la Commune sont couverts par le réseau ENEO		
	2. Diversifier les sources d'énergie.	Au moins 03 sources approvisionnent la Commune		
<b>Résultats attendus</b>	1.1 : Le réseau électrique de la Commune est réhabilité	Toutes les lignes défectueuses sont réhabilitées		
	1.2. Le réseau électrique de la Commune est étendu	Le réseau électrique est étendu sur au 500 km		
	2.1. Les installations solaires sont multipliées dans la Commune	L'énergie solaire est installée dans au moins 50% des villages et espace urbain de la Commune		
	2.2. Les chutes du fleuve Nyong sont exploitées	Au moins une des chutes du fleuve Nyong est exploitée dans la Commune		
<b>Activités</b>			Cout	
	1.1.1. Construction, Réhabilitation et Extension des réseaux électriques dans les villages : (Extension du réseau électrique basse tension à NGOUNGOUM I(5), KAYA (5) et NGWATE : 6), (Remplacement de 254 poteaux défectueux dans les villages : NGOUNGOUM (06), BAKOUKOU (20), KYA (10), LOM (10), MINKOT-MBEM (60), SEPP (03), NGWATE (60), SONG-NTAP (05), BITOUTOUCK (20), BOUMNKOK :60 ; (Réhabilitation de 08 transformateurs dans les villages : KOUKOUUM (01), LIBAMBA (02), MBAHQUE (01), NGWATE (02), MINKA :02) ; (Extension / installation du réseau électrique moyenne tension 208 km dans les villages identifiés cf. rapport consolidé) ; (Extension/installation du réseau électrique basse tension 194 km dans les villages identifiés cf. rapport consolidé).		3 000 000 000	

	1.2.3. Installation de l'énergie publique dans l'espace urbain (175 000 Fx50)	8 750 000	
	2.2.1. Montage du projet de construction du barrage sur la chute Mpoumè (Mayos)	PM	
	2.2.2. Construction du barrage de Mpoumè	PM	
<b>Total des couts indicatifs</b>		<b>3 008 750 000</b>	
		<b>Conditions préalables</b>	1. Le PCD est validé par les autorités compétentes
			2. La décentralisation est effective

## SECTEUR 9 : EAU ET ENERGIE

### PROBLEME (b): Difficulté d'accès à l'eau potable.

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Porter le taux d'accès à l'eau potable à 75% en 2020.</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès des populations de la Commune à l'eau potable</b>	<b>Toutes les populations de la Commune accèdent facilement à l'eau potable.</b>		
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Multiplier les points d'eau potable dans l'espace rural	Chaque village de la Commune a au moins 01 nouveau point d'eau potable	Rapport des services déconcentrés du MINEE,	<b>La gouvernance locale de l'énergie et de l'eau est renforcée</b>
	2. Renforcer le réseau CDE dans l'espace urbain	Tous les quartiers de l'espace urbain sont ravitaillés en eau potable par le réseau CDE	Rapport de l'agence CDE de MAKAK	
<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les puits/forages non fonctionnels dans les villages sont réhabilités	Tous les puits/forages non fonctionnels dans les villages sont réhabilités	Rapports des programmes/projets du MINEE Rapport du comité de suivi du PCD	

	1.2. Les puits/ forages sont réalisés dans les villages exprimant le besoin	Les puits/forages sont réalisés dans tous les villages exprimant le besoin		Les partenaires internationaux interviennent dans la Commune
	1.3. Les sources naturelles sont aménagées	Toutes les sources naturelles identifiées dans les villages ciblés sont aménagées		
	1.4. Les adductions d'eau sont réhabilitées/construites dans l'espace rural	Au moins 03 adductions d'eau sont réhabilitées/construites dans les villages à forte densité humaine		
	2.1. Les bornes fontaines non fonctionnelles dans l'espace urbain sont réhabilitées	Toutes les bornes fontaines non fonctionnelles dans l'espace urbain sont réhabilitées		
	2.2. Le réseau CDE est étendu dans d'autres quartiers de l'espace urbain	Les quartiers non connectés par la CE accèdent finalement au réseau		
<b>Activités</b>			<b>Coût</b>	
	1.1.1. Réhabiliter de (04) forages/puits aménagés en panne dans les villages KOUKOU(2), BIKOUKOUND(1), NGWATE(1)		6 000 000	
	1.2.1. Sensibilisation des populations pour la mise en place et le fonctionnement de leurs comités de gestion des puits			
	1.2.2. Construction de 23 nouveaux points d'eau dans les villages : MANGO'O (10), NGOUNGOUM (01), NGWATE (03), SONG-NTAP (03), NGOUIMAKONG (06).		150 000 000	
	1.2.3. Construction de 111 nouveaux forages dans les villages : EU (04), LEP MAMB (05), MBENG (05), BIKOUKOUND (01), MBOGLOM (04), NGOMBAS I (03), MBANDJOCK (04), MAYOS (05), LIBAMBA (03), BAKOUKOU (07), SONG-BAYA (05), BENG-NYONG (02), MBAHGUE (02), MOM II (01), NGOMBAS II (05), MABOUN (05), NDJANTIBDA (03), NGOUNGOUM II (02), KABO (05), LOM (03), MINKOT-MBEM (05), NGONG (04), SEPP (02), LEP LIBONG (01), NGWATE (05), BITOUTOUCK (03), BOUMNKOK (03), NKONGUI (03), LIKONGUE (05), MBEMDJOCK (04).		918 000 000	
	1.3.1. Aménagement de 31 sources d'eau dans les villages : NGOUNGOUM I (03), MBOGLOM (03), NGOUGOUM II (04), NGONG (03), NGOUIMAKONG (15), MBEMDJOCK (03).		84 000 000	
	1.3.2. Organisation d'une causerie éducative par le maire en partenariat avec le MINEE et le MINSANTE sur les		800 000	



	techniques de potabilisation d'eau (4sessions/an) dans l'espace urbain et dans tous les villages (200 000 par session)		
	1.4.1. Réhabilitation de l'adduction d'eau de BIKOUKOUND	30 000 000	
	1.4.2. Construction de 02 adductions d'eau à EKOADJOM et BAKOUKOUE,	62 000 000	
	2.1.1. Réhabilitation des bornes fontaines dans l'espace urbain (voir CDE)		
	2.1.2. Plaidoyer pour l'extension du réseau CDE dans d'autres quartiers de l'espace urbain (voir CDE)		
<b>Total des couts indicatifs</b>		<b>1 250 800 000</b>	
	<b>Conditions préalables</b>		1. Le PCD est validé par les autorités compétentes
			2. La décentralisation est effective

**SECTEUR 10 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.**

**PROBLEME:** Difficulté d'accès à une éducation secondaire de qualité.

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Diminuer le taux de redoublement et d'avancer progressivement vers l'universalisation à terme, de manière à porter à ce niveau le paquet minimum de connaissances fondamentales dont devraient disposer tout camerounais dans 'optique de la vision 2035.</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès à l'éducation secondaire de qualité</b>	<b>Tous les élèves accèdent à une éducation de qualité.</b>		
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Renforcer la couverture de l'éducation secondaire dans la Commune	L'espace rural de la Commune est suffisamment couvert par l'éducation secondaire	Rapport des services déconcentrés du MISEC  Rapport des établissements scolaires  Rapport des APE  Rapport du comité de suivi du PCD	La gouvernance locale de l'enseignement secondaire est renforcée  Les élus et élites de la Commune sont organisés
	2. Renforcer le plateau technique des écoles existantes	Tous établissements scolaires existants ont leurs plateaux techniques renforcés		
	3. Stabiliser les enseignants dans leurs lieux de service	Tous les enseignants des établissements scolaires du secondaire sont stabilisés à leurs postes de service		
<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les établissements scolaires sont multipliés dans la Commune ;	Au moins 20 lycées et collèges sont fonctionnels dans la Commune ;		
	2.1. Les établissements scolaires du secondaire sont dotés de diverses infrastructures	Tous les établissements scolaires de l'enseignement secondaire diversifient leurs équipements scolaires		
	2.2. Les établissements scolaires du secondaire sont suffisamment équipés	Tous les établissements scolaires de l'enseignement secondaire sont suffisamment équipés		
	2.3. Les établissements scolaires du secondaire ont suffisamment des enseignants	Tous les établissements scolaires de l'enseignement secondaire ont des enseignants à leurs postes de travail		
	3.1. Les enseignants vacataires sont régulièrement rémunérés	Les enseignants recrutés sont régulièrement rémunérés		
			<b>Coût</b>	Les ressources et les compétences du

<b>Activités</b>	1.1.1. Plaidoyer pour la création de 14 nouveaux CETIC dans les villages (LIKONGUE, BOUMNKOK, LEP LIBONG, NGOUIMAKONG, MBAHGUE, SONG-BAYA, EKOADJOM, LIBAMBA, MAYOS, NGOMBAS I, MAMBANDO, BIKOUKOUND, MBENG, MANGO'O)	14 000 000	MINSEC sont transférées à la Commune  Les Comités de Concertation sont fonctionnels
	1.1.2. Plaidoyer pour la création de 15 CES dans les villages identifiés (BOUMNKOK, BITOUTOUK, SONG-NTAP, NGOUIMAKONG, MINKOT-MBEM, KAYA, NDJANTIBDA, MABOUN, NGOMBAS II, MOM II, MBANDJOCK, MBOGLOM, MANGO'O, KOUKOUUM, LEP MAMB)	15 000 000	
	1.1.3. Plaidoyer création d'un 01 lycée d'enseignement général ou technique à NGONG	1 000 000	
	2.1.1. Construction de 14 nouveaux CETIC créés dans les villages (LIKONGUE, BOUMNKOK, LEP LIBONG, NGOUIMAKONG, MBAHGUE, SONG-BAYA, EKOADJOM, LIBAMBA, MAYOS, NGOMBAS I, MAMBANDO, BIKOUKOUND, MBENG, MANGO'O)	224 000 000	Les APE sont bien structurés
	2.1.2. Construction de 15 CES créés dans les villages identifiés (BOUMNKOK, BITOUTOUK, SONG-NTAP, NGOUIMAKONG, MINKOT-MBEM, KAYA, NDJANTIBDA, MABOUN, NGOMBAS II, MOM II, MBANDJOCK, MBOGLOM, MANGO'O, KOUKOUUM, LEP MAMB)	240 000 000	
	2.1.3. Construction du lycée d'enseignement général ou technique créé à NGONG	50 000 000	
	2.1.4. Construction et équipement de 1 salle d'informatique au CES de NGWATE	15 000 000	
	2.1.5. Construction et équipement d'une 01 bibliothèque à MBENG	15 000 000	
	2.1.6. Construction des latrines modernes dans les établissements scolaires des villages : MINKA (1), NGWATE (3), MBENG (06), MBEMNDJOCK (03), ESPACE URBAIN (12)	50 000 000	
	2.1.7. Construction de 05 points d'eau dans les établissements scolaires des villages : MINKA (01), NWATE (01), MOM I (02), MBENG (01), MBEMNDJOCK (01)	42 500 000	
	2.1.8. Aménagement d'une 01 aire de jeu à MINKA	5 000 000	
	2.1.9. Construction d'un 01 bloc administratif à NGWATE	16 000 000	
	2.1.10. Construction des logements d'astreinte pour enseignants dans les villages : MINKA (05), MOM I (03), MBENG (02)	50 000 000	
	2.1.11. Construction des clôtures dans les établissements de MINKA (05), MOM (03), MBENG (02)	30 000 000	
	2.1.12. Reboisement des établissements de MINKA (01), MOM (02)	10 000 000	
2.2.1. Dotation des tables bancs dans les établissements scolaires de MINKA et MOM I	5 000 000		

	2.2.2. Dotation des ordinateurs et autres matériels informatiques aux établissements scolaires du secondaire	10 000 000	
	2.2.3. Dotation des kits scolaires aux établissements scolaires	6 000 000	
	2.2.4. Dotation des bacs à ordures dans les établissements du secondaire des villages/espace urbain	1 000 000	
	2.3.1. Plaidoyer pour l'affectation des enseignants dans les établissements du secondaire de NGWATE (04), Sepp (04), MBENG (08) MBEMNDJOCK (04)	4 000 000	
	2.3.2. Recrutement des enseignants vacataires	9 000 000	
	3.1.1. Rémunération des enseignants vacataires recrutés	45 000 000	
<b>Total des couts indicatifs</b>		907 500 000	
	<b>Conditions préalables</b>		1. Le PCD est validé par les autorités compétentes
			2. La stratégie sectorielle du sous secteur est en cours d'exécution
			3. La décentralisation est effective

### SECTEUR 11 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

**PROBLEME:** Difficulté d'accès à la formation professionnelle et à un emploi décent

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>1. Améliorer les conditions de vie des populations</b> <b>2. Disposer d'un capital humain capable de soutenir la croissance économique</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès à la formation professionnelle et à l'emploi décent.</b>	<b>- Au moins 80% des jeunes de la Commune accèdent facilement à la formation professionnelle</b> <b>- Au moins 80% des jeunes accèdent à un emploi décent</b>	Rapport des services déconcentrés du MINEFOP Rapport du CPMJ	<b>La gouvernance locale de l'emploi et la formation professionnelle est renforcée.</b>
<b>Objectifs</b>	1- Créer et construire les structures de formation	Nombre de structure de formation professionnelle ou de	Rapport des établissements de formation	

<b>spécifiques</b>	professionnelle ou de recyclage	recyclage créées et fonctionnelle sur l'espace communal	professionnelle  Rapport du comité de suivi du PCD	
	2. Doter ces établissements de formation professionnelle en équipements et matériel didactique et pédagogique	Nombre d'équipements et de matériel didactique et pédagogique reçus		
	3. promouvoir les filières et les emplois locaux	Autorisation d'ouverture et de fonctionnement de l'établissement		
	4. faciliter l'insertion professionnelle des jeunes par l'entrepreneuriat et l'auto emploi	Nombre de jeunes formés et insérés  Nombre de personnes bénéficiaire de l'appui à l'auto emploi		
	5. Sécuriser les sites des structures de formation	Bornage des sites, acquisition des titres fonciers, clôture		
<b>Résultats attendus</b>	1. Les structures de formation professionnelle ou de recyclage sont créées	Au moins 10 SAR/SM sont fonctionnels dans la Commune		<b>Les compétences et les ressources du MINEFOP sont transférées à la Commune</b>
	2. Les établissements de formation professionnelle sont dotés d'équipement et matériel didactique et pédagogique	Nombre d'équipements et de matériel didactique et pédagogique reçus		
	3. Les filières et les emplois locaux sont promus	Tous les établissements de formation professionnelle de la Commune sont suffisamment équipés		
	4. L'insertion professionnelle des jeunes est facilitée par l'entrepreneuriat et l'appui à l'auto emploi	Autorisation d'ouverture et de fonctionnement de l'établissement		
	5. les sites des structures de formation professionnelle sont sécurisés	Bornage des sites, acquisition des titres fonciers, clôture		
<b>Activités</b>			Coût	
	1.1. Plaidoyer pour la création de 01 SAR/SM ou centre de formation communal des métiers dans l'espace urbain (Makak)		1 000 000	

	1.2. Construction et équipement d'une SAR/SM ou centre de formation communal dans l'espace urbain (Makak)	75 000 000	Les ressources nécessaires sont mobilisées
	2.1. Construction et équipement d'une salle d'atelier spécialisée à la SAR/SM de MOM I	70 000 000	
	3.1. Appui financier à la réalisation des micro-projets des jeunes formés	20 000 000	
	4.1. Construction des clôtures dans les structures de formation professionnelle		
	4.2. Bornage, acquisition des titres fonciers pour les structures de formation professionnelle		
<b>Total des couts indicatifs</b>		<b>166 000 000</b>	
		<b>Conditions préalables</b>	4. Le PCD est validé par les autorités compétentes
			5. La stratégie sectorielle du développement rural est en cours d'exécution
			6. La décentralisation est effective

**SECTEUR 12 : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE.**

**PROBLEME:** Faible promotion du travail décent dans la Commune.

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Réorganiser structurellement les organismes de sécurité sociale existants d'une part et à élargir le champ d'application matériel, personnel et professionnel de la sécurité sociale au plus grand nombre.</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Renforcer la promotion du travail décent dans la Commune</b>	<b>Tous les travailleurs de la Commune se trouvent dans les conditions décentes de travail</b>	Rapports des services déconcentrés du MINTSS  Rapports des services de la CNPS  Rapports du comité de suivi du PCD	<b>La gouvernance locale du MINTSS est renforcée dans la Commune</b>
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Faciliter l'accès des travailleurs de la Commune aux services de la CNPS	Au moins 80% des travailleurs de la Commune accèdent aux services de la CNPS		
	2. Assister socialement les travailleurs de la Commune	Au moins 80% des travailleurs sont assistés socialement		
	3. Faciliter l'accès à l'immatriculation volontaire des travailleurs indépendants	Au moins 80% des travailleurs indépendants ont accès à l'immatriculation volontaire		
<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les procédures d'immatriculation à la CNPS sont vulgarisées	Tous les travailleurs se sont appropriés les procédures d'immatriculation à la CNPS		La CNPS intervient dans la Commune
	2.1. La promotion des mutuelles d'assistance sociale des travailleurs est effective	Au moins une mutuelle d'assistance sociale des travailleurs est fonctionnelle dans la Commune		
<b>Activités</b>			Cout	
	1.1.1. Sensibilisation des travailleurs de la Commune sur les avantages liés à leur immatriculation à la CNPS		500 000	
	1.1.2. Immatriculation des travailleurs de la Commune à la CNPS		PM	
	2.1.1. Création, construction et mise en service d'une mutuelle de santé dans la Commune		15 000 000	
	3.1.1. Organisation des campagnes de sensibilisation des travailleurs indépendants sur l'immatriculation volontaire à la CNPS		<b>PM</b>	

<b>Total des couts indicatifs</b>	<b>15 500 000</b>	
	<b>Conditions préalables</b>	7. Le PCD est validé par les autorités compétentes
		8. La stratégie sectorielle du développement rural est en cours d'exécution
		9. La décentralisation est effective

**SECTEUR 13 : TOURISME ET LOISIRS**

**PROBLEME: Faible promotion du tourisme et des loisirs**

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Développer les produits touristiques Camerounais pour faire du Cameroun une destination touristique</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Transformer la commune de Makak en une destination touristique</b>	<b>Le tourisme et les loisirs sont suffisamment développés dans la Commune.</b>	Rapports des services déconcentrés du MINTOUL, PV de réception + photos  Rapports du comité de suivi du PCD	<b>Appui des partenaires nationaux et internationaux</b>
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Créer et équiper un office communal du tourisme	Un office communal est créé et équipé au centre urbain		
	2. Identifier et inventorier les sites touristiques	Un répertoire des sites touristique de la commune est disponible		
	3. Construire un hôtel et identifier les parcs d'attraction et les parcs de loisir	Un hôtel construit, nombre de parcs d'attraction et de loisirs identifiés		
<b>Résultats attendus</b>	1.1. Un office communal est créé et équipé	Office communal fonctionnel		Les compétences et les ressources du MINTOUL sont transférées à la Commune  Les promoteurs de tourisms interviennent dans la Commune
	2.1. Les potentiels sites touristiques sont inventoriés et recensés	Nombre de sites touristiques recensés et aménagés		
	2.2. Les voies d'accès aux sites	Nombre de Km de voies d'accès créées et aménagées		



	sont créées et aménagés			
	3.1. Un hôtel avec restaurant est construit	Un hôtel avec restaurant fonctionnel		
	3.2. Les parcs d'attraction et de loisir sont aménagés	Au moins cinq (05) parcs d'attraction et de loisir aménagés		
<b>Activités</b>			<b>Coût</b>	
	1.1.1. Construction et équipement d'un office communal de tourisme		25 000 000	
	2.1. Identification et recensement des sites touristiques		2 000 000	
	2.1.1. Recrutement et formation d'au moins trois (03) guides touristiques		3 000 000	
	2.1.2. Organisation des campagnes de sensibilisation des populations sur le tourisme		1 000 000	
	2.1.3. Réalisation des études de faisabilité pour l'aménagement des sites touristiques		250 000 000	
	2.2.1. Aménagement de vingt (20) sites touristiques		10 000 000	
	2.2.2. Recherche des partenaires nationaux et internationaux		500 000	
	2.2.3. Matérialisation des sites touristiques par les plaques		5 000 000	
	3.1. Construction d'un hôtel deux (02) étoiles (avec restaurant intégré)		800 000 000	
	3.2. Aménagement des parcs d'attraction et de loisir		300 000 000	
	3.2.1. Organisation annuelle des colonies de vacance		15 000 000	
	3.2.2. Construction d'un camp vacances pour jeunes		400 000 000	
	<b>Total des couts indicatifs</b>		<b>1 811 500 000</b>	
			<b>Conditions préalables</b>	1. Le PCD est validé par les autorités compétentes

2. La décentralisation est effective

**SECTEUR 14: FORET ET FAUNE**

**PROBLEME: Destruction très avancée de la forêt et de la faune**

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>				
<b>Objectif global</b>	<b>Préserver la faune et la forêt de la Commune.</b>	<b>La forêt et la faune de la Commune sont suffisamment préservées</b>		
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Éradiquer l'exploitation anarchique des essences forestières dans la commune;	L'exploitation anarchique des essences forestières est éradiquée à 90% dans la Commune	Rapports des services déconcentrés du MINFOF (PV de saisie, PV de constatation d'infraction)  Rapports des services déconcentrés du MINADER	<b>La gouvernance locale de la forêt et de la faune est renforcée.</b>
	2. Éradiquer la pratique anarchique de la chasse dans la Commune	La pratique de la chasse enrayée à 90% dans la Commune		
	3. Renforcer les capacités administratives et techniques du poste forestier	Le poste forestier est suffisamment outillé pour mener à bien ses missions		
<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les forêts communautaires et communales sont règlementées	Toutes les activités dans les forêts communautaires et communales sont règlementées	Rapports des programmes/projets du MINEPDED  Rapports du comité de suivi du PCD	Les compétences et les ressources du MINFF sont transférées à la Commune
	1.2. Un système de reboisement est mis en place dans la Commune	Un système de reboisement est mis en place dans la Commune		
	1.3. Les pratiques de l'agriculture itinérante et sur brûlis éradiquées dans la Commune	La pratique de l'agriculture itinérante et sur brûlis est éradiquée à 90% dans la Commune		
	2.1. La lutte contre le braconnage	Tous les mécanismes de lutte contre le braconnage sont mis en		

	est renforcée	place		
	3.1. La capacité administrative du poste forestier est renforcée dans la commune	La capacité administrative du poste forestier est renforcée		
	3.2. Les matériels logistiques et autres équipements sont multipliés au siège du poste forestier de MAKAK et postes forestiers	Le siège du poste forestier et les postes forestiers créés sont dotés de matériels logistiques et autres équipements adaptés à leurs missions		
	3.3. Les ressources humaines du poste forestier sont multipliées	Le siège du poste forestier de MAKAK et les postes forestiers créés sont suffisamment outillés en ressources humaines qualifiées		
<b>Activités</b>			<b>Coût</b>	
	1.1.1. Création de 03 forêts communautaires dans les villages LIKONGUE, BOUMNKOK, NGWATE, NGONG, MINKOT-MBEM, NDJANTIBDA, MABOUN, NGOMBAS II, BENG-NYONG, SONG-BAYA, MAYOS, MBEMNDJOCK (4 villages par forêt communautaire)		12 000 000	
	1.1.2. Création d'une forêt communale		100 000 000	
	1.2.1. Organisation de 16 campagnes de sensibilisation sur le reboisement des espaces victimes de déforestations		32 000 000	
	1.2.2. Appui à la mise en place de 25 pépinières de 1000 plants/ essences forestières variées pour reboisement dans les villages (NKONGUI, MINKA, BITOUTOUK, SONG-NTAP, NGWATE, LEP LIBONG, SEPP, NGOUMAKONG, NGONG, MINKOT-MBEM, LOM, NGOUNGOUM II, MOM I, KAYA, MOM II, MBAHGUE, EKOADJOM, LIBAMBA, NGOMBAS I, NGOUNGOUM I, MAMBANDO, BIKOUKOUND, MBENG, KOUKOUN, LEP MAMB) 1500 F/plant		37 500 000	
	1.3.1. Organisation de 12 campagnes de sensibilisation des populations contre l'agriculture itinérante et sur brulis (1 séance par canton x 4 ans)		24 000 000	
	2.1.1. Organisation de 12 campagnes de sensibilisation des populations contre le braconnage		24 000 000	
	2.1.2. Mise en place des brigades de control contre le braconnage		3 200 000	
	3.1.1. Création, ouverture et mise en place de 04 barrières de contrôle forestier dans les villages: LEP-LIBONG, MANDOGA, MBANNDJOCK, BIKOUKOUND		4 000 000	
	3.1.2. Rétrocession à la Commune des réserves forestières de MAKAK et du NYONG		500 000	

	3.2.2. Réhabilitation du poste forestier de BAKOUKOUÉ	1 000 000	
	3.2.3. Dotation du matériel de travail et autre équipement aux postes forestiers	20 000 000	
	3.2.4. Dotation de 5 motos aux agents des postes forestiers	10 000 000	
	3.2.5. Acquisition d'un pick-up pour le siège du poste forestier de MAKAK	20 000 000	
	3.2.6. Plaidoyer pour l'affectation des personnes ressources aux postes forestiers	500 000	
<b>Total des couts indicatifs</b>		<b>288 700 000</b>	
		<b>Conditions préalables</b>	1. Le PCD est validé par les autorités compétentes
			2. La décentralisation est effective

**SECTEUR 15 : ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE**

**PROBLEME:** Faible protection de la de la nature et de l'environnement dans la Commune.

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Encourager les initiatives des particuliers, des associations, des partenaires, de la société civile, etc. en faveur d'un développement durable et rationnel de l'environnement.</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Renforcer la protection de la nature et de l'environnement dans la Commune.</b>	<b>La protection de la nature et de l'environnement est renforcée dans la Commune</b>		
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Éradiquer l'exploitation anarchique des ressources naturelles dans la Commune	L'exploitation anarchique des ressources naturelles est totalement éradiquée dans la Commune	Rapports des services déconcentrés du MINEPDED	<b>La gouvernance locale de l'environnement, la protection de la nature et du développement durable est renforcée.</b>
	2. Renforcer la protection de l'environnement de l'espace urbain et rural	Les mesures de protection de l'environnement de l'espace urbain et rural sont renforcées	Rapports des services déconcentrés du MINFOF	
	3. Promouvoir le développement durable dans la Commune	Les pratiques concourant au développement durable sont effectives dans la Commune	Rapports du comité de suivi du PCD	

<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les mesures de protection des ressources naturelles sont vulgarisées dans la Commune	Toutes les populations de la Commune mettent en œuvre les mesures de protection des ressources naturelles		
	2.1. La gestion des déchets améliorée dans l'espace urbain et rural	Un système de gestion des déchets est mis en place dans l'espace urbain et rural		
	2.2. L'assainissement de l'espace urbain est renforcé	L'assainissement de l'espace urbain est suffisamment renforcé		
	3.1. Le concept du développement durable est vulgarisé dans la Commune	Toutes les populations de la Commune s'approprient le concept du développement durable par la mise en pratique des mesures appropriées		
	3.2. Les projets programmés dans la commune sont exécutés en toute conformité avec les normes environnementales	Tous les projets programmés dans la Commune sont exécutés en toute conformité environnementale		
<b>Activités</b>			<b>Coût</b>	
	1.1.1. Organisation de 15 campagnes de sensibilisation sur la protection des ressources naturelles (1 campagne par an dans chacun des 03 cantons pour une durée de 5 ans)		30 000 000	Les compétences et les ressources du MINEPDED sont transférées à la Commune  Les ONG nationales spécialisées sur la protection de la nature interviennent dans la Commune
	1.1.2. Aménagement de 03 espaces verts dans l'espace urbain		4 500 000	
	1.1.3. Aménagement de 05 espaces verts dans les villages : MANGO'O, MBENG, NGOUNGOU M I, NGONG, NGWATE.		7 500 000	
	2.1.1. Construction des décharges (municipales et communautaires) dans les 03 cantons		75 000 000	
	2.1.2. Mise en place de 32 bacs à ordures à travers les grandes artères et carrefours de la Commune (32 x 15625)		500 000	
	2.1.3. Construction de 03 sites de compostage dans les villages de KAYA, NGOUIMAKONG et LEP-LIBONG		9 000 000	
	2.2.1. Construction des latrines publiques dans l'espace urbain (03 x 2000 000)		6 000 000	

	2.2.2. Aménagement des caniveaux et exutoires au centre urbain et organisation de 10 campagnes de curage et de nettoyage des caniveaux e autres canalisations	70 000 000	
	2.2.3. Organisation des campagnes de curage des caniveaux (10 x 2 000 000)	20 000 000	
	3.1.1. Organisation des sessions de sensibilisation des populations sur le développement durable (02 x 2 000 000)	4 000 000	
	3.1.2. Appui à la mise en œuvre des activités des Clubs des Amis de la Nature dans les établissements scolaires (18 x 500 000)	9 000 000	
	3.2.1. Prise en compte des coûts de réalisation des études d'impact environnemental et social (EIES) ou des notices d'impact environnemental dans les projets programmés de la commune	50 000 000	
	3.2.2. Construction de 20 foyers améliorés dans la commune (20 x 10 000)	200 000	
	3.2.3. Récupération des articles en plastique et recyclage en pavés ou tuiles par la commune	5 000 000	
<b>Total des couts indicatifs</b>		<b>290 700 000</b>	
	<b>Conditions préalables</b>		1. Le PCD est validé par les autorités compétentes
			2. La décentralisation est effective

**SECTEUR 16 : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT**

**PROBLEME:** Faible développement de l'espace urbain.

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Créer un espace économique national intégré.</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Renforcer le développement de l'espace urbain</b>	<b>MAKAK présente les caractéristiques d'une ville moderne</b>	Rapports des services déconcentrés du MINH DU	<b>La gouvernance locale sur l'urbanisme et l'habitat est renforcée.</b>
<b>Objectifs spécifiques</b>	1- Aménager l'espace urbain	L'espace urbain est suffisamment aménagé	Rapports des programmes/projets du MINH DU	
	2. Viabiliser les zones d'extension	Les linéaires des VRD sont créés (voiries et réseaux divers)	Rapports du comité de suivi du PCD	
	3. Renforcer la promotion de l'habitat décent dans l'espace urbain et l'utilisation des matériaux de construction locaux	La promotion de l'habitat décent dans l'espace urbain est effective		
<b>Résultats attendus</b>	1.1. L'espace urbain est foncièrement sécurisé	Nombre de titres fonciers établis dans l'espace urbain	Rapports des services déconcentrés du MINH DU	
	2.1. Les routes de l'espace urbain sont réhabilitées/entretenu	Les linéaires des routes de l'espace urbain sont aménagés/entretenus		
	2.2. L'espace urbain est assaini	Tout l'espace urbain est totalement assaini	Rapports des programmes/projets du MINH DU	
	3.1. L'habitat de l'espace urbain est réglementé	La réglementation dans l'espace urbain est respectée	Rapports des services déconcentrés du MINDCAF	
	3.2. La promotion de l'habitat social est effective dans l'espace urbain	Nombre de constructions réalisées pour l'habitat social dans l'espace urbain	Rapports du comité de suivi du PCD	
	3.3. La promotion des matériaux de construction locaux est effective	Nombre d'habitats construits en matériaux locaux		
	3.4. La construction des habitats décents est respectée dans	Une brigade de contrôle est mise sur pied		

	l'espace urbain			
<b>Activités</b>			Cout	<p><b>Les compétences et les ressources du MINH DU sont transférées à la Commune</b></p> <p><b>Les élites et les experts en la matière s'impliquent dans la réalisation des actions</b></p>
	1.1.1. Élaboration du plan sommaire d'urbanisme de la ville de MAKAK		40 000 000	
	1.1.1. Lancement des procédures d'obtention du titre foncier pour les réserves foncières de la mairie		5 000 000	
	1.1.3. Création des lotissements communaux dans la ville de MAKAK		52 000 000	
	1.1.4. Sensibilisation des populations de l'espace urbain sur la sécurisation de leurs domaines fonciers			
	2.1.1. Bitumage des principaux axes routiers de l'espace urbain (06Km)		1 200 000 000	
	2.1.2. Réhabilitation des axes routiers secondaires de l'espace urbain		200 000 000	
	2.1.3. Entretien régulier des principaux axes routiers bitumés ou réhabilités		5 000 000	
	2.2.1. Installation de l'éclairage public le long des principaux axes routiers		50 000 000	
	2.2.2. Aménagement d'un cimetière municipal		10 000 000	
	2.2.3. Sensibilisation des populations sur la construction des toilettes dans leurs habitats		500 000	
	3.1.2. Sensibilisation des populations de l'espace urbain sur le respect de la réglementation en matière de l'habitat		200 000	
	3.2.1. Construction d'une cité municipale de 200 logements sociaux		2 000 000 000	
	3.3.1. Organisation des campagnes de promotion des matériaux de construction locaux		1 500 000	
3.4.1. Mise en place d'une brigade de contrôle des chantiers de construction		250 000		
3.4.2. Mise en place d'une commission d'examen des dossiers de : permis de construire, permis d'implanter, permis de démolir, autorisation de lotir (lotissements privés)		300 000		
<b>Total des couts indicatifs</b>			<b>3 564 750 000</b>	
			<b>Conditions préalables</b>	1. Le PCD est validé par les autorités compétentes



- |    |  |
|----|--|
| 2. | La stratégie sectorielle du développement rural est en cours d'exécution |
| 3. | La décentralisation est effective  |

**SECTEUR 17 : DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES**

**PROBLEME : Difficulté dans la conservation du patrimoine communal**

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Lever la contrainte foncière pour faciliter le développement des infrastructures de communication, stimuler la création des moyennes et grandes exploitation dans le secteur rural.</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Créer un cadre légal pour une bonne gestion du patrimoine dans l'espace communal</b>	<b>Au moins 80% du patrimoine communal est sécurisé et conservé.</b>	Rapports des services déconcentrés du MINDCAF  Rapports des programmes/projets du MINDCAF  Rapports du comité de suivi du PCD	<b>La gouvernance locale des domaines et des affaires foncières est renforcée.</b>
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Renforcer les mesures sur le patrimoine foncier	Les mesures sur le patrimoine foncier sont renforcées		
<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les populations de la Commune sont outillées sur les normes foncières;	Les populations de la Commune sont outillées sur les normes foncières		
	1.2. Le centre urbain est loti	La Commune a entreprise les démarches pour l'élaboration d'un plan cadastral		
<b>Activités</b>			<b>Coût</b>	Les compétences et les ressources du MINDCAF sont transférées à la Commune
	1.1.1. Vulgarisation des procédures d'obtention du titre foncier		8 000 000	
	1.1.2. Organisation de 02 séances /an des campagnes sensibilisation des populations sur l'importance de la sécurisation des terres		40 000 000	
	1.2.1. Élaboration d'un plan cadastral		50 000 000	
	1.2.2. Lotissement de l'espace urbain		100 000 000	

	1.2.3. Plaidoyer pour l'érection des chefferies en organe de relais du service du MINDCAF.	40 000 000	
<b>Total des couts indicatifs</b>		238 000 000	
		<b>Conditions préalables</b>	1. Le PCD est validé par les autorités compétentes
			2. La stratégie sectorielle du développement rural est en cours d'exécution
			3. La décentralisation est effective

**SECTEUR 18 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION.**

**PROBLEME: Non valorisation des résultats de la recherche scientifique.**

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	.			
<b>Objectif global</b>	<b>Valoriser les résultats de la recherche scientifique et de l'innovation.</b>	<b>Au moins 80% des résultats de la recherche sont valorisés dans la Commune</b>	Rapports des services déconcentrés du MINRESI Rapport des services déconcentrés du MINADER Rapports des programmes/projets du MINRESI Rapports de l'IRAD, MIPROMALO, IRPM Rapports du comité de suivi du PCD	<b>La gouvernance locale de la recherche scientifique et de l'innovation est renforcée.</b>
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Promouvoir les résultats de la recherche scientifique et de l'innovation	La promotion des résultats de la recherche scientifique est effective dans la Commune		
<b>Résultats attendus</b>	1.1. L'accès aux résultats de la recherche agropastorale est facilité	Au moins 90% des populations ont accès aux semences améliorées et autres produits de la recherche dans la Commune		
	1.2. Les résultats de la recherche de la MIPROMALO sont vulgarisés dans la Commune	Toutes les populations de l'espace rural et urbain s'approprient les résultats de la recherche de la MIPROMALO		
	1.3. Les résultats de la recherche de l'IRPM sont vulgarisés dans la commune	Toutes les populations de l'espace rural et urbain de la Commune s'approprient des résultats de l'IRPM		

		Coût	
Activités	1.1.1. Sensibilisation des populations sur la valeur des semences améliorées	6 000 000	Les compétences et les ressources du MINRESI sont transférées à la Commune
	1.1.2. Dotation des semences améliorées aux producteurs agricoles	20 000 000	
	1.1.3. Création de mini centres de recherche agronomique dans la Commune	60 000 000	
	1.2.1. Sensibilisation des populations sur les résultats de la recherche de la MIPROMALO	6 000 000	
	1.2.2. Organisation des sessions de formation pour la fabrication des matériaux locaux	15 000 000	
	1.2.3. Dotation du matériel de fabrication des produits de la MIPROMALO aux populations	25 000 000	
	1.3.1. Sensibilisation des populations sur les résultats de la recherche de l'IRPM	6 000 000	
	1.3.2. Réalisation des pépinières expérimentales des plants médicinales à BOUMNKOK et MINKOT-MBEM	30 000 000	
	1.3.3. Appui des producteurs ruraux dans l'exploitation des plantes médicinales	6 000 000	
	<b>Total des coûts indicatifs</b>		
		<b>Conditions préalables</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le PCD est validé par les autorités compétentes</li> <li>2. La stratégie sectorielle du développement rural est en cours d'exécution</li> <li>3. La décentralisation est effective</li> </ol>

### SECTEUR 19 : COMMERCE

**PROBLEME:** Faible développement du commerce dans l'espace communal

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur	Assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur dans les conditions de concurrence saine.			
Objectif global	Renforcer le développement du commerce dans l'espace	Le développement du commerce est renforcé dans la Commune.	Rapports des services déconcentrés du MINCOMMERCE	

	<b>communal</b>		Rapport des services déconcentrés du MINH DU	
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Renforcer la promotion du commerce en milieu rural de la Commune	La promotion du commerce est renforcée dans la Commune	Rapports des programmes/projets du MINCOMMERCE	<b>La gouvernance locale de l'agriculture est renforcée</b>  Les ressources du MINCOMMERCE sont transférées à la Commune  .
	2. Améliorer les conditions de commerce dans l'espace urbain de la Commune	Les conditions de commerce sont améliorées dans l'espace urbain de la Commune	Rapports du comité de suivi du PCD	
<b>Résultats attendus</b>	1.1. La distribution des produits de grande consommation est renforcée dans l'espace rural de la Commune	La distribution des produits de grande consommation est renforcée dans l'espace rural de la Commune		
	2.1. La distribution des produits de grande consommation est améliorée dans l'espace urbain de la Commune	La distribution des produits de grande consommation est améliorée dans l'espace urbain de la Commune		
<b>Activités</b>			<b>Coût</b>	les compétences du MINCOMMERCE sont transférées à la Commune
	1.1.1. Réhabilitation des espaces de commerce à MINKA, MOM et BAKOUKOUÉ		15 000 000	
	1.2.1. Construction de 27 marchés périodiques dans les villages : MANDOGA, KOUKOUUM, MANGO'O, MBENG, NGOUNGOUM I, NGOUNGOUM II, MBOGLOM, NGOMBAS I, NGOMBAS II, LIBAMBA, MAYOS, EKOADJOM, SONG-BAYA, MBAHGUE, MOM II, MABOUN, NDJANTIBDA, KAYA, MINKOT-MBEM, NGONG, SEPP, LEP-LIBONG, NGWATE, SONG-NTAP, BOUMNKOK, LIKONGUE, MBEMNDJOCK.		135 000 000	
	2.1.1. Réhabilitation du marché central de l'espace urbain		25 000 000	
	2.1.2. Réhabilitation du marché des vivres de l'espace urbain		10 000 000	
	2.1.3. Construction d'un centre commercial communal dans l'espace urbain		300 000 000	
	<b>Total des coûts indicatifs</b>			
			<b>Conditions préalables</b>	1. Le PCD est validé par les autorités compétentes 2. La décentralisation est effective

**SECTEUR 20 : JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE**

**PROBLEME: Faible encadrement de la Jeunesse dans la Commune.**

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Organiser, former et faciliter l'insertion socio économique des jeunes de MAKAK</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Renforcer l'encadrement de la jeunesse.</b>	<b>L'encadrement des jeunes dans la Commune est renforcé</b>		
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Renforcer l'appui institutionnel des jeunes	L'appui institutionnel des jeunes de la commune est renforcé	Rapports des services déconcentrés du MINJEC	<b>La gouvernance locale de la jeunesse est renforcée.</b>
	2. Renforcer l'appui technique des jeunes de la Commune	L'appui technique des jeunes de la Commune est renforcé	Rapports des programmes/projets du MINJEC	
	3. Renforcer la promotion économique des jeunes de la Commune	La promotion économique des jeunes de la commune est renforcée	Rapports du comité de suivi du PCD	
	4. Renforcer l'éducation civique des jeunes	L'éducation civique des jeunes de la commune est renforcée		
<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les capacités institutionnelles de la DAJEC sont renforcées	La DAJEC se retrouve dans les meilleures conditions de fonctionnement	Rapports des services déconcentrés du MINJEC	
	1.2. L'organisation des jeunes de la Commune est renforcée	L'organisation des jeunes de la Commune est suffisamment renforcée	Rapports des programmes/projets du MINJEC	
	2.1. Le plateau technique du CMPJ de l'espace urbain est renforcé	Le plateau technique du CMPJ de l'espace urbain est renforcé	Rapports du comité de suivi du PCD	
	2.2. Les structures d'encadrements sont multipliées dans l'espace rural de la	Un CMPJ est créé dans l'espace rural de la Commune	Rapports du comité d'Arrondissement d'Education civique et d'intégration nationale	

	Commune			
	3.1. Les jeunes entrepreneurs de la Commune accèdent facilement aux financements de leurs projets	Tous les jeunes entrepreneurs de la Commune accèdent facilement aux financements de leurs projets		
	4.1. Le référentiel de l'éducation civique est vulgarisé dans la Commune	Tous les jeunes de la Commune s'approprient les grandes valeurs de l'éducation civique et de l'intégration nationale		
<b>Activités</b>			<b>Coût</b>	Les compétences et les ressources des CMPJ sont transférées à la Commune  Les programmes du MINJEC interviennent dans la Commune
	1.1.1. Construction et équipement du siège de la DAJEC		30 000 000	
	1.1.2. Dotation de 03 motos AG de fonction à la DAJEC.		9 000 000	
	1.2.1. Plaidoyer pour l'affectation des cadres d'appui à la DAJEC			
	1.2.2. Renouvellement du bureau communal du CNJC		500 000	
	2.1.1. Réhabilitation du CMFPJ		4 900 000	
	2.1.2. Dotation du CMPFJ en matériel didactique		5 000 000	
	2.1.3. Plaidoyer pour l'affectation de deux cadres d'appui au CMPJ de l'espace urbain			
	2.1.6. Appui à la construction de 4 foyers des jeunes dans les villages NGOUNGOUM, KAYA, MBAHGUE, KOUKOUM		P M	
	3.1.1. Appui financier pour le financement des projets économiques des jeunes de la commune (PAJER-U)		10 000 000	
	4.1.1. Intensification de la campagne d'intégration nationale		5 000 000	
<b>Total des couts indicatifs</b>			<b>64 400 000</b>	
			<b>Conditions préalables</b>	1. Le PCD est validé par les autorités compétentes
				2. La décentralisation est effective

**SECTEUR 21 : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE**

**PROBLEME:** Faible développement du sport et de l'éducation physique.

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Développer les infrastructures sportives pour le sport d'élite et celui de la masse.</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Renforcer le développement du sport et de l'éducation physique dans la Commune.</b>	<b>Le sport et l'éducation physique sont suffisamment renforcés dans la Commune.</b>		
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Améliorer la pratique du sport dans la Commune	La pratique du sport est améliorée dans la Commune	Rapports des services déconcentrés du MINSEP  Rapports des programmes/projets du MINSEP  Rapports du comité de suivi du PCD	<b>La gouvernance locale du sport et de l'éducation physique est renforcée.</b>
	2. Améliorer la pratique de l'éducation physique dans les établissements scolaires	La pratique de l'éducation physique est améliorée dans les établissements scolaires de la Commune		
	3. Assurer la visibilité sportive de la Commune	La visibilité sportive de la Commune est assurée		
<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les infrastructures sportives sont multipliées dans la Commune	Les infrastructures sportives sont réalisées dans l'espace urbain et rural		
	2.1. Les plateaux sportifs des établissements scolaires sont renforcés	Au moins 50% des établissements scolaires de la Commune ont leurs plateaux sportifs suffisamment renforcés		
	3.1. Les compétitions officielles des fédérations sportives sont organisées dans la Commune	Au moins une compétition officielle d'une fédération sportive est organisée dans la Commune		
	3.2. Les mouvements sportifs sont organisés dans la Commune	Chaque année, au moins 01 évènement sportif est organisé dans la Commune		

Activités		Coût	
	1.1.1. Aménagement des terrains de football existants (terrassement, nivellement, traçage, toilettes, points d'eau, poteaux, filets, tribunes...): EU, MANDOGA (01), MANGO'O (01), BIKOUKOUND (01), MBOGLOM (01), MAYOS (01), SONG-BAYA (01), MOM II (01), BAKOUKOUÉ (02), NGOMBAS II (01), KAYA (01), NGONG (01), NGOUIMAKONG (01), BITOUTOUCK (01), LIKONGUE (01), MINKA (01), MBEMNDJOCK (01)	1 140 000	Les compétences et les ressources du MINSEP sont transférées à la Commune
	1.1.2. Réhabilitation du stade municipal de l'espace urbain	45 000 000	
	1.1.3. Construction et équipement d'un complexe sportif (gymnase, stade, salles de fitness...) dans l'espace urbain	200 000 000	Les programmes du MINSEP interviennent dans la Commune
	2.1.1. Appui à la construction et équipement des plateaux de jeu multidisciplinaires dans les établissements secondaires de la Commune	10 000 000/par établissement	Les élites et les promoteurs du sport et éducation pour tous s'investissent dans la Commune
	2.1.2. Appui à la réhabilitation, des infrastructures sportives du Collège Sacré Cœur de MAKAK (45 000 000) et du Collège Évangélique de LIBAMBA (30 000 000)	75 000 000	
	2.1.3. Dotation du matériel sportif aux établissements scolaires de la Commune	2 000 000/établissement	
	2.1.4. Plaidoyer pour l'affectation des cadres d'éducation physique dans les établissements scolaires de la Commune (500 000 x 2 ans)	1 000 000	
	3.1.1. Création d'un club multidisciplinaire dans la Commune	1 000 000	
	3.1.2. Participation des équipes créées aux compétitions officielles (voir le budget communal)		
	3.2.1. Appui à l'organisation des championnats dans les villages	5 000 000	
<b>Total des coûts indicatifs</b>		<b>340 140 000</b>	
		<b>Conditions préalables</b>	1. Le PCD est validé par les autorités compétentes
			2. La stratégie sectorielle du développement rural est en cours d'exécution
			3. La décentralisation est effective



**SECTEUR 22 : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT.**

**PROBLEME: Faible développement des PME, de l'économie sociale et artisanat.**

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Créer un environnement politique, institutionnel, juridique et réglementaire propice au développement collectif au Cameroun</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Renforcer le développement des PME, l'économie sociale et l'artisanat dans la Commune</b>	<b>Le développement de l'économie sociale et l'artisanat est suffisamment renforcé dans la Commune</b>		
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Renforcer la création et la promotion des petites et moyennes entreprises dans la Commune	La promotion des petites et moyennes entreprises est effective dans la Commune	Rapports des services déconcentrés du MINPMEESA  Rapports des services déconcentrés du MINPMEESA  Rapports du comité de suivi du PCD	<b>La gouvernance locale des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat est renforcée dans la Commune</b>
	2. Promouvoir l'économie sociale dans la Commune	L'économie sociale est effective dans la Commune		
	3-Renforcer la promotion de l'artisanat dans la Commune	Les activités liées à l'artisanat sont de plus développées dans la Commune		
<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les procédures de créations d'entreprises sont vulgarisées	Tous les entrepreneurs informels s'approprient des procédures de création des entreprises		
	1.2. Les promoteurs d'entreprises accèdent facilement aux financements de leurs projets	Chaque année, les promoteurs d'entreprises porteurs des projets éligibles accèdent facilement aux financements de leurs projets		
	2.1. Les producteurs ruraux sont organisés en coopératives	Tous les producteurs ruraux sont organisés en coopératives		
	2.2. Coopératives formalisées accèdent facilement aux financements de leurs projets	Toutes les coopératives formalisées accèdent facilement aux financements de leurs projets		
	3.1. Les artisans de la Commune sont encadrés	Tous les artisans de la Commune sont bien encadrés		
	3.2. Les artisans de la Commune	Les artisans de la Commune écoulent facilement leurs produits		

	écoulent facilement leurs produits			
<b>Activités</b>			<b>Coût</b>	<p>Les compétences et les ressources du MINPMEESA sont transférées à la Commune</p> <p>La microfinance communale est fonctionnelle</p> <p>La banque des PME</p>
	1.1.1. Sensibilisation des entrepreneurs informels sur les procédures rapides de création des entreprises		3 000 000	
	1.1.2. Accompagnement des entrepreneurs informels dans la création des entreprises		3 000 000	
	1.1.3. Appui à l'identification de 100 promoteurs d'entreprises		4 000 000	
	1.2.1. Appui des promoteurs d'entreprises identifiés dans l'élaboration de leurs projets		10 000 000	
	1.2.2. Appui des promoteurs des entreprises dans le financement de leurs projets		50 000 000	
	2.1.1. Sensibilisation des producteurs ruraux sur leur organisation en coopérative		3 000 000	
	2.1.2. Accompagnement des producteurs ruraux dans la création de leurs coopératives		10 000 000	
	2.2.1. Appui des coopératives dans l'élaboration de leurs projets		20 000 000	
	3.1.1. Élaboration d'un répertoire d'artisans de la Commune par filière		2 500 000	
	3.1.2. Création, ouverture et mise en service d'un centre de formation aux métiers artisanaux à l'espace urbain		25 000 000	
	3.1.3. Appui des artisans dans le financement de leurs activités		10 000 000	
	3.2.1. Construction et équipement d'un centre d'artisanat à l'espace urbain		40 000 000	
	<b>Total des coûts indicatifs</b>			
			<b>Conditions préalables</b>	<p>1. Le PCD est validé par les autorités compétentes</p> <p>2. La stratégie sectorielle du développement rural est en cours d'exécution</p> <p>3. La décentralisation est effective</p>

**SECTEUR 23 : INDUSTRIES, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE.**

**PROBLEME:** Faible exploitation des potentiels agro-industriels, géologiques et miniers de la Commune.

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	Favoriser et encourager la recherche, l'exploitation et la transformation industrielle des ressources minières, agricoles et forestières nécessaires au développement économique et social du pays.			
<b>Objectif global</b>	Renforcer la valorisation des potentiels miniers et agro-forestiers de la Commune	La valorisation du potentiel géologique et minier de la Commune est renforcée.	Rapport du sectoriel de l'Industrie, des Mines et du développement technologique  Rapports du comité de suivi du PCD	<b>La gouvernance de l'industrie, de mines et du développement technologique est renforcée dans la Commune.</b>
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Exploiter les ressources minières et agro-forestières de la Commune	Au moins 50% des ressources minières et agro-forestières de la Commune sont exploités		
<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les potentiels carrières de sable et de pierre sont recensées et inventoriées	Répertoire des carrières de sable et de pierre		
	1.2. Les carrières sont exploitées	Au moins 20% des rochers identifiés dans la Commune sont exploités		
	1.3. Les minerais et les produits forestiers non ligneux sont exploités	Au moins un minerai identifié est exploité		
	1.4. La promotion de l'artisanat minier est effective dans la Commune	La promotion de l'artisanat minier est effective dans la Commune		
	1.5. Mettre en place un comité de suivi et de gestion des recettes issues de l'exploitation minière	Arrêter de création du comité de suivi et de gestion		
<b>Activités</b>			<b>Coût</b>	Les compétences de l'industrie, des mines et du développement technologique sont transférées à la Commune
	1.1.1. Création d'un répertoire de gisement des minerais et des produits de carrière		500 000	
	1.1.2. Appui à l'établissement de la carte géologique et minière de la commune		5 000 000	

	1.2.1. Viabilisation des carrières de sable, de pierre et de latérite dans les villages : MBENG (01), MBOGLOM (02), NGOMBAS I (02), LIBAMBA (01), SONG-BAYA (02), NDJANTIBDA (01), KAYA (01), NGOUNGOUM II (02), MOM I (01), NGOUIMAKONG (01), MBEMDJOCK (01).	80 000 000	
	1.3.1. Appui à la prospection des ressources minières	10 000 000	
	1.4.1. Organisation des ateliers de formation sur l'exploitation artisanale des minerais identifiés	2 000 000	
	1.4.2. Appui aux exploitants en matériel et à la formalisation du secteur	5 000 000	
	1.5.1. Création d'un comité communal de gestion des recettes issues de l'exploitation ou de la recherche minière	1 000 000	
<b>Total des coûts indicatifs</b>		<b>103 500 000</b>	
		<b>Conditions préalables</b>	1. Le PCD est validé par les autorités compétentes
			2. La stratégie sectorielle du développement rural est en cours d'exécution
			3. La décentralisation est effective

#### SECTEUR 24 : TRANSPORT.

**PROBLEME: Difficulté de mobilité des personnes et des biens.**

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Contribuer efficacement à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté.</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter la mobilité des personnes et des biens dans et hors de la commune.</b>	<b>Le transport des personnes et des biens est facilité dans la Commune</b>	Rapports des services déconcentrés du MINTRANS	
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Améliorer les conditions de transport des personnes et des biens dans et hors de la Commune	Les conditions de transport des personnes et des biens sont améliorées dans et hors de la Commune	Rapports des services déconcentrés du MINTP Rapports du comité de suivi du PCD	<b>La gouvernance locale du transport est transférée à la Commune</b>
<b>Résultats</b>	1.1. Le transport inter urbain est	Le transport de la ville de MAKAK vers d'autres villes est		

<b>attendus</b>	structuré	structuré		
	1.2. Le développement du transport dans l'espace rural est renforcé	Le développement du transport dans l'espace rural est suffisamment renforcé		
	1.3. L'activité des mototaxis dans la Commune est régulée	L'activité des mototaxis dans la Commune est régulée		
	1.4. L'accès à l'Inter-city est facilité	L'accès à l'inter-city est facilité		
	1.5. Renforcer la sécurité au niveau des passages à niveau	Les barrières sont installées dans les passages à niveaux		
<b>Activités</b>			<b>Coût</b>	<p>Les ressources et les compétences du MINTRANS sont transférées à la Commune</p> <p>Les chauffeurs sont organisés en associations</p>
	1.1.1. Réhabilitation d'une gare routière dans l'espace urbain		20 000 000	
	1.1.2. Lobbying auprès des élites (opérateurs économiques pour la création, l'ouverture et la mise en service d'une agence de voyage inter urbain)		1 000 000	
	1.1.3. Création, ouverture et mise en service d'un centre de formation en conduite automobile dans l'espace urbain		10 000 000	
	1.2.1. Lobbying auprès des élites et opérateurs économiques pour la création, l'ouverture et la mise en service d'une entreprise spécialisées dans le transport des personnes et des biens dans l'espace rural		1 000 000	
	1.2.2. Construction de 14 têtes de ligne dans les villages à fort mobilité des personnes et des biens		70 000 000	
	1.2.3. Acquisition de 05 pirogues à moteurs (villages BAKOUKOUÉ, MINKA, LEP-LIBONG, MALOMBO, BEN-NYONG, LOM)		15 000 000	
	1.2.4. Renforcement des capacités des passeurs pour la traversée du Nyong		1 000 000	
	1.3.1. Recensement des conducteurs de moto taxis de la Commune		1 000 000	
	1.3.2. Sensibilisation des conducteurs de moto taxis de la Commune sur la sécurisation de leurs activités		2 000 000	
	1.3.3. Dotation des casques et chasubles aux conducteurs de mototaxis de la Commune		2 500 000	
	1.4.1. Plaidoyer pour l'arrêt de l'inter-city à la gare ferroviaire de MAKAK		1 000 000	
	1.5. Installation de 07 barrières dans les passages à niveau dans les lieux suivants : MAKAK centre, KAYA, LIBAMBA,		700 000	

	MINKA, NGOMBAS I, MOM I, EKOADJOM		
<b>Total des coûts indicatifs</b>		<b>140 200 000</b>	
		<b>Conditions préalables</b>	1. Le PCD est validé par les autorités compétentes
			2. La stratégie sectorielle du développement rural est en cours d'exécution

**SECTEUR 25 : POSTES ET TELECOMMUNICATION**

**PROBLEME : Difficulté d'accès aux services de poste et télécommunication de qualité**

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Doter 40 000 villages de moyens de télécommunication modernes.</b> (DSCE)			
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès aux services postaux et de télécommunication dans la Commune</b>	<b>L'accès aux services postaux et de télécommunication est facilité dans la Commune</b>		
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Renforcer le développement des services postaux dans la Commune	Le développement des services postaux est renforcé dans la Commune	Rapports des services déconcentrés du MINPOSTEL	<b>La gouvernance locale du MINPOSTEL est renforcée</b>
	2. Renforcer la couverture téléphonique de la Commune	Au moins 80% de l'espace communal est couvert par divers réseaux téléphoniques	Rapports des opérateurs téléphoniques	
	3. Renforcer la promotion des TIC dans la Commune	La promotion des TIC est suffisamment renforcée dans la Commune	Rapports des services de le CAMPOST Rapports du comité de suivi du PCD	
<b>Résultats attendus</b>	1.1. La CAMPOST améliore son intervention dans la Commune	Au moins 03 services de la CAMPOST sont opérationnels dans la Commune		
	1.2. Plusieurs opérateurs postaux interviennent dans la Commune	Au moins 03 opérateurs postaux interviennent dans la Commune		

	2.1. MTN et Orange étendent leurs réseaux dans d'autres zones de l'espace rural	D'autres zones de l'espace rural sont couverts par les réseaux MNT et Orange		
	2.2. CAMTEL et NEXTEL sont présent dans la Commune	CAMTEL et NEXTEL sont présents dans la Commune		
	3.1. Les cybers café et les télécentres communautaires sont multipliés dans la Commune	Au moins 10 cybers café et télécentres sont fonctionnels dans la Commune		
	3.2. Les jeunes de la Commune sont formés dans les NTYIC	Au moins 80% des jeunes résidant dans la Commune sont formés dans les TIC		
<b>Activités</b>			<b>Cout</b>	
	1.1.1. Lobbying auprès de la CAMPOST pour la création de 03 bureaux de poste à MBOGLOM, NGOMBAS I et MOM I,		1 500 000	Les compétences et les ressources du MINPOSTEL sont transférées à la Commune  Les opérateurs postaux et de téléphonie mobile interviennent dans la Commune
	1.1.2. Lobbying auprès de la CAMPOST pour la construction et la mise en service des bureaux de poste créés		2 000 000	
	1.1.3. Dotation d'un groupe électrogène à la CAMPOST de l'espace urbain		1 000 000	
	2.1.1. Lobbying auprès de MTN et Orange pour l'extension de leurs réseaux téléphoniques dans la Commune		1 000 000	
	2.2.1. Lobbying auprès de CAMTEL et NEXTEL pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques dans la Commune		1 000 000	
	3.1.1. Appui à l'ouverture des cybers café dans l'espace urbain		4 000 000	
	3.1.2. Construction et mise en service de 11 télé centres communautaires polyvalents dans les villages KOUKOU, NGOUNGOU I, NGOMBAS I, MBOGLOM, BAKOUKOU, NGOUNGOU II, MOM I, SEPP, LEP-LIBONG, EKOADJOM, MINKA		30 000 000	
	3.2.1. Organisation des séminaires de formation des jeunes sur les TIC (10)		20 000 000	
	3.2.2. Construction et équipement de 05 centres multimédia à NGOMBAS I, BENG-NYONG, MBAHGUE, NGONG et SEPP		25 000 000	
<b>Total des couts indicatifs</b>			<b>85 500 000</b>	
			<b>Conditions préalables</b>	1. Le PCD est validé par les autorités compétentes

- |    |  |
|----|--|
| 2. | La stratégie sectorielle du développement rural est en cours d'exécution |
| 3. | La décentralisation est effective  |

**SECTEUR 26 : COMMUNICATION**

**PROBLEME : Difficulté d'accès à une information de qualité en temps réel**

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Développer les infrastructures de communication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès à l'information en temps réel</b>	<b>La radio communale et au moins trois radio communautaires émettent sur le territoire communal.</b>		
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Améliorer la qualité de la réception du signal CRTV radio/TV dans tous les villages de la commune	Qualité de la réception du signal CRTV radio/TV	Rapports des services déconcentrés du MINCOM	<b>La gouvernance locale sur la communication est renforcée</b>
	2. Construire et équiper une radio communautaire à MAKAK	Disponibilité d'une radio communautaire fonctionnelle	PV de réception des travaux de construction et de livraison des équipements de la radio	
	3. Produire un bulletin d'information de la commune	Bulletin d'information de la commune disponible	Rapports des services déconcentrés du MINPT	
	4. Mettre en place des kiosques à journaux	Kiosques à journaux disponibles	Rapports du comité de suivi du PCD	
	5. Former le personnel de la radio communautaire	Nombre de séminaires/ateliers de formation		
<b>Résultats</b>	1.1. La réception du signal CRTV radio/TV est améliorée dans tous	Qualité de la réception du signal CRTV radio/TV		



<b>attendus</b>	les villages de la commune			
	2.1. Une radio communautaire est construite et équipée	Disponibilité d'une radio communautaire fonctionnelle		
	3.1. Un bulletin d'information est produit	Bulletin d'information régulièrement produit		
	4.1. Des kiosques à journaux sont mis en place	Kiosques à journaux disponibles et fonctionnels		
	5.1. des animateurs de programmes radio sont formés	Nombre de séminaires/ateliers de formation		
<b>Activités</b>			<b>Coût</b>	<p>Les ressources et les compétences du MINCOM sont transférées à la Commune</p> <p>Les élites et les personnes ressources interviennent pour la réalisation des actions arrêtées</p>
	1.1. Lobbying auprès de la CRTV et des opérateurs privés pour l'extension du signal radio/TV dans la Commune		1 000 000	
	2.1. Construction et équipement d'une radio communautaire à MAKAK		50 000 000	
	3.1. Production d'un bulletin d'information de la commune (Tribune du Nyong)		1 500 000	
	3.2. Création et hébergement d'un site internet à la commune		5 000 000	
	4.1. Mise en place des kiosques à journaux		4 000 000	
	5.1. Organisation d'un séminaire de 14 jours pour la formation d'animateurs locaux de programme radio		15 000 000	
	<b>Total des coûts indicatifs</b>		<b>76 500 000</b>	
			<b>Conditions préalables</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le PCD est validé par les autorités compétentes</li> <li>2. La stratégie sectorielle du développement rural est en cours d'exécution</li> <li>3. La décentralisation est effective</li> </ol>

**SECTEUR 27 : ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE**

**PROBLEME:** Faible intervention du secteur de l'administration territoriale, de la décentralisation et du maintien de l'ordre

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Renforcer la capacité des administrations, des différentes structures impliquées, des organismes d'appui, des associations et des organisations professionnelles du secteur pour une mise en œuvre harmonieuses de la stratégie.</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Renforcer l'intervention de l'administration territoriale, de la décentralisation et du maintien de l'ordre dans l'espace communal.</b>	<b>L'intervention de l'administration territoriale, la décentralisation et le maintien de l'ordre est renforcée dans la Commune</b>	Rapports des services déconcentrés du MINADT  Rapports des services de sécurité Gendarmerie/Police  Rapports du comité de suivi du PCD	<b>Implication de l'autorité administrative dans le cadre de la décentralisation (tutelle)</b>
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Améliorer l'administration des personnes et des biens dans l'espace communal	L'administration des personnes et des biens s'améliore dans la Commune		<b>La décentralisation est effective</b>
<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les conditions sont mises en place pour faciliter l'administration des personnes et des biens,	Les chefferies sont plus visibles dans les actions de développement de la Commune		
	1.2. Les postes de sécurité sont multipliés dans la Commune	Les postes de sécurité sont multipliés dans la Commune		
	1.3. Les postes de sécurité créés sont construits et équipés	Les postes de sécurité créés sont construits, équipés et mis en service		
<b>Activités</b>			<b>Coût</b>	
	1.1.1. Dotation de la sous préfecture du matériel de bureau et informatique		4 000 000	
	1.1.2. Affectation du personnel communal en appui à la sous préfecture et autres services de l'administration (perception, centre multifonctionnel de promotion des jeunes)			
	1.1.3. Création d'une chefferie de 1 <sup>er</sup> degré à MAKAK			
	1.1.4. Dotation en matériel et équipement de travail (outils informatique, gilets de sauvetage pour la traversée du Nyong)		10 000 000	
	1.2.1. Plaidoyer pour la création de 02 postes de sécurité publique dans le canton Liyèguè-Est et dans le canton Longuè		2 000 000	

	1.2.2. Plaidoyer pour le renforcement du personnel dans les postes de sécurité publique (Gendarmerie et commissariat spécial)		
	1.2.3. Dotation du matériel roulant dans les postes de sécurité publique	40 000 000	
	1.3.1. Construction et équipement des 02 postes de sécurité publique créés	50 000 000	
<b>Total des coûts indicatifs</b>		106 000 000	
	<b>Conditions préalables</b>		4. Le PCD est validé par les autorités compétentes
			5. La stratégie sectorielle du développement rural est en cours d'exécution
			6. La décentralisation est effective

#### SECTEUR 28 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

##### PROBLEME : Difficulté d'accès à l'enseignement supérieur

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Apporter l'encadrement nécessaire aux étudiants à travers des formations adéquates</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Améliorer l'accès à l'enseignement supérieur</b>	<b>Au moins 80% des bacheliers de la Commune ont accès à l'enseignement supérieur</b>		
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Créer un répertoire des étudiants de la commune	Au moins 90% des étudiants ont une intégration facile dans la vie active après les études	Rapports des services déconcentrés du MINESUP	Les programmes du MINESUP interviennent dans la Commune
	2. Octroyer des bourses/aides aux étudiants par la commune	Au moins 50% des étudiants bénéficient d'une bourse d'étude	Rapports des services déconcentrés du MINEFOP	
	3. organiser des stages de vacance à la commune	Nombre d'étudiants ayant bénéficié d'un stage à la commune	Rapports du comité de suivi du PCD	

<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les étudiants sont organisés et répertoriés	Une plate forme des étudiants est mise en place		
	2.1. Les étudiants reçoivent le soutien de la Commune pour mener à bien leurs études.	Les étudiants de la Commune reçoivent les aides pour mener à bien leurs études		
	3.1. La commune organise des stages de vacance	Nombre d'étudiants ayant bénéficié d'un stage à la commune		
	3.2. La Commune appui les étudiants pour l'auto-emploi	Les étudiants sont outillés sur les procédures de création des entreprises		
<b>Activités</b>			<b>Coût</b>	Les ressources sont transférées à la Commune
	1.1. Mise en place d'une plate forme de collaboration entre la Commune et les associations d'étudiants		1 000 000	
	2.1. Organisation des journées d'orientation des jeunes diplômés à MAKAK		1 000 000	
	2.2. Octroi des Bourses et dons scolaires communaux aux jeunes étudiants		5 000 000	
	3.1. Encadrement des jeunes bacheliers et étudiants à travers des stages de vacances à la commune		5 000 000	
	3.2. Organisation des sessions de formation des jeunes diplômés dans le montage des projets et à l'auto emploi		5 000 000	
<b>Total des coûts indicatifs</b>			<b>17 000 000</b>	
			<b>Conditions préalables</b>	1. Le PCD est validé par les autorités compétentes
				2. La décentralisation est effective

**SECTEUR 29 : VIH/SIDA**

**PROBLEME : Faible protection des populations contre le VIH/SIDA**

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Réduire le taux de prévalence du VIH/SIDA et l'extension de la prise en charge efficace des personnes vivant avec le VIH/SIDA.</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Créer un environnement sain et vivable dans tout l'espace communal</b>	<b>Toute la population est sensibilisée et dépistée contre le VIH/SIDA.</b>	Rapports des services déconcentrés du MINSANTE Rapports des programmes/projets du MINSANTE Rapports du CMA et CSI Rapports du comité de suivi du PCD	<b>La gouvernance locale du MINSANTE est renforcée</b>
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Protéger la population du VIH/SIDA.	Le CMA et les CSI sont outillés pour la lutte efficace contre le VIH/SIDA et les infections opportunistes		
<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les populations sont sensibilisées sur les mesures de protection contre le SIDA et les maladies endémiques	Toute la population est dépistée et informée sur le statut sérologique		
	1.2. Les personnes/ orphelins de SIDA sont prises en charge	Toutes les personnes atteintes et orphelins victimes du SIDA sont psychologiquement prises en charge		
<b>Activités</b>			<b>Coût</b>	Les capacités techniques du CMA et des CSI sont renforcées
	1.1.1. Organisation des séances (02/an) de sensibilisation et de dépistage des IST/MST, SIDA (2 000 000/an)		8 000 000	
	1.2.1. Prise en charge psychosociale des personnes vivant avec le VIH		P M	
<b>Total des coûts indicatifs</b>			<b>8 000 000</b>	
			<b>Conditions préalables</b>	1. Le PCD est validé par les autorités compétentes 2. La stratégie sectorielle du développement rural est en cours d'exécution 3. La décentralisation est effective

**SECTEUR 30 : INSTITUTION COMMUNALE.**

**PROBLEME:** Faible intervention de l'institution communale dans les secteurs de développement

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>	<b>Renforcer la capacité des administrations, des différentes structures impliquées, des organismes d'appui, des associations et des organisations professionnelles du secteur pour une mise en œuvre harmonieuses de la stratégie</b>			
<b>Objectif global</b>	<b>Renforcer l'intervention de l'institution communale dans le développement communal</b>	<b>L'institution communale intervient efficacement dans le développement communal</b>		
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Renforcer la gestion des ressources humaines	Dès 2016, un mécanisme de renforcement des capacités des ressources humaines est mis en place (Conseillers municipaux, personnel communal et exécutif communal)	Comptes Administratifs Rapports des services déconcentrés de l'Arrondissement Rapports du comité de suivi du PCD	Le FEICOM apporte plus d'appui à la Commune  Les élites apportent plus de contribution au développement de la Commune
	2. Renforcer la gestion des ressources financières	La Commune renforce sa gestion des ressources financières		
	3. Sécuriser le patrimoine communal	Le patrimoine de la Commune est identifié et renforcé		
	4. Renforcer le carnet d'adresse de la Commune	La Commune dispose d'un porte feuille important de partenaires		
<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les conseillers municipaux, le personnel communal et l'exécutif s'approprient les compétences nécessaires en matière de gestion communale	Chaque année, au moins une session de renforcement des capacités des conseillers municipaux, du personnel communal et de l'exécutif municipal est organisée dans la Commune	Comptes Administratifs Rapports des services déconcentrés de l'Arrondissement Rapports du comité de suivi du PCD	
	1.2. Les microprojets et autres prestations identifiés sont convenablement exécutés	Chaque année, au moins 70% des microprojets et autres prestations identifiés sont convenablement exécutés		
	1.3. Une plate forme de collaboration entre l'exécutif communal et les populations est créée	Chaque année, au moins un mini congrès est organisé dans chaque canton		
	1.4. L'Exécutif communal	Chaque année, au moins une session est organisée pour		

s'approprie des outils du management moderne	renforcer les capacités de l'exécutif communal sur la GAR		
1.5. Le personnel et les Commissions techniques adhèrent à la gestion de la Commune	Le personnel et les commissions techniques sont suffisamment impliqués dans la gestion de la Commune		
1.6. Les membres des Commissions techniques sont suffisamment outillés pour mener à bien leurs missions	Chaque année, au moins 02 sessions sont organisées à l'intention des membres des commissions		
1.7. Le personnel recruté est suffisamment outillé pour le bon fonctionnement l'institution communale	Chaque année, au moins 02 sessions sont organisées à l'intention du personnel communal sur leurs rôles dans la gestion de la Commune		
2.1. La traçabilité financière de la Commune est assurée	Le suivi des recettes fiscales est bien assuré par les services départementaux		
2.2. Les Transferts des ressources à la Commune sont améliorés	Toutes les ressources transférables sont transférées à la Commune		
3.1. Les bâtiments existant sont réhabilités	Tous les bâtiments municipaux sont réhabilités/réaménagés		
3.2. L'hôtel de ville est construit et équipé	L'hôtel de ville est construit et équipé		
3.3. La Commune est dotée d'un parc automobile	Le parc automobile de la Commune est suffisamment garni		
3.4. La bibliothèque municipale est construite et équipée	La bibliothèque municipale est fonctionnelle		
4.1. Les autorités traditionnelles et religieuses, la société civile et les élites s'impliquent dans le développement de la Commune	Une plate forme d'échange est créée entre les autorités traditionnelles et religieuses, la société civile et les élites		

	4.2. Les relations de la Commune avec les Services déconcentrés de l'Arrondissement sont renforcées	La Commune renforce ses relations avec les services déconcentrés de l'Arrondissement		
	4.3. La Commune développe le partenariat avec les institutions étrangères	Les partenaires au développement étrangers investissent dans la Commune		
			<b>Coût</b>	
<b>Activités</b>	1.1.1. Renforcement des capacités des Conseillers municipaux dans la gestion et l'administration de l'institution communale			
	1.1.2. Renforcement des capacités des conseillers municipaux sur le suivi-évaluation de la stratégie de développement de la Commune			
	1.1.3. Création d'une plate forme de dialogue entre les populations et les autorités communales			
	1.1.4. Renforcement des capacités de l'exécutif communal sur la GAR			
	1.1.5. Elaboration de l'organigramme de l'institution communale			
	1.2.1. Formation du Cadre Communal de Développement sur le montage des projets identifiés dans le PCD			1 000 000
	1.2.2. Renforcement des capacités de tout le personnel communal dans la gestion financière et administrative de l'institution communale			8 000 000
	1.2.3. Formation de tout le personnel communal à l'outil informatique			7 000 000
	2.1.1. Plaidoyer pour la programmation/budgétisation des projets de la commune			
	2.1.2. Plaidoyer pour l'accélération du transfert des ressources des ministères à la commune			
	2.1.3. Assainissement de la gestion des ressources financières de la commune			
	2.1.4. Prise de part de la commune dans la création et la construction d'une micro finance locale			50 000 000
	3.1.1. Réhabilitation des bâtiments existants			
	3.1.2. Construction et équipement de l'Hôtel de Ville			300 000 000



3.1.3. Acquisition des livres et autres documents pour la bibliothèque municipale		
3.1.4. Construction de la résidence du maire		
4.1.1. Organisation des réunions de concertation avec les autorités traditionnelles, religieuses, la société civile, et les élites		
4.1.2. Renforcement des relations avec les Services déconcentrés de l'Arrondissement et du département (montage des projets et DAO)		
4.1.3. Développement d'un partenariat avec les institutions étrangères		
4.1.4. Tenue régulière des réunions avec le personnel communal (hebdomadaires avec le SG et mensuelles avec le Maire)		
4.1.5. Construction d'une cité municipale	250 000 000	
4.1.6. Dotation d'un véhicule de liaison à la mairie de MAKAK	30 000 000	
4.1.7. Dotation d'un groupe électrogène	2 000 000	
4.1.8. Dotation d'un camion de ramassage des ordures à la commune de MAKAK	400 000 000	
4.1.9. Aménagement et équipement d'un restaurant municipal	4 000 000	
<b>Total des couts indicatifs</b>	<b>752 000 000</b>	
	<b>Conditions préalables</b>	1. Le PCD est validé par les autorités compétentes
		2. La stratégie sectorielle du développement rural est en cours d'exécution
		3. La décentralisation est effective

**SECTEUR 31 : ECONOMIE LOCALE**

**PROBLEME : Faible développement de l'économie locale**

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif supérieur</b>				
<b>Objectif global</b>	<b>Renforcer le développement de l'économie locale</b>	<b>Les activités économiques sont multipliées dans la Commune</b>		
<b>Objectifs spécifiques</b>	1. Renforcer le développement des activités agropastorales	Hausse de la production locale	Rapports des services déconcentrés du MINADER  Rapports des services déconcentrés du MINEPIA  Rapports du comité de suivi du PCD	
	2. Renforcer le transport dans l'espace communal	Les routes sont créées et régulièrement entretenues		
	3. Renforcer les activités commerciales	Les marchés sont réhabilités et construits		
<b>Résultats attendus</b>	1.1. Les producteurs accèdent facilement aux intrants et matériel agricoles	Au moins 85% des producteurs accèdent aux intrants et matériel agricoles		
	1.2. Les producteurs diversifient les spéculations agricoles	Les spéculations sont diversifiées		
	2.1. Le réseau routier est régulièrement entretenu	Nombre de Km de route entretenus		
	2.2. Les moyens de transport sont multipliés	Nombre de motos et de voiture assurant le transport inter urbain		
	3.1. Les conditions de commercialisation sont améliorées	Les marchés périodiques sont construits dans les villages		
	3.2. La distribution des produits de grande consommation est améliorée dans l'espace urbain de la Commune	Un centre commercial est construit à Makak		
<b>Activités</b>	1.1.1. Construction, équipement et approvisionnement de 04 magasins de distribution des intrants agricoles (01) dans		80 000 000	

	l'espace urbain, 03 dans les trois cantons) 4 x 20 000 000		
	1.1.2. Approvisionnement des magasins ouverts en intrants agricoles de première nécessité	60 000 000	
	1.1.3. Dotation des producteurs en produits phytosanitaire, semences améliorées, matériel agricole, équipement de protection : Tous les villages	200 000 000	
	2.1.1. Aménagement et entretien du réseau routier existant		
	2.1.2. Création des routes dans le canton Longuè		
	2.2.1. Lobbying auprès des élites (opérateurs économiques pour la création, l'ouverture et la mise en service d'une agence de voyage inter urbain)		
	3.1.1. construction des marchés périodiques dans les villages à grande production agricole		
	3.2.1. Construction d'un centre commercial au centre urbain		
<b>Total des coûts indicatifs</b>		<b>17 000 000</b>	
		<b>Conditions préalables</b>	1. Le PCD est validé par les autorités compétentes
			2. La décentralisation est effective

### 5.3. Coût estimatif du PCD

**Tableau X: Coûts relatifs aux cadres logiques d'intervention de la commune**

N°	SECTEUR	MONTANT
1	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURALE	9 057 250 000
2	ÉLEVAGE, PÊCHE ET INDUSTRIES ANIMALES	850 000 000
3	SANTE PUBLIQUE	1 960 000 000
4	TRAVAUX PUBLICS	6 175 000 000
5	ÉDUCATION DE BASE	2 075 000 000
6	ART ET CULTURE	235 000 000
7	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	145 000 000
8	AFFAIRES SOCIALES	164 500 000
9	EAU	3 008 750 000
	ÉNERGIE	1 250 800 000
10	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	907 500 000
11	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	166 000 000
12	TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE	15 500 000
13	TOURISME ET LOISIRS	1 811 500 000
14	FORÊT ET FAUNE	288 700 000
15	ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	290 700 000
16	DÉVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	3 564 750 000
17	DOMAINES DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIÈRES	238 000 000
18	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	174 000 000
19	COMMERCE	485 000 000

20	JEUNESSE ET ÉDUCATION CIVIQUE	64 400 000
21	SPORT ET ÉDUCATION PHYSIQUE	340 000 000
22	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ÉCONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	180 500 000
23	MINES, INDUSTRIE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	103 500 000
24	TRANSPORT	140 200 000
25	POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATION	85 500 000
26	COMMUNICATION	76 500 000
27	ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DÉCENTRALISATION. MAINTIEN DE L'ORDRE	106 000 000
28	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	17 000 000
29	VIH /SIDA	800 000
30	INSTITUTION COMMUNALE	752 000 000
31	ECONOMIE LOCALE	17 000 000
	<b>TOTAL</b>	<b>34 746 350 000</b>



#### **5.4. Esquisse du Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres de l'espace communal**

## 5.5. Développement de l'Economie Locale

La commune de MAKAK dispose des atouts économiques importants dans plusieurs secteurs d'activités génératrices de revenus qui dépendent tantôt du secteur primaire tantôt du secteur tertiaire. Dans le premier cas on peut citer l'agriculture, l'élevage, l'exploitation minière et forestière. Dans le second cas on y trouve le commerce, le tourisme, les PME /ESA, le transport.

L'activité agricole ici bénéficie d'un climat favorable, des terres fertiles et disponibles. Elle bénéficie également de la présence des services d'encadrement. ses spéculations sont diversifiées. la vente de ses produits constitue une source de revenus pour les population et la Commune. Elle a besoins pour être encore plus productives et plus rentables que soient aménagées et ouverts les routes et pistes menant aux bassins de production, d'un outillage moderne et des lieux de stockage. L'amélioration de sa rentabilité serait un facteur déterminant qui pourrait attirer de potentiels agriculteurs et ainsi augmenter leurs revenus.

L'activité pastorale de la commune est aussi importante et diversifiée. Elle pourrait être optimal et plus rentable si l'encadrement des éleveurs est assurée ; si un appui communal à l'élevage est octroyé en terme de races améliorées et de provende ; si les lieux de commercialisation (marché) sont construits.

L'extraction du sable, de la latérite et de la pierre constitue l'essentiel de l'exploitation minière de la commune. Pour booster l'activité, il s'impose d'aménager les différents carrières, créer des voies d'accès à celles-ci et régler l'activité qui jusqu'ici se fait de manière artisanale.

Le massif forestier de MAKAK est très énorme. Son exploitation est le plus souvent anarchique et illégale. Il est donc souhaitable de l'attribuer (V.C, U.F.A) pour maximiser sa rentabilité.

La Commune manque cruellement d'infrastructures de commerce. Les marchés lors qu'ils existent ne sont que des lieux de rassemblement ou s'effectuent sans confort aucun. L'activité commerciale ne peut être attractive et rentables que si les infrastructures marchandes sont mise en place.

Malgré son très fort potentiel touristique, la Commune tarde à profiter des revenus liés à cette activité. Elle gagnerait à aménager ces sites et à les promouvoir. C'est un levier important à actionner pour la réduction du chômage dans la commune.

Le transport inter et intra urbain est aussi très peu développé. Pourtant potentiellement porteur. La commune est grande et nécessite davantage de moyens de locomotions. Mais avant, l'état des routes doit être amélioré.

Pour l'ensemble des artisans et des PME, les freins à l'essor de leurs activités sont liés au manque de matériel, d'appui financier et de promotion



# CHAPITRE VI : PROGRAMMATION

## 6.1. Les Ressources Mobilisables et échéances,

La réalisation des activités d'élaboration du PCD nous a permis d'identifier six (06) sources de financement dans la commune de MMAKAK à savoir : Le BIP, le MINEPAT, la DGD, les C.A.C, le PNDP et les Fonds Propres contenues dans le tableau ci-après :

**Tableau 6: Tableau des ressources mobilisables à échéance de la commune de DIBANG**

SOURCES DE FINANCEMENT	MONTANT	DOMAINES/SECTEURS	STRATEGIE DE MOBILISATION	UTILISATION			ECHEANCE
				INTITULES	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	
<b>MINEPAT</b>	41 000 000	Travaux Publics Education de Base Electrification	Dotation Spéciale	Financement des projets	0%	100% 41 000 000	2015
<b>BIP</b>	33 825 000	Education de base Agriculture Petite et Moyenne Entreprise, Economie Sociale et Artisanat Travaux Publics	Dotation Budgétaire de l'Etat	Financement des projets	11% 3 825 000	89% 30 000 000	2015
<b>DGD</b>	PM	PM	Dotation	Financement des projets			2015
<b>Fonds propres</b>	34 656 575	R.A.S	Recouvrement redevance	Financement des projets	50% 17 328 287	50% 17 328 287	2015
<b>CAC</b>	31 499 133	R.A.S	Reversement FEICOM		65% 20 474 436	35% 11 024 697	2015
<b>PNDP</b>	36 000 000	Financement PCD	Financement PNDP	Financement des projets	0%	100% 36 000 000	2015
	54 764 463	Commerce	Commune	Financement des projets	0%	54 764 463	2015
<b>TOTAL</b>	<b>231 745 171</b>				<b>41 627 723</b>	<b>218 117 447</b>	

**NB : Investissement des C.A.C et des Fonds Propres : 11 024 697 + 17 328 288 = 28 352 985**

**Année 1 2015=Année 2 2016 =Année 3 2017**

## 6.2. Ranking des villages de la commune de MAKAK

Tableau X: Ranking des villages

N°	Noms des villages	Ordre de financement	observations
1	Espace urbain	1 <sup>er</sup>	En tant que vitrine de la commune, elle se doit d'être doter d'une infrastructure d'échange adéquate
2	mbeng	2 <sup>e</sup>	C'est le village le grand et le plus peuplé de la Commune et donc comportant un grand nombre d'agriculteurs. Il n y aucun magasin de stockage, ni lumière.
3	Mom I	3 <sup>e</sup>	C'est une des portes d'entrée de la commune du fait de la présence d'une gare ferroviaire. Un magasin de stockage aiderait à la conservation des produits en transit.
4	boumnikok	4 <sup>e</sup>	
5	Maboun	5 <sup>e</sup>	Village enclavé coupé du reste de la commune par le fleuve Nyong.
6	Ngombas II	6 <sup>e</sup>	Village enclavé coupé du reste de la commune par le fleuve Nyong.
7	Lom	7 <sup>e</sup>	Village limitrophe à l'espace urbain susceptible d'être des zones d'extension de la ville.
8	Sepp	8 <sup>e</sup>	Village aux voies d'accès très dégradées et impraticables en saison de pluies
9	Mango'o	9 <sup>e</sup>	Village non électrifié, enclavée sans centre de santé, une école primaire délabrée
10	bikoukound	10 <sup>e</sup>	Village non électrifié
11	Leplibong	11 <sup>e</sup>	Village non électrifié à proximité d'un village électrifié (bakoukoue)
12	Libamba	12 <sup>e</sup>	Village légendaire de par la présence du mythique collège évangélique de libamba.il est voisin d'une autre porte d'entrée de la commune qui est le village MINKA. Ce pont en est le cordon.
13	Mandoga	13 <sup>e</sup>	
14	Ngougoum II	14 <sup>e</sup>	Village non électrifié avec des route en mauvais état. Toute la population n'a pas accès à l'eau.

N°	Noms des villages	Ordre de financement	observations
15	Ndjantibda	15e	Village coupé du reste de la commune du fait de la présence du fleuve Nyong. Mauvais état des infrastructures routières
16	Mayos	16e	Village coupé du reste de la commune du fait de la présence du fleuve Nyong. Mauvais état des infrastructures routières
17	Song-baya	17e	Village coupé du reste de la commune du fait de la présence du fleuve Nyong. Mauvais état des infrastructures routières
18	Likongue	18e	Village coupé du reste de la commune du fait de la présence du fleuve Nyong. Mauvais état des infrastructures routières
19	Bitoutouck	19e	
20	mbemndjock	20e	
21	Ngombas I	21e	
22	Mboglom	22e	Village abritant la future forêt communale, mérite d'être d'accès facile.
23	Ngong	23e	Village abritant la future forêt communale, mérite d'être d'accès facile.
24	Mbandjock	24e	Village abritant la future forêt communale, mérite d'être d'accès facile.
25	ngwate	25e	Village abritant la future forêt communale, mérite d'être d'accès facile.
26	Koukoum	26e	
27	Bakoukoue	27e	
28	Ngoungoum I	28e	
29	Song-ntap	29e	
30	Mom II	30e	

<b>N°</b>	<b>Noms des villages</b>	<b>Ordre de financement</b>	<b>observations</b>
<b>31</b>	Mambando	31e	
<b>32</b>	Ngouimakong	32e	
<b>33</b>	Mbahgue	33e	
<b>34</b>	Ekoadjom	34e	
<b>35</b>	Minka	35e	
<b>36</b>	Kaya	36e	
<b>37</b>	Beng-nyong	37e	
<b>38</b>	Minkot-mbem	38e	
<b>39</b>	Nkongui	39e	

## 6.3 Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

Tableau 7: Cadre de Dépenses à Moyen Terme

SECTEUR	INTITULE DU PROJET	LOCALISATION	INDICATEURS DE RESULTAT	PERIODE			RESSOURCES FINANCIÈRES			COUT TOTAL	OBSERVATIONS
				2015	2016	2017	Part Commune	AUTRES CONTRIBUTIONS			
								Partenaire	Montant		
<b>TRAVAUX PUBLICS</b>	Entretien de la route	<b>MAKAK</b>	Nombre de KM entretenus	X				BIP	27 000 000	27 000 000	
	Entretien de la route	<b>KAYA-LIBAMBA</b>	7km de route entretenus	X				MINEPAT	15 000 000	15 000 000	
	Réhabilitation de la route	<b>BOUMKOK-MABOUN</b>	10KM de route réhabilitée		X			MINMAP MINTP	75 000 000	75 000 000	
	Réhabilitation de la route	<b>MABOUN – NGOMBASS II</b>	15km de route réhabilitée		X			MINMAP MINTP	100 000 000	100 000 000	
	Entretien de la route et traitement de nids de poules (rivière KAYA-fleuve NYONG)	<b>LOM</b>	07KM de route entretenues		X		<b>16 000 000</b>			16 000 000	
	Entretien de la route LOURDES-Rivière NDJOCK YAMBI	<b>SEPP</b>	05km de route entretenues		X		<b>6 000 000</b>			6 000 000	
	Réhabilitation du pont sur la rivière LIYEGUE	<b>LIBAMBA</b>	Le pont sur la rivière est entretenu			X		MINMAP MINTP	<b>100 000 000</b>	<b>100 000 000</b>	
	Réhabilitation du pont sur la rivière NEGBE	<b>MBENG</b>	Le pont sur la rivière est entretenu			X		MINMAP MINTP	30 000 000	30 000 000	
<b>EDUCATION DE BASE</b>	Paquet minimum	<b>MAKAK</b>	PV de réception	X				BIP	3 825 000	3 825 000	
	Construction d'un bloc de 02 salles de classes	<b>KAYA</b>	01 bloc de 02 salles de classe construit	X				MINEPAT	16 000 000	16 000 000	
	Construction et équipement de 02 blocs maternel		02 blocs maternels construits			X		MINMAP MINEDUB	30 000 000	30 000 000	
<b>ENSEIGNEMENT SECONDAIRE</b>	Construction et équipement de 05 blocs de 02 salles de classes		05 blocs de 05 salles de classes construits		X			MINMAP MINESEC	80 000 000	80 000 000	

<b>AGRICULTURE</b>	Appui financier aux sociétés coopératives	<b>LONGUE</b>	PV de décharges	X				BIP	2 000 000	2 000 000		
	Construction de magasin de stockage	<b>MBENG BOUMKOK MOM1</b>	03 magasins de stockages construits	X			<b>12 737 640</b>	PNDP	71 529 135	84 266 775		
<b>ARTISANAT</b>	Acquisition du matériel informatique	<b>MAKAK</b>	PV de réception	X				BIP	1 000 000	1 000 000		
<b>ENERGIE</b>	Electrification rurale	<b>MINKOT MBEM</b>	Equipements installés + PV de réception	X				MINEPAT	10 000 000	10 000 000		
	Electrification rurale	<b>MBENG MANGO'O BIKOUKOUND LEP LIBONG</b>	Equipements installés + PV de réception		X		<b>100 000 000</b>			100 000 000		
<b>EAU</b>	Construction de forages équipés		10 forages équipés construits + PV de réception			X		MINMAP MINEE	85 000 000	85 000 000		
<b>COMMERCE</b>	Construction d'un marché	<b>MAKAK</b>	01 Marché construit et opérationnel	X			<b>7 080 171</b>	PNDP	47 684 292	54 764 463		
<b>MINSEP</b>	Réhabilitation du stade municipal	<b>MAKAK</b>	Stade municipal réhabilité			X		MINMAP MINSEP	150 000 000	150 000 000		
<b>MINCOM</b>	Construction du centre de documentation et d'information	<b>MAKAK</b>	Centre de documentation construit + PV de réception			X		MINMAP MINCOM	150 000 000	150 000 000		
<b>MINDUH</b>	Aménagement du lotissement communal	<b>MAKAK</b>	01 Lotissement communal est aménagé			X		MINMAP MINDUH	100 000 000	100 000 000		
<b>INSTITUTION COMMUNALE</b>	Recherches des partenariats et/ou financements	<b>MAKAK</b>	Financement obtenus	X			<b>8 535 174</b>			8 535 174		
	Construction de l'hôtel de ville	<b>MAKAK</b>	Hôtel de ville construit		X			FEICOM	300 000 000	300 000 000		
<b>TOTAL</b>										<b>150 352 985</b>	<b>1 394 038 427</b>	<b>1 544 391 412</b>

#### 6.4 Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

##### 6.4.1 Principaux impacts socio-environnementaux potentiels (principaux impacts positifs, impacts négatifs)

Tableau X : Tableau des principaux impacts positifs et négatifs

<b>Microprojets de construction</b>	Magasins de stockage, Hôtel de ville, Marché, Complexe commercial, Ecoles, Salles de classe
<b>Impacts positifs</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Amélioration de l'accès aux services de base</li> <li>✓ Développement des activités économiques</li> <li>✓ Amélioration de la gouvernance</li> <li>✓ Amélioration des conditions de vie</li> <li>✓ Paiement des taxes</li> </ul>	
<b>Impacts négatifs</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Conflits liées au choix du site</li> <li>✓ Non pérennisation des ouvrages</li> <li>✓ Perte des espèces ligneuses due au dégagement du site</li> <li>✓ Risque d'accidents</li> <li>✓ Risques d'érosion du sol</li> </ul>	
<b>Microprojet d'entretien, ouverture et/ou réhabilitation des routes</b>	
<b>Impacts positifs</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Augmentation des revenus des populations dans la zone du projet</li> <li>✓ Développement des activités économiques ;</li> <li>✓ Accroissement de la demande en produits vivriers ;</li> <li>✓ Création des emplois locaux</li> <li>✓ Intensification des productions agricoles pour faire face à l'afflux des travailleurs ;</li> <li>✓ Facilitation de l'écoulement des produits agricoles, de pêches, des PFNL, de l'artisanat, des biens produits par les GIC et autres association féminin ;</li> <li>✓ Développement des infrastructures routières et sociales</li> </ul>	
<b>Impacts négatifs</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pollution de l'air par la poussière due au transport des matériaux et déplacement des</li> </ul>	



engins
✓ Perte des espèces ligneuses dues au dégagement des sites
✓ Risque liés à l'acquisition des terres
✓ Destruction d'habitats naturels de la faune et du couvert végétal ;
✓ Pollution de l'eau ou du sol par les déchets liquides (huiles de vidange etc) ;
✓ Menace d'accident
✓ Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet ;
✓ Conflits sociaux ;
✓ Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux ;
✓ Risque de prolifération des IST/MST/SIDA ;

#### 6.4.2 Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

<b>Microprojets de construction</b>	Magasins de stockage, Hôtel de ville, Marché, Complexe commercial, Ecoles, Salles de classe
<b>Mesures d'optimisations envisageables</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Former le coges aux questions de maintenance et de gestion des ouvrages</li> <li>✓ Privilégier la technique HIMO et le recrutement endogène</li> </ul>	
<b>Mesures d'atténuation envisageables</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Informer et sensibiliser les riverains sur l'importance des sites et des critères de choix.</li> <li>✓ Mettre en place un comité de gestion des ouvrages tenant en compte la question du genre</li> <li>✓ Eviter d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles (pans de montagnes, marécages etc)</li> <li>✓ Respecter les règles d'usage sécuritaires des chantiers</li> <li>✓ Installer les panneaux de signalisations</li> </ul>	
<b>Microprojet d'entretien, ouverture et/ou réhabilitation des routes</b>	
<b>Mesures d'optimisations envisageables</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Privilégier le recrutement endogène concurrentiel et transparent</li> <li>✓ Mettre l'accent sur la méthode HIMO</li> </ul>	
<b>Mesures d'atténuations envisageables</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Arroser les endroits des travaux avec de l'eau</li> <li>✓ Reboiser les alentours de l'ouvrage</li> <li>✓ Bon choix des sites</li> <li>✓ Sensibilisation des populations</li> <li>✓ Sensibiliser les populations et les ouvriers sur les risque de prolifération des MST,VIH-SIDA</li> </ul>	

### 6.4.3 Plan sommaire de gestion de l'environnement

Tableau X : Plan Sommaire de Gestion de l'environnement

Mesures environnementales	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Recrutement d'un agent de développement local	Mairie (commission communale et passation des marchés)	PM	Conseil municipal ; PNDP		L'agent de développement local a déjà été recruté
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et sociale du PNDP	PNDP	PM	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	PM	
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local	PM	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP	PM	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ;	PM	
Provision pour la réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires NB	PNDP ; Mairie ; Conseil municipal ;	PM	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ;	2 500 000	En cas de recasement, les coûts sont pris en charge par la Mairie
Suivi du plan de gestion environnemental et sociale, et des entrepreneurs	Agent de développement	PM	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ;	4 000 000	
Respect de clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des Mp	Entrepreneur			PM (intégrer dans le coût du Mp)	



## 6.4. Plan d'investissement annuel (PIA) : 06 Pages max)

6.4.4 Programmation annuelle des projets prioritaires (première année)

**Tableau 8 : Plan d'Investissement annuel (PIA) Commune de MAKAK**

SECTEUR	PROJET/ACTIONS RETENUES	QUANTITE	LIEU	COUT TOTAL	SOURCES DE FINANCEMENTS				ACTEURS	INDICATEURS
					PARTENAIRES		COMMUNE			
					Dénomination	Montant	Espèces	Nature		
EDUCATION	Paquet minimum	03	MAKAK	3 825 000	BIP	3 825 000		/	Commune MINEDUB	Paquet minimum restitué PV de réception
EDUCATION DE BASE	Construction d'un bloc de 02 salles de classe	01	KAYA	16 000 000	Dotation MINEPAT	16 000 000			Commune MINEPAT MINMAP	1 Bloc de 02 salles de classe construit PV de réception
COMMERCE	Construction du marché	01	MAKAK	54 764 463	PNDP	47 684 292	7 080 171		Commune PNDP MINMAP	Marché construit et opérationnel
AGRICULTURE	Appui financier aux sociétés coopératives	01	LONGUE	2 000 000	BIP	2 000 000			Commune MINPMESA	Les sociétés ont perçu l'appui. Décharges diverses
AGRICULTURE	Construction magasin de stockage	03	MBENG BOUMKOK MOM 1	84 266 775	PNDP	71 529 135	12 737 640		Commune PNDP	03 Magasin de stockage construits PV de réception
TRAVAUX PUBLICS	Entretien de la route	N KM ?	LIMBABA-KAYA	15 000 000	Dotation MINEPAT	15 000 000			Commune MINTP	N km de route entretenue entre LIMBABA- KAYA
TRAVAUX PUBLICS	Entretien de la route	N KM ?	MAKAK	27 000 000	BIP	27 000 000			Commune MINTP	N km de route entretenue à MAKAK
ENERGIE	Electrification rurale	01 ???KM	MINKOT-NBEM (MADOGA)	10 000 000	Dotation MINEPAT	10 000 000			Commune MINMAP	Equipements installés PV de réception
ARTISANAT	Acquisition du matériel informatique pour Artisanat	01	MAKAK	1 000 000	BIP	1 000 000			Commune MINPMESA	Equipement informatique disponible
	Recherche des partenariats ou financements	PM	MAKAK	8 535 174			8 535 174			

Total				222 391 412		194 038 427	28 352 985		
-------	--	--	--	-------------	--	-------------	------------	--	--

#### 6.4.5 Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

**Tableau X: Plan opérationnel au profit des populations vulnérables**

Activités	Indicateur de résultats	Période			Responsables et collaborateurs	Coût estimatif (F CFA)	Source de financement
		2015	2016	2017			
Recensement des populations vulnérables de la Commune de MAKAK	Le fichier actualisé des populations vulnérables (handicapés, personnes de 3 <sup>ème</sup> âge, orphelins, veuves, etc.) est disponible	X	X		<ul style="list-style-type: none"> <li>• DDMINAS/NK</li> <li>• Commune de MAKAK</li> <li>• Associations locales</li> <li>• RADA</li> </ul>	2 000 000	Budget communal Et/ou partenaires
Création d'un pool d'appui aux personnes vulnérables	Un pool d'appui est crée à la commune de MAKAK		X		<ul style="list-style-type: none"> <li>• DDMINAS/ NK</li> <li>• Commune de MAKAK</li> <li>• Partenaires</li> </ul>	1 000 000	Budget communal Et/ou partenaires
Organisation des personnes vulnérables en association par canton	(3) Récépissés de déclaration d'association disponible		x		<ul style="list-style-type: none"> <li>• DDMINAS/N</li> <li>• Commune de MAKAK</li> <li>• Assemblée des populations vulnérables</li> </ul>	1 500 000	Budget communal Et/ou partenaires
Sensibilisation et formation des personnes vulnérables pour leur autonomisation	Rapports de formation disponibles		x		<ul style="list-style-type: none"> <li>• DDMINAS/ NK</li> <li>• Commune de MAKAK</li> <li>• Partenaires</li> <li>• RADA</li> </ul>	3 000 000	Budget communal Et/ou partenaires
Appuis à trois associations pour les AGR	Décharges et photos disponibles			x	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Commune de MAKAK</li> <li>• Partenaires</li> <li>• Elites</li> </ul>	3 500 000	
<b>TOTAL</b>						<b>11 000 000</b>	

6.5 Plan de Passation des marchés du PIA (2 pages max)

Tableau x : Plan de passation des marchés du PIA 2015 de MAKAK

N°	Désignation du projet et localité de réalisation	TYPE DE PRESTATION	MONTANT PRÉVISIONNEL DU MARCHÉ	AUTORITÉ CONTRACTANTE/ADMINISTRATION BÉNÉFICIAIRE	MODE D'APPEL D'OFFRE	DATE DE LANCEMENT D'APPEL D'OFFRE	DATE D'ATTRIBUTION MARCHÉ	DATE SIGNATURE DU MARCHÉ	DATE DE DÉMARRAGE DES TRAVAUX	DATE DE RÉCEPTION DES PRESTATIONS
1	Paquet minimum	SPI	3 825 000		AONO					
2	Construction d'un bloc de 02 salles de classe	BEC	16 000 000		AONO					
3	Construction du marché	BEC	54 764 463		AONO					
4	Appui financier aux sociétés coopératives	SPI	2 000 000		AONO					
5	Construction magasin de stockage	AI	84 266 775		AONO					
6	Entretien de la route	ROUTE	15 000 000		AONO					
7	Entretien de la route	ROUTE	27 000 000		AONO					
8	Electrification rurale	AI	10 000 000		AONO					
9	Acquisition du matériel informatique pour Artisan	SPI	1 000 000		AONO					
<b>TOTAL :</b>			<b>231 856 238</b>							

# CHAPITRE VII : MÉCANISME DE SUIVI-ÉVALUATION

## 7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION :

Mis en place par arrêté communal N° XXXXXX, le comité de suivi du PCD de MAKAK est un organe créé et mis en place dans la Commune en vue d'accompagner la mise en œuvre du PCD. Il est basé sur trois principales notions, **le suivi, l'évaluation, les indicateurs**.

**Le suivi** a pour objectif de faire des observations permanentes afin d'attester que les activités se déroulent conformément à la programmation. Il a pour but d'apporter une valeur ajoutée à l'exécution des activités des projets en prenant les mesures pour surmonter les contraintes qui se posent et pallier aux difficultés rencontrées afin de garantir l'atteinte des résultats escomptés.

**L'évaluation** vise à déterminer la pertinence et l'efficacité, les effets et impacts des activités programmées par rapport aux objectifs fixés. Elle permet d'améliorer la gestion des actions en cours et futures au vu des indicateurs du cadre logique.

**Les indicateurs** permettent de mesurer les effets et impacts à travers les changements intervenus par rapport à la situation initiale.

La mise en œuvre du mécanisme de suivi évaluation repose sur :

- La mise en place de la structure responsable (le comité communal de suivi évaluation du plan communal de développement), et la définition de son champs de compétences.
- La définition des indicateurs de suivi évaluation.
- L'inventaire des acteurs de la mise en œuvre du suivi évaluation du PCD
- Le dispositif, la fréquence et les outils de reporting

### 7.1. *Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD*

**Le comité de suivi** du Plan Communal de Développement (PCD) est l'organe concret de l'évaluation participative de la planification au niveau de coordination locale. Son rôle est de s'assurer de la réalisation des objectifs du Plan et de suivre les activités du Plan d'Investissement Annuel (PIA). C'est un organe consultatif d'appui accrédité auprès de l'exécutif communal, pour l'orientation, le suivi et la supervision de l'exécution du PCD. Il est composé de 06 membres désignés par la Commune et soumis à l'approbation de la tutelle en vue de mettre en œuvre le PCD. Il a mandat de conduire le Plan jusqu'à la fin de la durée inscrite. Les critères de sélection qui ont permis ce choix sont :

- *Etre Elu local au moins pour le poste du Président*
- *Résider de préférence dans la commune*
- *Etre disponible*
- *Avoir une connaissance de la commune*
- *Avoir des connaissances dans les différents centres d'intérêts ;*
- *Maîtriser le processus.*
- *Ne pas faire parti de l'Exécutif Communal*

Au terme de l'atelier de planification et en présence, en présence du représentant du Sous-Préfet de MAKAK, des Conseillers Municipaux, des Autorités traditionnelles, des représentants des CC et de la population, le comité ci-après a été installé.



**Tableau 9 : Liste des membres du comité de suivi du PCD de MAKAK**

N°	NOM ET PRENOM	FONCTION
1	<b>NAG Gabriel</b>	Président
2	<b>NTSAM Sébastien</b>	Vice-président
3	<b>NGO NYOBE Epse BILONG Melanie</b>	Secrétaire
4	<b>MA'A MBOCK Denis</b>	Membre/Canton Est
5	<b>BAYEMI Thomas Calvin</b>	Membre/Canton Longué
6	<b>MANGUELLE Simon</b>	Membre/Canton Sud
7	<b>IKOULA Luc Ernest</b>	DDC/NK

Ce comité a pour attribution de :

- S'assurer de la mise en œuvre de la programmation des activités communales
- Suivre et évaluer l'exécution des activités du PIA
- Evaluer les impacts socio-économiques et environnementaux.
- Mesurer et analyser les écarts au vu des objectifs
- Prendre les mesures correctives pour rattraper les écarts.
- Donner son avis sur le déroulement de l'ensemble des activités du PCD sur la base des rapports d'avancement.
- Proposer à l'exécutif et au conseil communal toutes mesures susceptibles de rendre facile l'exécution du PCD.
- Veiller à la mise en œuvre effective des décisions.
- Communiquer, informer l'exécutif communal sur l'état d'avancement des activités rencontrées dans l'exécution de leurs missions.
- Faire le lobbying du PCD auprès des partenaires au développement et d'éventuels bailleurs de fonds, tant au niveau local, que national et international

Toutefois, le comité doit tenir des réunions, des séances de travail pour s'assurer de la mise en œuvre effective du PCD.

Le mandat du comité est de trois (3) ans

**Le comité de concertation (CC)** est le relais à la base du Comité de suivi-évaluation. Il a pour principales missions de :

- Stimuler la participation active de la population aux projets retenus dans sa localité à travers des séances de sensibilisation et de mobilisation des matériaux locaux nécessaires ;
- Suivre l'évolution de la mise en œuvre desdits projets et apprécier les travaux réalisés ;
- Rendre compte au comité de suivi-évaluation, élites ou tout autre acteur du processus, du déroulement des activités sur le terrain ;
- Assurer la pérennisation des ouvrages communautaires mis en place.

Les missions des autres acteurs de la mise en œuvre du PCD sont présentées dans le tableau suivant

**Tableau 10: Rôle des acteurs de la mise en œuvre du suivi-évaluation**

<b>ACTEURS</b>	<b>ACTIVITES</b>	<b>ECHEANCIER</b>
Etat	Mise en place des appuis (aides, subventions) pour les activités de la Commune	Dès l'adoption du plan et l'approbation par la tutelle (préfet)
Exécutif communal et Conseil Municipal	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement d'un marketing social sur le PCD à l'endroit de tous les acteurs ;</li> <li>- Promotion du PCD auprès des bailleurs et des partenaires au développement</li> <li>- Mise en place et installation de l'équipe des membres du comité de suivi-évaluation</li> <li>- Elaboration et signature de l'Arrêté communal portant création du comité de suivi</li> <li>- Suivi de l'exécution des microprojets ;</li> <li>- Mobilisation des contre parties ;</li> <li>- Assurer la pérennisation des microprojets</li> </ul>	Dès l'adoption du plan
Services techniques déconcentrés de l'Etat	Accompagnement de la mise en œuvre des actions spécifiques	Activité permanente
Bailleurs et partenaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribution au développement communal, Financement de certaines activités prioritaires,</li> <li>- Suivi-évaluation des activités financées ou appuyées</li> </ul>	Sur la durée du plan en fonction des besoins
Opérateurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Financement de certaines activités prioritaires</li> <li>- Incitations à soumettre des propositions de prestations de services pour certaines activités</li> </ul>	Sur la durée du plan en fonction des besoins
Associations et autres organisations	Sollicitation pour contribuer au financement de certaines activités prioritaires	Sur la durée du plan en fonction des besoins
Populations Comité de suivi, comité de concertation, comité de Gestion)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sollicitation pour les travaux à haute intensité de main d'œuvre</li> <li>- Contributions diverses</li> <li>- Suivi de l'exécution des microprojets ;</li> <li>- Mobilisation des matériaux locaux ;</li> <li>- Assurer la pérennisation des microprojets</li> </ul>	Dès l'adoption du plan, Sur la durée du plan en fonction des besoins

## 7.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation

Les indicateurs de suivi évaluation de la mise en œuvre du Plan annuel d'investissement de la Commune de MAKAK sont présentés dans le tableau ci-dessous. Il présente les projets par les secteurs, le libellé des microprojets, les indicateurs de suivi évaluation, le niveau d'avancement des travaux et le niveau d'exécution budgétaire.

**Tableau 11 : Indicateurs de suivi-évaluation des microprojets du PIA**

SECTEUR	MICROPROJETS	INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION	NIVEAU D'AVANCEMENT PHYSIQUE	NIVEAU D'EXECUTION BUDGETAIRE
EDUCATION	Paquet minimum	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avis d'appel à manifestation d'intérêt</li> <li>• DAO</li> <li>• PV d'attribution du marché par CPM</li> <li>• Contrat d'exécution des travaux et cahier de charges du prestataire</li> <li>• Paquet minimum perçu</li> <li>• PV réception du paquet</li> </ul>		
EDUCATION DE BASE	Construction d'un bloc de 02 salles de classe	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avis d'appel à manifestation d'intérêt</li> <li>• DAO</li> <li>• PV d'attribution du marché par CPM</li> <li>• Contrat d'exécution des travaux et cahier de charges du prestataire</li> <li>• 01 blocs de 02 salles de classe construits + PV réception de l'ouvrage</li> </ul>		
COMMERCE	Construction du marché	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avis d'appel à manifestation d'intérêt</li> <li>• DAO</li> <li>• PV d'attribution du marché par CPM</li> <li>• Contrat d'exécution des travaux et cahier de charges du prestataire</li> <li>• 01 Marché construit et opérationnel + PV de réception du bâtiment</li> </ul>		
AGRICULTURE	Appui financier aux sociétés coopératives	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avis d'appel à manifestation d'intérêt</li> <li>• DAO</li> <li>• PV d'attribution du marché par CPM</li> <li>• Contrat d'exécution des travaux et cahier de charges du prestataire</li> <li>• Appui octroyé</li> <li>• Décharge des responsables</li> </ul>		
AGRICULTURE	Construction de magasin stockage	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avis d'appel à manifestation d'intérêt</li> <li>• DAO</li> <li>• PV d'attribution du marché par CPM</li> <li>• Contrat d'exécution des travaux et cahier de charges du prestataire</li> <li>• 04 magasin de stockage construits et opérationnels</li> <li>• PV de réception des magasins</li> </ul>		
TRAVAUX PUBLICS	Entretien de la route	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avis d'appel à manifestation d'intérêt</li> <li>• DAO</li> <li>• PV d'attribution du marché par CPM</li> <li>• Contrat d'exécution des travaux et cahier de charges du prestataire</li> <li>• Nombre de Km de routes entretenues</li> <li>• PV de réception des ouvrages</li> </ul>		

<b>TRAVAUX PUBLICS</b>	Entretien de la route	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avis d'appel à manifestation d'intérêt</li> <li>• DAO</li> <li>• PV d'attribution du marché par CPM</li> <li>Contrat d'exécution des travaux et cahier de charges du prestataire</li> <li>Nombre de Km de routes entretenues</li> <li>PV de réception des ouvrages</li> </ul>		
<b>ENERGIE</b>	Electrification rurale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avis d'appel à manifestation d'intérêt</li> <li>• DAO</li> <li>• PV d'attribution du marché par CPM</li> <li>Contrat d'exécution des travaux et cahier de charges du prestataire</li> <li>Equipements installés</li> <li>PV de réception</li> </ul>		
<b>ARTISANAT</b>	Acquisition du matériel informatique pour Artisanat	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avis d'appel à manifestation d'intérêt</li> <li>• DAO</li> <li>• PV d'attribution du marché par CPM</li> <li>• Contrat d'exécution des travaux et cahier de charges du prestataire</li> <li>• Matériel informatique reçu</li> <li>• PV de réception du matériel</li> </ul>		
<b>INSTITUTION COMMUNALE</b>	Recherche des partenariats ou financements	•		

### 7.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting

Dès l'adoption du budget de la commune, le dispositif de suivi se met en évidence. Le Maire, assisté du comité de suivi procède à la programmation annuelle des activités prévues et inscrites dans le budget. Cette programmation indique pour chaque activité, le coût, le responsable, le délai de réalisation (la date du début et la date de fin), les indicateurs. Une fois achevée, cette programmation est partagée avec l'ensemble des personnes concernées et publiée pour information au grand public. De cette programmation annuelle, se déclinent des programmations semestrielle, trimestrielle et mensuelle.

Les outils généralement utilisés sont :

- ❖ PCD/PIA ;
- ❖ Rapports périodiques des agents communaux ;
- ❖ Fiches de collecte des données ;
- ❖ Fiche de suivi du processus de planification ;
- ❖ Rapports des visites de terrain ;
- ❖ Compte rendus des réunions ;
- ❖ Rapports divers (prestataires et consultants)

Pour ce qui est de la fréquence du reporting, le comité de suivi-évaluation du PCD aura la responsabilité de préparer et soumettre à l'Exécutif communal, les différents rapports nécessaires pour le suivi et l'évaluation du PCD. Il s'agit de : les rapports de démarrage des projets du plan d'investissement annuel trois mois après le lancement des activités, les rapports semestriels, les rapports annuels, les rapports de revue à mi-parcours et enfin les rapports d'achèvement.

**Tableau 12 : Dispositif, outils et fréquence de reporting**

ACTEURS	OUTILS	FREQUENCE DE REPORTING
Les membres du comité de Suivi-Evaluation (CCSE)	<ul style="list-style-type: none"><li>- Réunion d'évaluation</li><li>- Descente de terrain</li><li>- Production des rapports mensuels (agents de développement communaux et PV)</li><li>- Rapport trimestriel pour le CCSE</li></ul>	La fréquence de suivi sera trimestrielle. Mais les Cadre Communaux recrutés grâce au partenariat du PNDP feront des descentes mensuelles afin de faciliter les activités du CCSE

Il est néanmoins important et utile que le Maire prenne des dispositions afin que le Comité de suivi du PCD reçoive une formation adéquate afin de renforcer leurs capacités sur le dispositif du suivi-évaluation (portant sur la maîtrise du tableau du suivi-évaluation des activités du PIA, et/ou du tableau du bien être), le dispositif des réunions, la maîtrise des états et rapports attendus (avec schématisation des rapports), le model et contenu des rapports mensuels, trimestriel et annuels, le mécanisme de préparation du PIA et révision du PCD, le plan de communication etc.

#### **7.4.** *Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD*

Chaque début d'année, l'équipe communale et le comité de suivi en collaboration avec les sectoriels représentés dans la commune prépare le Plan d'Investissement Annuel (PIA). Le nouveau plan se fait après évaluation du précédent, afin de prendre en compte les écarts éventuels et/ou de capitaliser les acquis dans les prochaines orientations.

Un atelier regroupant plusieurs parties prenantes notamment : l'exécutif communal, le comité de suivi-évaluation, le conseil municipal, les sectoriels, les chefs de villages, les présidents des comités de concertation devra nécessairement se tenir en fin d'année dans le but d'identifier les projets prioritaires du PIA.

L'évaluation du PCD peut se faire par la comparaison du taux de réalisation par rapport aux résultats attendus inscrits dans le cadre logique. Il devra être révisé tous les 03 ans, il sera question d'actualiser les données de la commune, mais aussi d'élaborer un nouveau plan d'action triennal.

# CHAPITRE VIII: PLAN DE COMMUNICATION

## 8.1 Stratégie et esquisse de plan de communication

**Tableau X: Plan de communication de la commune de Makak**

Objectifs	Canal	Cibles	Activités	Résultats	Coûts ( F CFA
Mettre en valeur le PCD auprès de toutes les parties prenantes du processus de développement de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Annonce public</li> <li>• Invitations via les autorités traditionnelles</li> <li>• Atelier de sensibilisation et d'imprégnation</li> </ul>	Populations de la commune de Makak	<ul style="list-style-type: none"> <li>• tournées explicatives du PCD dans tous les villages de la Commune</li> <li>• Confection des affiches, prospectus, banderoles</li> <li>• Campagne d'explication du PCD dans les Eglises des villages de la Commune</li> </ul>	Les populations ont pris connaissance du PCD	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Descente sur le terrain exécutif et conseillers: 500 000 x 3 jours = 1 500 000</li> <li>• Banderoles : 20 000 x 5= 100 000</li> <li>• Affiches et prospectus : 5 000 x 100= 50 000</li> <li>• Organisation de l'atelier 1 000 000</li> </ul> <p><b>Total dépenses = 2 650 000</b></p>
Diffuser le PCD auprès des partenaires au développement établis au Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Internet</li> <li>• Invitation</li> <li>• Colloques</li> <li>• Communiqué radio/télé</li> <li>• Prospectus</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elites et mécènes</li> <li>• Départements ministériels</li> <li>• ONG nationaux et, internationaux</li> <li>• Programmes et projets de développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration de la liste des différents partenaires</li> <li>• Confection des plaquettes de présentation du PCD (400 exemplaires)</li> <li>• Organisation d'une conférence de partenaires au développement</li> <li>• Confection des affiches, banderoles</li> <li>• Intervention dans les médias</li> </ul>	Les partenaires au développement sont captivés par les potentialités de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> <li>• réalisation, production et ventilation des invitations 1 000 x 300 invités = 300 000</li> <li>• Banderoles (04) = 200 000</li> <li>• Communication radio = 500 000</li> <li>• Confection plaquettes du PCD(400) = 1 000 000</li> <li>• Transport divers : 500 000</li> </ul> <p><b>Total dépenses = 2 500 000</b></p>
Promouvoir le PCD sur le Plan international	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Journal mural et/ou communal</li> <li>• Médias nationaux et/ou internationaux</li> <li>• Site internet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diaspora</li> <li>• Organismes internationaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer le site web de la Commune</li> <li>• Insérer les points forts du PCD dans le site</li> <li>• Enrôler un expert en communication et un webmestre chargé de la mise à jour du site web de la Commune</li> </ul>	Le site web est créé et fonctionnel. Les agents de la commune sont formés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création site Web : 500 000</li> <li>• Insertion des projets du PCD = 1 000 000</li> <li>• Confection du journal mural et/ou communal = 1 500 000</li> <li>• Formation personnel communal pour administration site WEB = 2 000 000</li> </ul> <p><b>Total dépenses = 5 000 000</b></p>
<b>10 150 000</b>					



# CONCLUSION



# BIBLIOGRAPHIE



# ANNEXES



